DIRECCTE

Les chiffres clés

DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE



en Provence-Alpes-Côte d'Azur



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL 44516 / 17,000 48 000 18 0000 48 000 18 000 48 000 18 0000

12.8162.94.8431.9.3475.21.374.9.93475.17.095 9.3475.21.3745.5.8767.24.8431.1.6.24.8431 1.6.29.1218.5.0687.32.5912.9.3475.32.5912 13.6268.32.5912.17.0056.29.1218.17.0956.24.8431 17.0956.9.3475 12.8162.9.3475.9.3475.5.8787.9.3475.1.6

9,3475 5,8787 5,8787 9,3475 1,6 9,3475 1,6 13,6262 5,0687 17,095 9,3475 17,095 13,6268 17,095 17,0956 13,6262 17,0956 9,347

32.5918 9.3475 28.3125 9.3475 24.8437 5.8787 24.8437 1.8 24.8437 5.8787 21.3743 9.3475 17.0956 9.3475 17.0956 13.6262 20.5644 17.095 24.8437 17.095 29.1224 17.095 32.5918 13.6262 32

www.paca.direccte.gouv.fr

48.088 9.3475 43.8087 9.3475 40.3399 5.8787 40.3399 1.6 40.3399 5.6787 36.8705 9.3475 32.5918 9.3475

Les chiffres clés

DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE



Les Chiffres Clés de la Direccte en Provence-Alpes-Côte d'Azur

2011

Le présent millésime est le troisième réalisé sous l'égide de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Créée depuis le 5 janvier 2010, la Direccte a pour mission d'accompagner le développement des entreprises et de favoriser leur compétitivité, l'emploi et les qualifications, tout en veillant aux conditions de travail, à la qualité des relations sociales, au respect de la législation et en assurant la loyauté du commerce et la sécurité des consommateurs.

La présente publication *Chiffres Clés 2011* a été réalisée, comme les précédentes, dans l'objectif de favoriser la connaissance de l'environnement socio-économique de notre région et de contribuer ainsi à éclairer l'action des pouvoirs publics et le débat social.

Chiffres Clés 2011 fournit des éléments de cadrage régional et départemental concernant la population, le marché du travail, les minima sociaux, les bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'emploi, la formation professionnelle, les conditions de travail et la représentation des salariés.

L'information présentée a été enrichie par des données économiques relatives à la démographie des entreprises, au commerce extérieur ainsi qu'au tourisme. Les données présentées dans les *Chiffres Clés 2011* ont été mises en forme par le service « Études, Statistiques, Évaluation » de la Direccte PACA. Elles émanent de sources multiples. Tous les organismes suivants ont contribué, par la mise à disposition d'informations, à l'élaboration de cette publication: ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, ministère de l'économie et des finances (DARES, DGEFP, Direction Générale des Douanes et services déconcentrés), direction régionale de Pôle emploi/Unedic, Caisse Nationale des Allocations Familiales, Insee, Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail Sud-Est.

Nous les en remercions.

L'intérêt exprimé par nos partenaires lors des précédentes éditions nous incite à poursuivre la démarche, qui consiste à mettre à leur disposition un recueil d'informations synthétique, simple et lisible.

Je souhaite que ce document réponde ainsi à vos attentes et vos besoins.

Toutes les remarques ou suggestions que voudront bien nous adresser les utilisateurs afin d'améliorer la qualité de *Chiffres Clés* seront évidemment les bienvenues.

Bonne lecture!

Patrice RUSSAC

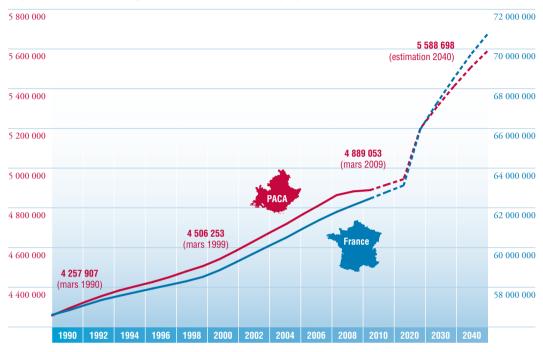
Le Directeur régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Sommaire

Population - Emploi	
Horizon 2040 : projections de populations	2
Population et activité	4
Niveaux de formation	5
Les 18 zones d'emploi de PACA	6
Emploi total	7
Formes et conditions d'emploi	8
Emploi - Population active	9
Emploi total par département	12
Emploi par zone d'emploi	14
Emploi salarié principalement marchand	16
Emploi salarié par département	18
Emploi salarié par taille d'établissement	20
Mouvements de main d'œuvre	22
Recours à l'intérim	26
Marché du travail - Assurance chômage - Minima sociaux	
	20
Bénéficiaires des allocations d'assurance chômage, du régime de solidarité et des minima sociaux Marché du travail	28 30
Taux de chômage	40
Taux de chomage	40
Travailleurs handicapés : chômage et emploi	44
Politiques d'aide à l'emploi - Formation professionnelle - Accompagnement des restructuration	ons
Principales actions des politiques d'aide à l'emploi	48
Participation des employeurs au développement de la formation professionnelle et appareil de formation	52
Accompagnement des licenciements économiques et retraits d'activité	54
Activité partielle	55
•	
Conditions de travail - Représentation des salariés	
Accidents du travail et maladies professionnelles	56
Elections aux comités d'entreprise	58
Négociation collective : les accords d'entreprise	60
Ruptures conventionnelles des contrats de travail à durée indéterminée	62
B 1 11 17 1 1 1	-
Produit intérieur brut	63
Dáma manhia diantramia a	
Démographie d'entreprises	64
Auticonst	CC
Artisanat	66
Touriome	67
Tourisme	67
Commerce outérieur	74
Commerce extérieur	71
Closesive	75
Glossaire	7 5
Sigles	80
Sigles	σŪ
Pour en savoir plus - Ouelques liens utiles	81

Horizon 2040 : projections de populations

Population totale en région PACA depuis 1990 et projection à l'horizon 2040 (scénario central)



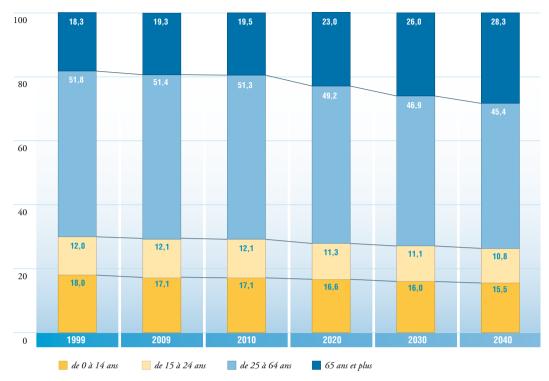
Source : Insee - RP2009, modèle de projection Omphale 2010 - Traitement Direccte/SESE

Projections de populations

Départements		Population totale : scénario central							
	RP 1999	RP 2009	Projections 2040	Taux annuel moyen d'accroissement (%)					
Alpes-de-Haute-Provence	139 683	159 450	200 000	0,7					
Hautes-Alpes	121 631	135 836	161 000	0,5					
Alpes-Maritimes	1 011 866	1 079 100	1 196 000	0,3					
Bouches-du-Rhône	1 835 407	1 967 299	2 184 000	0,3					
Var	898 001	1 007 303	1 212 000	0,6					
Vaucluse	499 665	540 065	635 000	0,5					
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 506 253	4 889 053	5 589 000	0,4					

Source : Insee RP2009, modèle de projections Omphale 2010

Projections de populations à l'horizon 2040 : scénario central (répartition par classes d'âge, en %)



Source : Insee RP2009, modèle de projections Omphale 2010 - Traitement Direccte/SESE

Répartition de la population 2009-2040 (scénario central, en %)

		20	09		2040				
	PACA		France métropolitaine		PA	CA	France métropolitaine		
	Part	dont femmes	Part	dont femmes	Part	dont femmes	Part	dont femmes	
0-14 ans	17,1	48,8	18,3	48,8	15,5	48,8	16,7	48,8	
15-24 ans	12,1	48,9	12,6	49,3	10,8	48,9	11,4	49,0	
25-64 ans	51,4	51,9	52,4	50,8	45,4	50,6	46,1	49,7	
65 ans et +	19,3	<i>58,3</i>	16,7	58,9	28,3	56,9	25,7	56,4	
Total	100,0	52,3	100,0	52,3	100,0	51,9	100,0	51,2	

Source : Insee RP2009, modèle de projections Omphale 2010

Les projections de populations se fondent sur le modèle Omphale 2010. Ce modèle est basé sur les populations départementales par sexe et âge au 1^{er} janvier 2007, issues du recensement de la population. Il applique, pour chaque sexe et âge, des quotients d'émigration entre zones de départ et zones d'arrivée, ainsi que des quotients de fécondité et de mortalité (tendances observées par le passé). D'une année sur l'autre, la population évolue en fonction des décès, des naissances et des mouvements migratoires (émigration et immigration).

Pour la région PACA, le scénario envisagé est le scénario dit "central" et repose sur trois hypothèses :

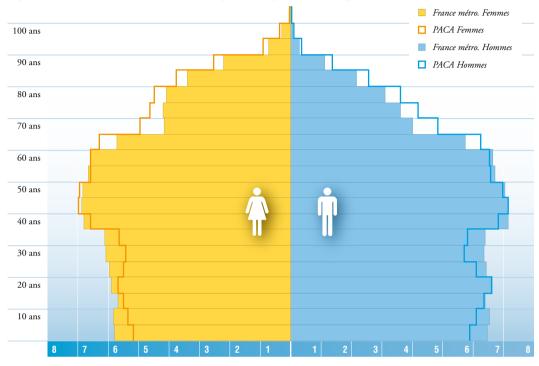
- la fécondité de chaque département est maintenue à son niveau de 2007 :
- la mortalité de chaque département baisse au même

- rythme qu'en France métropolitaine, où l'espérance de vie atteindrait 83,1 ans pour les hommes et 88,8 ans pour les femmes en 2040.
- les quotients migratoires entre départements métropolitains, calculés entre 2000 et 2008, sont maintenus constants sur toute la période de projection. Ils reflètent les échanges de population entre un département et chacun des autres, y compris ceux d'outre-mer. En ce qui concerne les échanges avec l'étranger, l'hypothèse métropolitaine est ventilée au prorata du nombre d'immigrants par département.

Ces projections sont ensuite calées sur la nouvelle projection de population métropolitaine centrale, publiée par l'Insee en octobre 2010.

Population et activité

Population 2009, PACA et France métropolitaine par sexe et âge (parts en %)



Source : Insee - RP2009, modèle de projection Omphale 2010 - Traitement Direccte/SESE

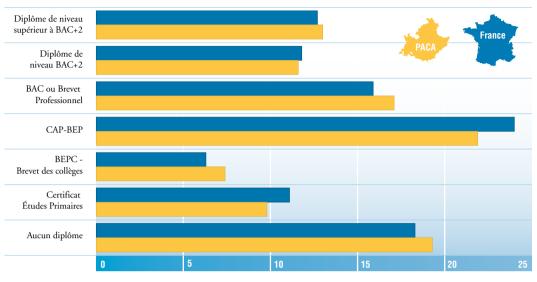
Population de 15 ans ou plus par type d'activité en 2009 (parts en %)

	Actifs ayant un emploi	Chômeurs	Retraités ou préretraités	Elèves, étudiants, stagiaires	Femmes ou hommes au foyer	Autres inactifs
Alpes-de-Haute-Provence	47,0	6,2	31,5	5,9	4,5	4,8
Hautes-Alpes	51,5	4,5	30,4	6,0	3,3	4,2
Alpes-Maritimes	48,2	6,0	29,5	7,4	4,8	4,1
Bouches-du-Rhône	46,7	7,6	25,1	9,4	5,8	5,3
Var	44,8	6,6	31,6	6,5	5,8	4,8
Vaucluse	47,1	7,7	27,9	7,2	5,5	4,6
PACA	46,8	6,9	28,1	7,9	5,4	4,8
France métropolitaine	51,1	6,4	26,2	8,2	4,1	3,9

Source : Insee. RP2009 - Traitement Direccte/SESE

Niveaux de formation

Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus en 2009 (parts en %)



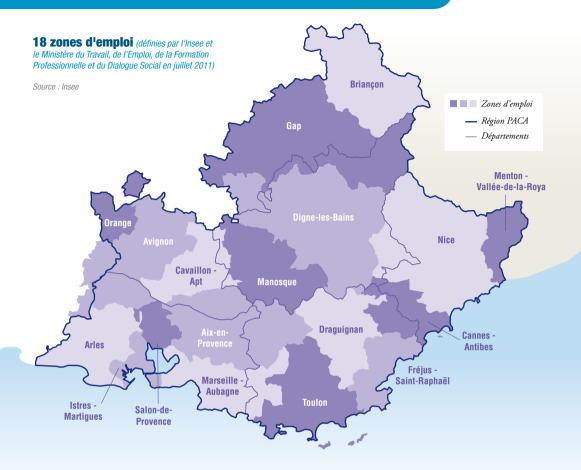
Source: Insee/RP2009 - Traitement Direccte / SESE

Population non scolarisée de 15 ans ou plus par sexe et diplôme le plus élevé (parts en %)

	Aucun diplôme	Certificat d'études primaires	BEPC, brevet des collèges	CAP, brevet de compagnon, BEP	Bac général, brevet supérieur, bac techno ou professionnel	Diplôme de niveau BAC+2	Diplôme de niveau supérieur à BAC+2
Alpes-de-Haute-Provence	16,8	11,0	7,8	25,8	16,9	11,4	10,4
Hommes	16,5	9,2	6,3	31,0	16,3	9,7	11,0
Femmes	17,1	12,5	9,2	21,0	17,5	13,0	9,8
Hautes-Alpes	13,6	11,7	7,2	24,7	18,3	13,6	10,9
Hommes	13,7	9,9	6,2	31,1	17,6	10,5	11,0
Femmes	13,6	13,3	8,2	18,7	18,9	16,4	10,8
Alpes-Maritimes	17,9	10,2	7,9	20,2	17,9	11,4	14,5
Hommes	17,9	8,7	6,8	23,7	17,0	9,4	16,5
Femmes	17,8	11,5	8,8	17,3	18,7	13,2	12,7
Bouches-du-Rhône	21,1	8,7	6,6	21,0	16,2	12,0	14,4
Hommes	20,8	7,6	5,9	24,1	15,6	10,3	15,6
Femmes	21,4	9,7	7,3	18,2	16,6	13,5	13,3
Var	16,8	10,9	8,5	23,5	18,4	11,2	10,8
Hommes	16,3	9,1	7,4	27,6	18,0	9,6	12,1
Femmes	17,3	12,6	9,4	19,8	18,7	12,7	9,6
Vaucluse	22,5	10,2	6,5	23,5	15,6	11,1	10,5
Hommes	22,3	8,3	5,7	28,2	15,0	9,5	11,1
Femmes	22,7	11,9	7,3	19,3	16,2	12,5	10,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19,3	9,8	7,4	21,9	17,1	11,6	13,0
Hommes	19,0	8,4	6,4	25,7	16,4	9,9	14,3
Femmes	19,5	11,2	8,2	18,5	17,6	13,2	11,8
France métropolitaine	18,3	11,1	6,3	24,0	15,9	11,8	12,7
Hommes	17,7	8,7	5,3	28,8	15,6	10,2	13,8
Femmes	18,8	13,3	7,3	19,6	16,1	13,2	11,8

Source : Insee, RP2009 - Traitement Direccte/SESE

Les 18 zones d'emploi de PACA



Chiffres-clés des 18 zones d'emploi en PACA

N° ZE	Zones d'emploi (ZE)	Population résidente 2009	Population active résidente 2009	dont : Population active occupée 2009	Emploi au lieu de travail 2009	dont : Emploi salarié 2009
9301	Digne-les-Bains	71 613	31 574	28 121	28 335	23 769
9302	Manosque	80 286	34 843	30 362	27 434	22 369
9303	Briançon	34 597	17 096	16 152	16 572	13 433
9304	Gap	102 856	47 312	43 175	42 487	34 817
9305	Cannes - Antibes	408 795	186 910	164 941	168 232	144 118
9306	Menton - Vallée-de-la-Roya	82 700	38 805	35 108	20 389	17 056
9307	Nice	617 127	278 110	248 212	235 532	201 606
9308	Aix-en-Provence	390 773	180 345	160 749	160 027	139 141
9309	Arles	77 035	33 320	28 418	28 295	23 890
9310	Marseille - Aubagne	1 298 686	570 204	484 697	500 946	447 885
9311	Istres - Martigues	135 812	62 459	54 266	59 215	54 903
9312	Salon-de-Provence	118 561	55 126	48 355	37 120	32 688
9313	Draguignan	112 783	48 493	41 744	37 934	31 853
9314	Fréjus - Saint-Raphaël	174 770	74 232	64 765	65 685	53 621
9315	Toulon	605 716	259 866	225 876	218 130	189 973
9316	Cavaillon - Apt	76 135	33 781	29 500	30 836	25 335
9317	Orange	93 163	41 126	<i>35 288</i>	33 183	28 526
0059	Avignon	487 632	221 067	190 107	186 978	159 060

Source : Insee - Traitement Direccte/SESE

Emploi total

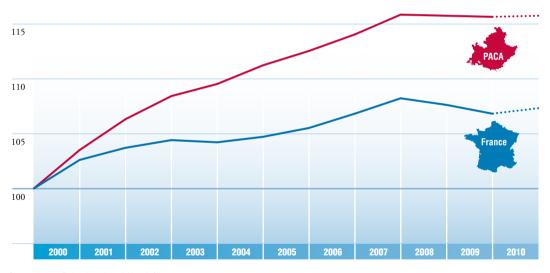
Emploi total et emploi salarié en 2009* (2009)

Départements	Emplo	i total	Emploi salarié		Emploi no	on salarié	Part de
	Effectifs	Évolution sur un an (%)	Effectifs	Évolution sur un an (%)	Effectifs	Évolution sur un an (%)	l'emploi salarié (%)
Alpes-de-Haute-Provence	58 532	0,9	48 026	0,6	10 506	2,2	82,1
Hautes-Alpes	57 915	1,4	47 463	0,8	10 452	4,1	82,0
Alpes-Maritimes	416 326	-0,2	356 880	-0,5	59 446	1,5	85,7
Bouches-du-Rhône	780 941	0,5	696 017	0,3	84 924	1,6	89,1
Var	347 833	0,4	295 590	0,2	52 243	1,8	85,0
Vaucluse	214 081	0,5	182 285	0,3	31 796	1,7	85,1
Région PACA	1 875 629	0,4	1 626 262	0,2	249 367	1,8	86,7
France métropolitaine	25 718 171	0,5	22 917 110	0,4	2 801 061	1,3	89,1

Source : Insee - RP2009 - exploitation complémentaire

Emploi total depuis 2000 (base 100 au 31/12/1999)





Source : Insee - Estimations d'emploi localisées Nb : Les données 2010 sont provisoires

Chiffres clés 2011

7

^{*} population de 15 ans ou plus

Formes et conditions d'emploi

Emplois au lieu de travail par condition d'emploi et par sexe en 2009 (parts en %)

	P.	ACA	France mét	ropolitaine
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Salariés dont :	83,0	90,8	85,8	92,7
Titulaires de la fonction publique et CDI	70,6	76,3	73,9	77,9
Contrats à Durée Déterminée	7,5	10,9	6,6	10,8
Intérim	1,9	0,8	2,3	1,2
Emplois aidés	0,6	1,2	0,6	1,1
Apprentissage - Stage	2,4	1,6	2,6	1,7
Non-salariés dont :	17,0	9,2	14,2	7,3
Indépendants	9,2	6,0	7,4	4,5
Employeurs	7,7	2,9	6,7	2,5
Aides familiaux	0,1	0,3	0,1	0,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

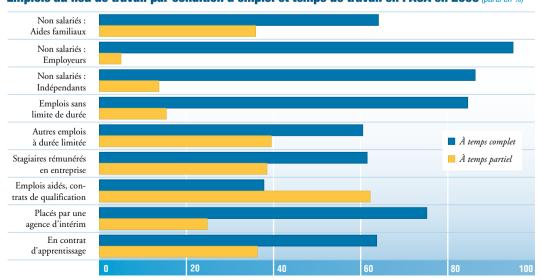
Source: Insee/RP2009 - Traitement Direccte/SESE

Emplois au lieu de travail par condition d'emploi, par département en 2009 (parts en %)

	Alpes-de-Hte- Provence	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	PACA	France métro.
Salariés dont :	82,0	82,0	85,7	89,1	85,0	85,1	86,7	89,1
Titulaires de la fonction publique et CDI	65,9	62,6	74,0	76,0	71,0	70,8	73,3	75,8
Contrats à Durée Déterminée	11,3	16,0	7,9	8,5	10,1	9,7	9,1	8,6
Intérim	1,2	0,6	1,2	1,7	1,0	1,4	1,4	1,8
Emplois aidés	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8
Apprentissage - Stage	2,6	1,8	1,9	2,1	2,0	2,3	2,1	2,2
Non-salariés dont :	18,0	18,0	14,3	10,9	15,0	14,9	13,3	10,9
Indépendants	11,1	10,8	8,3	6,3	8,6	8,2	7,7	6,0
Employeurs	6,5	6,9	5,8	4,5	6,2	6,4	5,4	4,7
Aides familiaux	0,3	0,4	0,2	0,1	0,3	0,3	0,2	0,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee/RP2009 - Traitement Direccte/SESE

Emplois au lieu de travail par condition d'emploi et temps de travail en PACA en 2009 (parts en %)



Source: Insee/RP2009 - Traitement Direccte/SESE

Emploi - Population active

Emplois au lieu de travail par catégorie socioprofessionnelle et secteur d'activité économique en 2009 (parts en %)

	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce, transports et services divers	Adm. publique, enseignement, santé, action sociale	Ensemble PACA	France métro.
Agriculteurs exploitants	48,8	0,1	0,3	0,2	0,0	1,1	1,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2,1	7,6	25,3	11,2	0,8	8,3	6,1
Cadres, professions intellectuelles sup.	2,7	17,7	6,0	15,7	16,4	15,2	16,3
Professions intermédiaires	6,9	29,6	13,7	23,3	32,5	26,0	25,1
Employés	6,4	10,9	6,3	30,3	43,9	30,9	28,4
Ouvriers	33,1	34,2	48,3	19,2	6,4	18,7	22,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Part secteurs activité PACA	1,9	9,1	7,5	47,7	33,7	100,0	-
Part secteurs activité France métro.	2,9	13,9	6,9	45,6	30,7	-	100,0

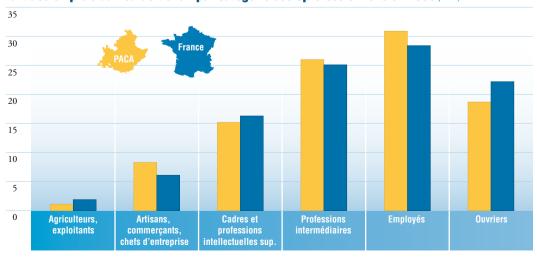
Source: Insee/RP2009 - Traitement Direccte/SESE

Emplois au lieu de travail par catégorie socioprofessionnelle et département en 2009 (parts en %)

	Alpes-de-Haute- Provence	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse
Agriculteurs exploitants	3,6	3,8	0,4	0,6	1,2	2,5
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	10,7	9,4	9,4	6,4	9,9	9,1
Cadres, professions intellectuelles sup.	10,7	9,8	16,4	17,6	11,9	11,7
Professions intermédiaires	24,4	26,3	25,0	27,7	24,4	24,4
Employés	29,7	31,4	32,0	29,4	33,9	29,4
Ouvriers	20,9	19,2	16,8	18,3	18,7	23,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee/RP2009 - Traitement Direccte/SESE

Part des emplois au lieu de travail par catégorie socioprofessionnelle en 2009 (en %)



Source: Insee/RP2009 - Traitement Direccte/SESE

Emploi - Population active

Taux d'activité et taux d'emploi des 15 à 64 ans en 2009 (en %)

		Taux d'activité										
		Ensem	ble			Homr	nes			Femi	nes	
	Total Ensemble	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total Hommes	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total Femmes	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans
Par département												
Alpes-de-Haute- Provence	70,8	47,3	89,0	38,9	74,5	50,8	93,5	41,8	67,1	43,5	84,6	36,3
Hautes-Alpes	73,1	47,8	91,0	40,4	75,9	51,0	94,3	42,7	70,3	44,2	87,7	38,2
Alpes-Maritimes	72,0	42,1	89,0	47,1	76,3	45,1	93,9	51,9	67,9	38,9	84,4	42,9
Bouches-du-Rhône	68,2	38,6	85,9	42,8	72,6	41,9	91,3	46,4	64,0	35,2	80,9	39,5
Var	68,9	46,0	87,0	37,9	73,7	50,8	92,6	40,9	64,3	40,8	81,7	35,2
Vaucluse	70,0	45,8	87,2	40,8	75,2	50,7	93,4	44,5	65,0	40,8	81,4	37,2
PACA	69,6	41,9	87,2	42,2	74,1	45,7	92,5	45,9	65,3	38,0	82,2	38,9
France métropolitaine/DOM	71,9	43,6	89,9	42,0	75,7	47,3	94,3	44,4	68,1	39,8	85,6	39,6
Par zone d'emploi 2010												
9301 - Digne-les-Bains	70,5	44,9	89,2	38,9	73,5	47,5	93,1	41,3	67,5	42,0	85,6	36,7
9302 - Manosque	70,5	48,5	88,5	38,2	74,7	52,5	93,6	41,3	66,3	44,3	83,7	35,2
9303 - Briançon	75,0	50,8	91,3	41,9	77,4	53,8	94,2	43,9	72,6	47,7	88,5	39,7
9304 - Gap	72,9	47,3	91,1	40,7	75,8	50,6	94,7	43,1	69,9	43,6	87,5	38,3
9305 - Cannes - Antibes	72,9	44,0	89,4	46,5	77,3	46,9	94,1	52,4	68,9	40,9	85,1	41,5
9306 - Menton - Vallée-de-la-Roya	73,7	45,2	90,5	45,7	78,4	48,9	95,7	49,8	69,3	41,5	85,5	42,0
9307 - Nice	71,0	40,8	88,5	47,2	75,3	43,9	93,6	51,3	67,0	37,6	83,7	43,5
9308 - Aix-en-Provence	68,9	35,6	88,3	45,5	73,3	39,5	92,7	50,0	64,8	31,8	84,1	41,4
9309 - Arles	67,7	41,2	86,0	40,7	73,3	46,2	93,1	45,5	62,5	36,0	79,7	36,3
9310 - Marseille - Aubagne	67,6	37,7	85,1	42,5	71,8	40,4	90,4	45,8	63,7	34,9	80,2	39,6
9311 - Istres - Martigues	69,7	48,2	87,3	37,1	75,5	53,0	94,9	41,0	64,0	42,5	80,2	33,3
9312 - Salon-de- Provence	71,1	47,4	87,6	39,6	76,0	52,3	93,5	42,7	66,2	41,9	81,8	36,7
9313 - Draguignan	68,6	47,7	86,6	36,1	73,2	52,8	91,9	38,1	64,2	41,8	81,5	34,3
9314 - Fréjus - Saint-Raphaël	70,2	50,8	87,6	39,1	76,1	56,1	93,8	44,3	64,6	45,2	81,8	34,6
9315 - Toulon	68,4	44,7	86,7	38,1	73,0	49,2	92,2	40,5	64,1	39,8	81,4	35,9
9316 - Cavaillon - Apt	70,0	48,1	87,7	39,3	75,5	55,1	94,1	42,6	64,6	40,8	81,6	36,1
9317 - Orange	69,2	47,3	85,9	38,8	75,1	52,7	93,0	42,7	63,3	41,4	79,0	35,0
0059 - Avignon	70,4	45,1	87,6	42,0	75,3	49,5	93,3	46,1	65,8	40,7	82,2	38,1

Source: Insee/RP2009 - Traitement Direccte/SESE

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Le taux d'emploi d'une classe d'invidus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus de la classe.

Taux d'emploi											
	Enser	nble			Hom	mes			Femi	mes	
Total Ensemble	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total Hommes	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total Femmes	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans
62,5	36,0	79,8	35,3	66,9	39,7	85,5	38,2	58,2	32,0	74,3	32,6
67,2	39,8	84,4	37,8	70,5	43,4	88,5	40,4	63,8	35,8	80,5	35,3
63,9	32,2	80,3	42,8	68,5	34,7	86,0	47,3	59,6	29,6	75,1	38,8
58,6	28,1	74,9	38,6	63,1	30,8	80,9	42,0	54,3	25,3	69,4	35,5
60,0	34,0	77,1	34,0	65,4	38,7	84,0	37,0	54,8	28,9	70,6	31,3
60,1	32,8	76,4	36,6	66,0	37,6	83,7	40,1	54,6	27,9	69,5	33,2
60,6	31,1	77,1	38,1	65,4	34,4	83,3	41,6	56,0	27,6	71,4	34,9
63,8	33,3	81,1	38,5	67,9	36,6	86,1	40,8	59,9	30,0	76,2	36,3
62,7	34,9	80,5	35,5	66,7	37,8	85,9	38,0	58,8	31,6	75,4	33,1
61,3	35,9	78,4	34,3	66,2	39,9	84,5	37,4	56,7	31,5	72,7	31,4
70,9	45,1	86,8	40,1	73,6	48,2	90,1	42,2	68,2	41,7	83,6	38,0
66,5	38,7	84,0	37,9	70,0	42,4	88,3	40,6	63,0	34,6	79,8	35,2
64,3	32,9	80,2	84,8	68,9	35,2	85,6	47,4	59,9	30,4	75,1	37,0
66,6	35,4	83,2	41,4	72,1	39,2	89,7	45,8	61,4	31,6	77,1	37,3
66,3	31,6	80,0	43,1	67,8	34,2	85,8	47,0	59,1	28,9	74,7	39,7
61,4	27,9	79,7	41,6	66,2	31,3	85,0	46,0	56,8	24,7	74,6	37,5
57,6	27,8	74,7	36,2	64,1	32,9	83,2	41,1	51,6	22,5	67,1	31,7
57,4	26,9	73,3	38,2	61,3	28,9	78,6	41,1	53,7	24,8	68,4	35,7
60,5	35,1	77,4	33,6	67,7	39,1	87,4	38,2	53,5	30,5	67,9	29,3
62,3	35,0	78,6	35,4	68,6	40,5	86,6	38,4	56,1	29,0	70,7	32,5
59,0	35,1	75,7	31,9	64,8	40,9	83,1	33,8	53,4	28,5	68,7	30,3
61,2	38,8	77,4	35,0	67,9	44,3	85,0	40,0	54,8	32,9	70,3	30,7
59,4	32,7	76,7	34,2	64,4	36,9	83,3	36,6	54,6	28,1	70,5	32,1
61,1	35,9	77,7	35,6	67,4	42,9	85,4	39,0	54,9	28,6	70,3	32,3
59,3	33,7	75,4	34,1	66,1	39,3	84,2	37,3	52,5	27,7	66,8	30,9
60,5	32,2	76,7	37,6	65,9	36,3	83,5	41,4	55,3	27,9	70,3	34,0

Source : Insee/RP2009 - Traitement Direccte/SESE

Emploi total par département

Emploi au 31/12/2009



Alpes-de-Haute-Provence

Secteurs		Emploi sala	arié	E	mploi non s	alarié	Emploi total			
d'activité ⁽¹⁾	Effectifs	Part (%)	Évolution sur un an (%)	Effectifs	Part (%)	Évolution sur un an (%)	Effectifs	Part (%)	Évolution sur un an (%)	
Agriculture	1 142	2,4	7,9	2 012	19,2	-0,2	3 154	5,4	2,6	
Industrie	4 803	10,0	-3,0	667	6,4	-10,5	5 470	9,3	-4,0	
Construction	3 767	7,8	-2,1	1 568	14,9	6,6	5 335	9,1	0,3	
Tertiaire dont :	38 324	79,8	1,1	6 250	59,5	3,4	44 574	76,2	1,4	
Marchand	18 880	39,3	1,6	4 898	46,7	2,6	<i>23 778</i>	40,6	1,8	
Non marchand	19 444	40,5	0,7	1 352	12,9	6,6	20 796	35,5	1,1	
Ensemble	48 035	100,0	0,6	10 498	100,0	2,2	58 533	100,0	0,9	
Part (%)	82,1	1	1	17,9	1	1	100,0	1	1	



Hautes-Alpes

Agriculture	704	1,5	-3,3	2 058	19,7	4,7	2 762	4,8	2,5
Industrie	2 711	5,7	2,7	579	5,6	-2,5	3 290	5,7	1,8
Construction	3 908	8,2	1,7	1 409	13,5	2,4	5 317	9,2	1,9
Tertiaire dont :	40 131	84,5	0,7	6 415	61,5	5,2	46 546	80,4	1,3
Marchand	19 998	42,1	-0,4	4 783	45,9	6,0	24 781	42,8	0,8
Non marchand	20 133	42,4	1,7	1 632	15,7	2,7	21 765	37,6	1,8
Ensemble	47 490	100,0	0,9	10 425	100,0	3,9	57 915	100,0	1,4
Part (%)	82,0	1	/	18,0	1	/	100,0	1	1



Alpes-Maritimes

Tilp:	oo manici								
Agriculture	1 084	0,3	-6,6	1 527	2,6	-9,9	2 611	0,6	-8,6
Industrie	28 322	7,9	-2,9	3 429	5,8	-4,4	31 751	7,6	-3,1
Construction	22 676	6,4	-1,4	9 127	15,3	3,7	31 803	7,6	0,0
Tertiaire dont :	304 903	85,5	-0,1	45 258	76,0	1,8	350 161	84,1	0,2
Marchand	186 658	52,3	0,0	36 084	60,6	2,2	222 742	53,5	0,3
Non marchand	118 245	33,1	-0,2	9 174	15,4	0,2	127 419	30,6	-0,1
Ensemble	356 791	100,0	-0,5	59 535	100,0	1,7	416 326	100,0	-0,2
Part (%)	85,7	1	/	14,3	1	/	100,0	1	1



Bouches-du-Rhône

	ono aa	11110110							
Agriculture	4 633	0,7	-4,6	4 242	5,0	-4,4	8 875	1,1	-4,5
Industrie	77 027	11,1	-1,3	5 355	6,3	-1,6	82 382	10,5	-1,3
Construction	40 892	5,9	0,7	10 609	12,5	5,0	51 501	6,6	1,6
Tertiaire dont :	573 517	82,4	0,6	64 666	76,0	1,7	638 183	81,7	0,7
Marchand	328 421	47,2	0,7	47 347	55,6	1,4	<i>375 768</i>	48,1	0,8
Non marchand	245 096	35,2	0,5	17 319	20,3	2,7	262 415	33,6	0,6
Ensemble	695 818	100,0	0,3	85 123	100,0	1,9	780 941	100,0	0,5
Part (%)	89,1	1	1	10,9	1	1	100,0	1	1

Source : Insee, RP2009 - Traitement Direccte/SESE (1) Nomenclature d'activité française en 5 postes



Vai

Secteurs	E	mploi sala	rié	Em	ploi non s	alarié	Emploi total			
d'activité	Effectifs	Part (%)	Évolution sur un an (%)	Effectifs	Part (%)	Évolution sur un an (%)	Effectifs	Part (%)	Évolution sur un an (%)	
Agriculture	4 283	1,4	-0,4	3 722	7,1	-3,5	8 005	2,3	-1,9	
Industrie	21 924	7,4	-0,9	3 247	6,2	-1,7	25 171	7,2	-1,0	
Construction	20 908	7,1	0,3	9 089	17,4	5,3	29 997	8,6	1,8	
Tertiaire dont :	248 399	84,0	0,3	36 261	69,5	2,1	284 660	81,8	0,5	
Marchand	122 435	41,4	0,2	<i>27 792</i>	53,3	1,9	150 227	43,2	0,5	
Non marchand	125 964	42,6	0,4	8 469	16,2	2,6	134 433	38,6	0,5	
Ensemble	295 658	100,0	0,2	52 175	100,0	1,7	347 833	100,0	0,4	
Part (%)	85,0	1	1	15,0	1	1	100,0	1	1	



Vaucluse

Agriculture	5 758	3,2	-2,6	4 945	15,5	-3,9	10 703	5,0	-3,2
Industrie	20 144	11,1	-1,0	2 041	6,4	1,3	22 185	10,4	-0,8
Construction	12 389	6,8	2,7	4 987	15,6	3,7	17 376	8,1	3,0
Tertiaire dont :	143 932	79,0	0,3	19 885	62,3	3,1	163 817	76,5	0,7
Marchand	81 719	44,9	-0,1	15 914	49,9	3,6	<i>97 633</i>	45,6	0,5
Non marchand	62 213	34,1	0,9	3 971	12,4	1,0	66 184	30,9	0,9
Ensemble	182 183	100,0	0,2	31 898	100,0	2,1	214 081	100,0	0,5
Part (%)	85,1	1	1	14,9	1	1	100,0	1	1



Région PACA

Agriculture	17 586	1,1	-2,4	18 524	7,4	-3,1	36 110	1,9	-2,7
Industrie	154 926	9,5	-1,5	15 322	6,1	-2,3	170 248	9,1	-1,6
Construction	104 583	6,4	0,4	36 746	14,7	4,4	141 329	7,5	1,4
Tertiaire dont :	1 349 238	83,0	0,4	178 703	71,6	2,1	1 527 941	81,5	0,6
Marchand	758 005	46,6	0,3	136 924	54,9	2,2	894 929	47,7	0,6
Non marchand	591 233	36,4	0,4	41 779	16,7	1,7	633 012	33,7	0,5
Ensemble	1 626 169	100,0	0,2	249 459	100,0	1,8	1 875 628	100,0	0,4
Part (%)	86,7	1	1	13,3	1	1	100,0	1	1



France metropolitaine

- III	וסט וווטנוטן	Jointain							
Agriculture	282 723	1,2	1,0	471 206	16,8	-3,5	753 929	2,9	-1,9
Industrie	3 375 446	14,7	-5,0	200 238	7,1	-2,8	3 575 684	13,9	-4,9
Construction	1 423 574	6,2	-0,6	355 894	12,7	2,7	1 779 468	6,9	0,0
Tertiaire dont :	17 835 856	77,8	-0,3	1 773 234	63,3	1,9	19 609 090	76,2	-0,1
Marchand	10 323 806	45,1	-0,8	1 394 476	49,7	1,9	11 718 282	45,6	-0,4
Non marchand	7 512 049	32,8	0,4	<i>378 759</i>	13,5	1,8	7 890 808	30,7	0,5
Ensemble	22 914 890	100,0	-1,0	2 803 281	100,0	0,8	25 718 171	100,0	-0,8
Part (%)	89,1	1	1	10,9	1	1	100,0	1	1

Emploi par zone d'emploi

Emploi par zone d'emploi au 31/12/2009

			Emploi	salarié		
	Agric	ulture	Indu	strie	Constr	uction
Zones d'emploi	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)
Digne-les-Bains (9301)	517	2,2	2 247	9,5	1 727	7,3
Manosque (9302)	619	2,8	2 408	10,8	1 802	8,1
Briançon (9303)	68	0,5	745	5,5	1 283	9,6
Gap (9304)	614	1,8	1 971	5,7	2 706	7,8
Cannes - Antibes (9305)	574	0,4	13 801	9,6	8 705	6,0
Menton - Vallée-de-la-Roya (9306)	40	0,2	716	4,2	1 174	6,9
Nice (9307)	597	0,3	14 292	7,1	13 653	6,8
Aix-en-Provence (9308)	1 455	1,0	16 567	11,9	8 713	6,3
Arles (9309)	880	3,7	1 974	8,3	1 280	5,4
Marseille - Aubagne (9310)	1 062	0,2	43 744	9,8	25 519	5,7
Istres - Martigues (9311)	200	0,4	11 944	21,8	3 398	6,2
Salon-de-Provence (9312)	378	1,2	2 296	7,0	1 939	5,9
Draguignan (9313)	821	2,6	1 705	5,4	2 274	7,1
Fréjus - Saint-Raphaël (9314)	722	1,3	3 998	7,5	5 399	10,1
Toulon (9315)	2 166	1,1	14 200	7,5	11 386	6,0
Cavaillon - Apt (9316)	787	3,1	2 467	9,7	1 776	7,0
Orange (9317)	1 202	4,2	4 083	14,3	2 008	7,0
Avignon (0059)*	5 723	3,6	19 556	12,3	11 112	7,0
Ensemble des Zones d'Emploi	18 425	1,1	158 714	9,7	105 854	6,4

Source : Insee/RP2009 (exploitation complémentaire) - Traitement Direccte/SESE

Lecture : En 2009, le principal secteur employeur est le tertaire marchand qui représente 46,5 % de l'emploi salarié des zones d'emploi de la région Paca.

^{*} Avignon à cheval sur 2 régions (voir carte page 6)

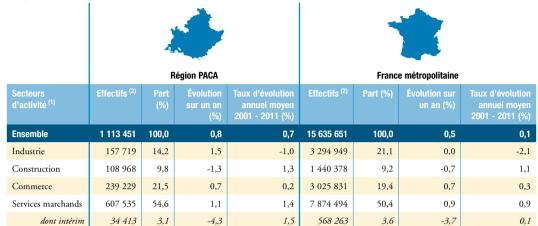
		Emploi	salarié		Emploi no	on salarié	Emploi total		
Tertiaire m	narchand	Tertiaire non	ı-marchand	Ense	mble	Ense	mble	Ensei	mble
Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)
8 407	35,4	10 871	45,7	23 769	83,9	4 566	16,1	28 335	100,0
9 723	43,5	7 818	34,9	22 370	81,5	5 065	18,5	27 434	100,0
6 224	46,3	5 114	38,1	13 434	81,1	3 139	18,9	16 572	100,0
14 223	40,9	15 302	44,0	34 816	81,9	7 670	18,1	42 487	100,0
78 586	54,5	42 451	29,5	144 117	85,7	24 114	14,3	168 232	100,0
7 901	46,3	7 225	42,4	17 056	83,7	3 334	16,4	20 389	100,0
102 822	51,0	70 243	34,8	201 607	85,6	33 926	14,4	235 532	100,0
67 636	48,6	44 770	32,2	139 141	86,9	20 886	13,1	160 027	100,0
10 946	45,8	8 810	36,9	23 890	84,4	4 405	15,6	28 295	100,0
215 849	48,2	161 710	36,1	447 884	89,4	53 061	10,6	500 946	100,0
19 653	35,8	19 707	35,9	54 902	92,7	4 311	7,3	59 215	100,0
14 519	44,4	13 557	41,5	32 689	88,1	4 432	11,9	37 120	100,0
12 180	38,2	14 874	46,7	31 854	84,0	6 080	16,0	37 934	100,0
27 155	50,6	16 348	30,5	53 622	81,6	12 064	18,4	65 685	100,0
74 814	39,4	87 407	46,0	189 973	87,1	28 157	12,9	218 130	100,0
12 167	48,0	8 138	32,1	25 335	82,2	5 501	17,8	30 836	100,0
10 435	36,6	10 798	37,9	28 526	86,0	4 658	14,0	33 183	100,0
71 561	45,0	51 108	32,1	159 060	85,1	27 918	14,9	186 978	100,0
764 801	46,5	596 251	36,3	1 644 045	86,7	253 287	13,3	1 897 330	100,0

Source : Insee/RP2009 (exploitation complémentaire) - Traitement Directe/SESE

Chiffres clés 2011

Emploi salarié principalement marchand

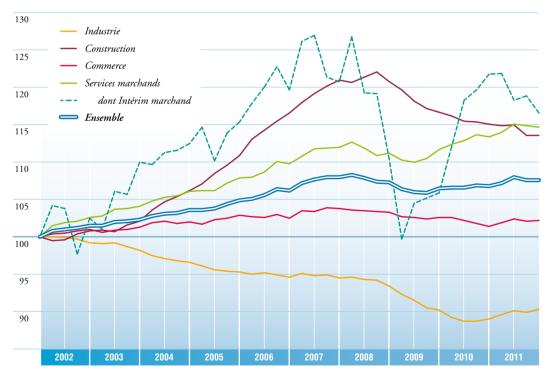
Emploi salarié par secteur d'activité au 31/12/2011



Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement Direccte/SESE

Données corrigées des variations saisonnières (provisoires en 2011)

Emploi salarié depuis 2002 en région PACA par secteur d'activité* (base 100 au 31/12/2001)



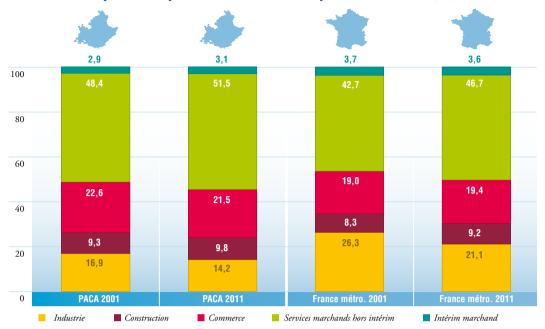
Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement Direccte/SESE

⁽¹⁾ Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4), hors agriculture et services non marchands

⁽²⁾ Moyenne trimestrielle du nombre de missions d'intérim

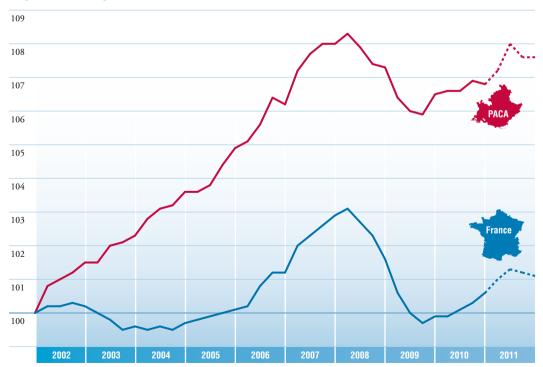
^{*} Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4), hors agriculture et services non marchands Données corrigées des variations saisonnières (provisoires en 2011)

Structure de l'emploi salarié par secteur d'activité : comparaison 2001-2011 (en %)



Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement Direccte/SESE Données corrigées des variations saisonnières (provisoires en 2011)

Emploi salarié depuis 2002 (base 100 au 31/12/2001)



Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement Direccte/SESE Données corrigées des variations saisonnières (provisoires en 2011)

Emploi salarié par département

Emploi salarié par secteur d'activité au 31/12/2011









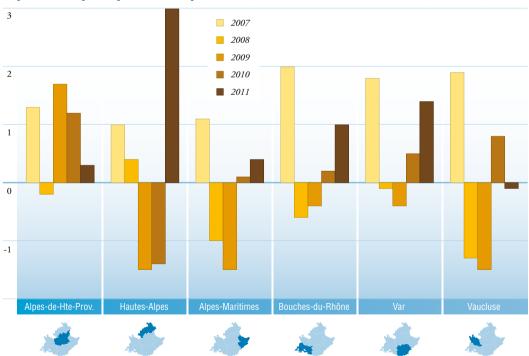




Secteurs d'activité	Alpes-de-Haute- Provence		Hautes-Alpes		Alpes-Maritimes		Bouches-du- Rhône		Var		Vaucluse	
	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)
Ensemble	28 486	0,3	28 288	3,0	261 588	0,4	492 242	1,0	180 623	1,4	122 224	0,1
Industrie	5 139	0,9	2 352	0,3	30 640	1,3	78 694	1,3	20 869	3,9	20 027	0,4
Construction	3 239	-6,6	4 035	-3,1	24 184	-1,4	42 816	0,3	21 471	-2,6	13 224	-2,1
Commerce	6 903	2,4	6 516	-0,7	56 003	1,0	91 928	0,4	45 633	1,3	32 245	0,1
Services marchands	13 205	0,9	15 386	6,8	150 762	0,3	278 804	1,2	92 650	1,8	56 728	0,1
dont intérim	2 071	-5,2	558	57,5	5 440	-9,2	17 190	-3,2	<i>3 745</i>	-10,3	5 408	-1,6
Poids dans la région (%)	2,6		2,5		23,5		44,2		16,2		11,0	

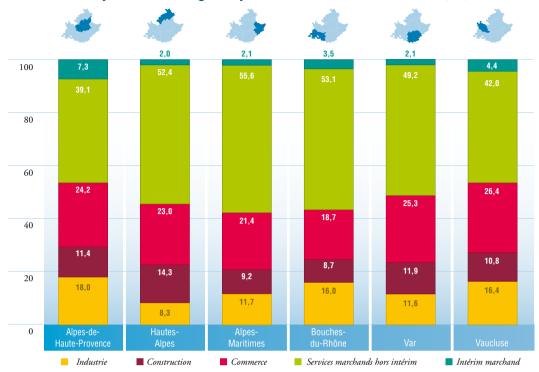
Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement Direccte/SESE Données corrigées des variations saisonnières (provisoires en 2011)

Emploi salarié par département depuis 2007 (taux d'évolution annuels au 4ème trimestre de chaque année, en %)



Source : Insee - Traitement Direccte/SESE Données corrigées des variations saisonnières (provisoires en 2011)

Structure de l'emploi salarié non agricole par secteur d'activité au 31/12/2011 (en %)



Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement Direccte/SESE Données corrigées des variations saisonnières (provisoires en 2011)

Secteurs dominants et secteurs en évolution en 2011

Secteurs d'activité	Effectifs salariés	Part (1) du secteur (en %)
Secteurs dominants		
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	239 228	21,5
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien, hors intérim	186 744	16,8
Construction	108 969	9,8
Transports et entrepreposage	104 574	9,4
Hébergement et restauration	100 915	9,1
Secteurs d'activité	Évolution annuelle des effectifs	Part du secteur (en %)
Secteurs concernés par les plus fortes hausses		
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien, hors intérim	+ 5 915	16,8
Transports et entrepreposage	+ 1 892	9,4
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	+ 1 702	21,5
Activités financières et d'assurance	+ 1 247	4,5
Fabrication d'autres produits industriels	+ 1 224	5,9
Fabrication de matériels de transport	+ 1 059	1,3
Secteurs concernés par les plus fortes baisses		
Autres activités de services	- 2 009	6,3
Intérim	- 1 548	3,1
Construction	- 1 428	9,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	- 340	2,4

Source : Insee - Estimations d'emploi - Traitement Direccte/SESE (1) Effectif du secteur rapporté à l'effectif tous secteurs (en NAF 38 postes)

Emploi salarié par taille d'établissement

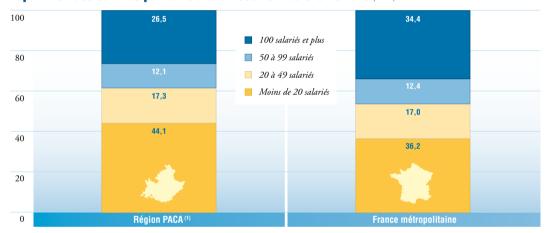
Emploi salarié et nombre d'établissements en région PACA (1) au 31/12/2010

	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 199 salariés	200 à 499 salariés	500 salariés et plus	Ensemble
Effectifs	375 438	164 055	212 205	148 571	116 666	115 342	92 350	1 224 627
Évolution sur un an (%)	-0,7	1,0	0,4	0,6	2,6	3,1	0,1	0,6
Part (%)	30,7	13,4	17,3	12,1	9,5	9,4	7,5	100,0
Nombre d'établissements	127 179	12 254	6 868	2 179	854	396	94	149 824
Évolution sur un an (%)	-0,7	0,7	0,0	0,6	2,9	4,2	-1,1	-0,5
Part (%)	84,9	8,2	4,6	1,5	0,6	0,3	0,1	100,0

Source : Unedic/Pôle emploi - Données provisoires

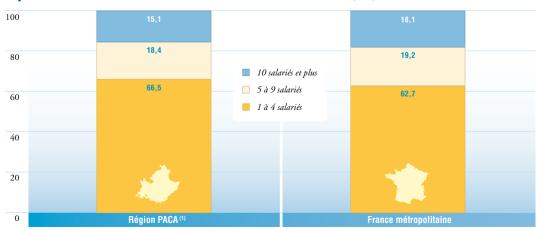
(1) PACA y compris Monaco

Répartition des salariés par taille d'établissement au 31/12/2010 (en %)



Source : Unedic/Pôle emploi - Données provisoires (1) PACA y compris Monaco

Répartition des établissements selon leur taille au 31/12/2010 (en %)



Source : Unedic/Pôle emploi - Données provisoires

(1) PACA y compris Monaco

Avertissement : Dans le cadre de l'harmonisation liée à la communication des données publiques, les statistiques sur l'emploi salarié émanant de Pôle emploi, n'ont pas encore été réactualisées pour l'année 2011, au moment où nous publions cet ouvrage.

Évolution du nombre d'établissements entre le 31/12/2000 et le 31/12/2010 (en %)

	1 à 4 salariés	5 à 9 salariés	10 salariés et plus	Ensemble
Région PACA (1)	12,6	10,5	17,9	13,0
France métropolitaine	3,1	5,6	10,1	4,8

Source : Unedic/Pôle emploi - Données provisoires

(1) PACA y compris Monaco

Emploi salarié et nombre d'établissements par département au 31/12/2010

	1 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 199 salariés	200 à 499 salariés	500 salariés et plus	Ensemble
Alpes-de-Haute-Provence							
Effectifs	16 163	5 665	3 739	2 884	1 261	1 268	30 980
Part (%)	52,2	18,3	12,1	9,3	4,1	4,1	100,0
Nombre d'établissements	4 360	187	55	20	5	2	4 629
Part (%)	94,2	4,0	1,2	0,4	0,1	0,0	100,0
Hautes Alpes							
Effectifs	18 270	6 319	3 859	2 522	2 065	0	33 035
Part (%)	55,3	19,1	11,7	7,6	6,3	0,0	100,0
Nombre d'établissements	4 769	204	56	18	6	0	5 053
Part (%)	94,4	4,0	1,1	0,4	0,1	0,0	100,0
Alpes-Maritimes							
Effectifs	132 374	47 528	30 103	24 107	24 109	21 862	280 083
Part (%)	47,3	17,0	10,7	8,6	8,6	7,8	100,0
Nombre d'établissements	35 594	1 543	442	176	79	25	37 859
Part (%)	94,0	4,1	1,2	0,5	0,2	0,1	100,0
Bouches-du-Rhône							
Effectifs	202 193	90 768	67 134	57 346	54 829	57 014	529 284
Part (%)	38,2	17,1	12,7	10,8	10,4	10,8	100,0
Nombre d'établissements	50 113	2 914	983	420	190	51	54 671
Part (%)	91,7	5,3	1,8	0,8	0,3	0,1	100,0
Var							
Effectifs	99 767	33 580	20 487	12 603	14 172	6 588	187 197
Part (%)	53,3	17,9	10,9	6,7	7,6	3,5	100,0
Nombre d'établissements	27 106	1 098	304	93	50	9	28 660
Part (%)	94,6	3,8	1,1	0,3	0,2	0,0	100,0
Vaucluse							
Effectifs	58 397	23 143	17 478	13 350	11 807	2 695	126 870
Part (%)	46,0	18,2	13,8	10,5	9,3	2,1	100,0
Nombre d'établissements	14 731	750	256	98	42	4	15 881
Part (%)	92,8	4,7	1,6	0,6	0,3	0,0	100,0

Source : Unedic/Pôle emploi - Données provisoires

Mouvements de main d'œuvre

Définitions : Taux d'entrée : entrées dans l'année / effectif de début d'année x 100

Taux de sortie : sorties dans l'année / effectif de début d'année x 100
Taux de rotation : (entrées + sorties) x 0,5 / effectif de début d'année x 100
Taux d'évolution : (entrées - sorties) / effectif de début d'année x 100

Taux d'entrée, de sortie et d'évolution en région PACA depuis 2009 (en %)

Secteurs	2009				2010		2011		
d'activité ⁽¹⁾	Taux d'entrées	Taux de sorties	Taux d'évolution	Taux d'entrées	Taux de sorties	Taux d'évolution	Taux d'entrées	Taux de sorties	Taux d'évolution
Agriculture	201,1	199,5	1,6	168,1	159,6	8,5	164,8	148,7	16,5
Industrie	19,6	20,1	-0,4	17,8	16,6	1,2	23,8	20,2	3,6
Construction	32,6	26,7	6,0	29,9	24,5	5,4	31,2	25,4	5,9
Tertiaire	63,8	62,0	1,9	70,9	68,6	2,4	77,6	74,5	3,1
Tous secteurs	56,3	54,4	1,9	62,2	59,6	2,6	68,0	64,3	3,6

Source : DARES/EMMO-DMMO - Traitement Direccte/SESE

(1) Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4)

Taux d'entrée, de sortie et d'évolution en région PACA par secteur d'activité et taille d'établissements en 2011 (en %)

	Secteurs d'activité (1)	Taux de	Taux						
		rotation	d'évolution des effectifs	Toutes entrées dont :	Contrat à Durée Déterminée (CDD)	Contrat à Durée indéterminée (CDI)	Transfert ⁽²⁾		
	Moins de 10 salariés	171,0	24,3	182,8	164,8	17,9	0,1		
es es	10 à 49 salariés	162,9	3,4	164,5	161,7	2,8	0,0		
Agriculture	50 à 99 salariés	62,4	-8,7	57,9	55,9	1,1	0,9		
gie	100 à 199 salariés	70,2	-0,6	69,9	65,3	4,3	0,3		
•	200 salariés et plus	22,6	-2,8	21,2	20,9	0,3	0,0		
	Ensemble	156,7	16,5	164,8	151,9	12,8	0,1		
	Moins de 10 salariés	39,1	9,9	44,0	25,4	18,4	0,2		
43	10 à 49 salariés	26,0	2,4	27,2	16,8	10,0	0,4		
Industrie	50 à 99 salariés	21,6	1,1	22,1	13,8	7,4	0,9		
ng.	100 à 199 salariés	18,4	2,2	19,5	11,0	7,1	1,4		
	200 salariés et plus	10,6	2,9	12,0	5,6	5,6	0,8		
	Ensemble	22,0	3,6	23,8	13,7	9,4	0,7		
	Moins de 10 salariés	40,9	14,1	47,8	25,2	22,5	0,2		
8	10 à 49 salariés	21,9	-0,3	21,8	10,2	10,6	1,0		
üc ii	50 à 99 salariés	14,3	-0,2	14,2	5,4	7,5	1,3		
Construction	100 à 199 salariés	14,3	2,5	15,6	5,4	8,7	1,5		
ప	200 salariés et plus	21,1	1,5	21,8	4,0	8,6	9,3		
	Ensemble	28,3	5,9	31,2	15,3	15,0	1,0		
	Moins de 10 salariés	73,7	6,2	76,8	59,5	16,0	1,3		
43	10 à 49 salariés	67,4	2,4	68,6	52,7	14,8	1,0		
Fertiaire	50 à 99 salariés	104,2	1,7	105,0	88,6	15,0	1,5		
Tert	100 à 199 salariés	85,0	1,3	85,6	71,1	12,9	1,6		
	200 salariés et plus	68,7	0,9	69,1	60,0	8,3	0,9		
	Ensemble	76,2	3,1	77,6	62,3	14,0	1,2		
	Moins de 10 salariés	71,1	8,2	75,1	57,0	17,1	1,0		
SIN	10 à 49 salariés	59,1	2,1	60,1	45,5	13,7	1,0		
Tous secteurs	50 à 99 salariés	87,1	1,5	87,9	73,1	13,4	1,4		
us s	100 à 199 salariés	69,6	1,5	70,4	57,1	11,7	1,6		
ē	200 salariés et plus	52,5	1,4	53,3	44,6	7,6	1,0		
	Ensemble	66,1	3,6	68,0	53,4	13,5	1,1		

Source : DARES/EMMO-DMMO - Traitement Direccte/SESE

⁽¹⁾ Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4).

⁽²⁾ Transfert d'un salarié d'un autre établissement de l'entreprise, avec ou sans changement de contrat

⁽³⁾ À noter, le motif "rupture conventionnelle" est pris en compte dans le total "toutes sorties" mais ce taux est non significatif sur ce seul motif

Taux d'entrée, de sortie, d'évolution et de rotation des effectifs depuis 2000 (en %)

Années		Région PACA		Taux de	rotation
	Taux d'entrée	Taux de sortie	Taux d'évolution de l'emploi	Région PACA	France métro.
2000	55,9	51,0	4,9	53,5	39,4
2001	52,9	50,4	2,5	51,6	39,5
2002	51,3	49,4	1,9	50,4	38,5
2003	52,6	52,1	0,5	52,3	36,8
2004	52,1	51,2	0,8	51,7	37,7
2005	49,7	49,5	0,2	49,6	38,6
2006	51,9	50,9	1,0	51,4	39,3
2007	55,1	53,6	1,5	54,3	43,4
2008	53,1	52,7	0,3	52,9	42,9
2009	56,3	54,4	1,9	55,3	43,6
2010	62,2	59,6	2,6	60,9	nd
2011	68,0	64,3	3,6	66,1	nd

Source: DARES/EMMO-DMMO - Traitement Direccte/SESE

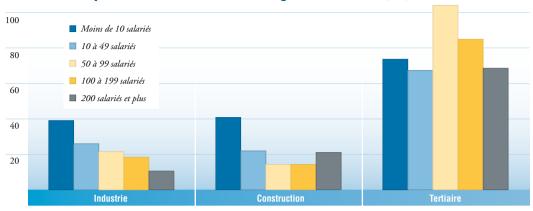
nd : non déterminé

				Taux de sortie				
Toutes sorties ⁽³⁾ dont :	Fin de CDD	Licenciement économique	Autre licenciement	Démission	Retraite	Transfert ⁽²⁾	Rupture conventionnelle ⁽³⁾	Fin de période d'essai
159,2	149,2	0,6	1,0	4,3	0,1	0,1	1,5	1,4
161,2	150,2	0,1	1,3	2,9	1,1	0,9	0,7	1,4
66,8	62,2	0,0	0,4	2,3	0,8	0,0	0,9	0,2
70,5	60,4	0,2	1,0	5,1	1,2	0,3	0,5	1,1
24,0	19,1	0,0	0,9	2,1	1,6	0,0	0,0	0,1
148,7	13,9	0,4	1,1	3,8	0,4	0,3	1,2	1,3
34,2	12,7	1,0	3,0	10,8	0,5	0,9	2,5	1,9
24,8	12,4	0,9	1,9	4,2	0,9	1,1	1,3	1,6
21,0	10,7	0,5	2,1	2,9	0,9	1,1	0,8	1,1
17,3	8,5	0,3	1,4	2,4	0,9	1,6	0,9	0,7
9,2	4,2	0,5	0,6	1,3	1,0	0,7	0,3	0,1
20,2	9,3	0,7	1,6	4,0	0,9	1,0	1,1	1,0
33,9	14,4	2,0	3,3	6,5	0,3	0,6	3,9	2,0
22,1	6,0	1,0	3,0	5,4	0,6	0,7	1,2	1,4
14,4	3,3	0,2	2,3	3,7	1,0	1,8	1,0	0,4
13,1	2,8	0,1	2,1	3,6	1,1	1,1	1,0	0,4
20,3	2,2	0,0	3,4	3,7	0,8	9,1	0,3	0,6
25,4	8,8	1,2	3,0	5,5	0,6	1,1	2,2	1,4
70,7	50,7	1,2	1,8	7,9 9,7	0,6 0,8	1,5	3,5	1,9
66,2 103,3	45,3	0,3	2,2 2,9		0,8	1,4	1,7 1,0	3,8
84,4	77,8 65,3	0,1 0,1	3,4	8,6 7,0	0,9	1,7 1,6	0,7	3,4 3,4
68,2	54,8	0,1	2,5	4,8	1,0	1,6	0,3	1,7
74,5	54,6	0,2	2,4	8,0	0,8	1,5	1,8	2,8
67,0	47,4	1,3	2,0	7,8	0,6	1,3	3,4	1,9
58,0	38,8	0,4	2,3	8,5	0,8	1,3	1,6	3,2
86,4	63,9	0,2	2,7	7,5	0,9	1,6	1,0	2,9
68,9	52,1	0,2	3,0	6,0	0,9	1,6	0,8	2,8
51,8	40,5	0,3	2,0	3,9	1,0	1,5	0,3	1,2
64,3	46,1	0,6	2,3	7,2	0,8	1,4	1,8	2,5

Lecture: dans le tertiaire, le nombre d'entrées en emploi ayant eu lieu dans l'année représente 77,6 % des effectifs du début d'année (62,3 % pour les CDD et 14 % pour les CDI). Dans ce secteur, le nombre de sorties d'emploi ayant eu lieu dans l'année représente 74,5 % des effectifs de début d'année (54,6 % pour fin de CDD et 8 % pour démission). Avec un taux de 76,2 %, la rotation des effectifs dans le tertiaire est supérieure à la moyenne (66,1 %).

Mouvements de main d'œuvre

Taux de rotation par taille d'établissement de la région PACA en 2011 (en %)



Source : DARES/EMMO-DMMO - Traitement Direccte/SESE Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4), hors agriculture

Taux d'entrée, de sortie, d'évolution et de rotation des effectifs par activité en 2011

(en %, NAF17 postes)

Activité (1)	Taux de rotation	Taux d'évolution des effectifs	Taux d'entrée	Taux de Sortie
Agriculture, sylviculture et pêche	156,7	16,5	164,8	148,7
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	48,4	4,5	50,6	46,1
Cokéfaction et raffinage	7,7	3,9	9,6	5,7
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	14,4	0,0	14,4	14,4
Fabrication de matériels de transport	9,8	5,1	12,4	7,3
Fabrication d'autres produits industriels	19,4	3,5	21,1	17,7
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	16,5	4,6	18,8	14,2
Construction	28,3	5,9	31,2	25,4
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	52,6	3,1	54,1	51,0
Transports et entreposage	34,8	-0,7	34,4	35,1
Hébergement et restauration	123,9	5,4	126,6	121,3
Information et communication	29,6	2,0	30,6	28,5
Activités financières et d'assurance	21,4	3,1	22,9	19,8
Activités immobilières	26,7	7,1	30,2	23,2
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	73,9	3,7	75,7	72,0
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	104,7	1,3	105,4	104,0
Autres activités de services	152,3	5,5	155,0	149,6
Ensemble	66,1	3,6	68,0	64,3

Source : DARES/EMMO-DMMO - Traitement Direccte/SESE (1) Nomenclature d'activité française en 17 postes (NAF17)

Taux d'entrée, de sortie, d'évolution et de rotation des effectifs par secteurs d'activité par département en 2011 (en %)

	Secteurs d'activité (1)	Taux de rotation	Taux d'évolution des effectifs	Taux d'entrée	Taux de Sortie
ė.	Industrie	24,9	8,2	28,9	20,9
Alpes-de-Hte- Provence	Construction	30,1	8,8	34,5	25,7
Prov	Tertiaire	82,3	3,6	84,1	80,5
A A	Ensemble	71,5	4,7	73,8	69,1
	Industrie	23,3	8,2	27,4	19,2
Hautes- Alpes	Construction	22,0	8,8	26,3	17,7
Hau Ag	Tertiaire	95,5	-3,0	94,0	97,0
	Ensemble	82,9	0,3	83,0	82,8
ω.	Industrie	18,8	1,4	19,5	18,1
Alpes- laritimes	Construction	33,9	10,4	39,0	28,7
Alpes- Maritimes	Tertiaire	72,7	3,6	74,5	70,9
	Ensemble	63,6	4,0	65,6	61,6
≟	Industrie	20,4	4,4	22,6	18,2
rches-d Rhône	Construction	29,1	7,5	32,8	25,4
Bouches-du- Rhône	Tertiaire	78,3	3,4	80,0	76,6
œ .	Ensemble	66,5	4,0	68,5	64,5
	Industrie	34,0	5,4	36,6	31,3
Var	Construction	24,6	0,1	24,7	24,6
>	Tertiaire	70,4	2,7	71,8	69,0
	Ensemble	63,0	3,2	64,6	61,4
	Industrie	21,2	0,3	21,4	21,1
Vaucluse	Construction	22,3	-0,6	22,0	22,6
Vau	Tertiaire	76,5	2,4	77,7	75,3
	Ensemble	69,6	2,7	71,0	68,3

Source : DARES/EMMO-DMMO - Traitement Directe/SESE

Part des entrées et sorties par département selon le motif en 2011

	Alpes-de-Haute- Provence	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	PACA
Entrées en effectif	21 448	27 674	186 308	367 844	125 070	93 558	821 902
dont:							
CDD (%)	80,1	87,9	74,9	79,0	78,6	80,6	78,5
CDI (%)	18,8	11,5	23,4	19,2	20,0	17,8	19,9
Transferts (%)	1,2	0,6	1,7	1,8	1,3	1,6	1,6
Sorties en effectif	20 083	27 582	174 973	346 375	118 985	90 024	778 022
dont:							
Rupture conventionnelle (%)	3,7	2,5	2,8	2,8	2,5	2,6	2,7
Démission (%)	11,9	7,6	15,2	9,7	11,5	9,3	11,2
Fin de période d'essai (%)	3,3	2,4	5,1	3,2	4,7	3,0	3,8
Fin CDD (%)	72,7	82,8	67,4	72,2	69,9	76,2	71,6
Licenciement économique (%)	0,6	0,4	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9
Autre licenciement (%)	3,4	1,4	3,8	3,7	3,8	3,1	3,6
Transfert (%)	1,2	0,9	2,4	2,3	2,2	1,8	2,2
Retraite (%)	2,0	0,9	1,1	1,2	1,2	1,1	1,2
Solde Entrées / Sorties (effectifs)	1 365	92	11 335	21 469	6 085	3 534	43 880

Source : DARES/EMMO-DMMO - Traitement Direccte/SESE

⁽¹⁾ Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4), hors agriculture

Recours à l'intérim

Intérim par secteur d'activité des établissements utilisateurs en 2011 (données brutes)

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	F	Région PA	CA	France			
	Effectifs ⁽²⁾	Part (%)	Évolution sur un an (%)	Effectifs (2)	Part (%)	Évolution sur un an (%)	
Agriculture, sylviculture et pêche	154	0,5	7,4	2 386	0,4	1,4	
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1 614	5,1	-2,2	18 679	3,3	-0,2	
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1 312	4,2	-0,3	44 289	7,9	-6,0	
Cokéfaction et rafinage	39	0,1	-19,1	389	0,1	-4,2	
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	746	2,4	-19,6	36 301	6,4	-2,2	
Fabrication de matériels de transport	938	3,0	8,3	34 623	6,1	22,0	
Fabrication d'autres produits industriels	4 249	13,5	4,4	111 941	19,9	-1,7	
Construction	9 804	31,2	4,8	117 939	20,9	7,2	
Commerce ; réparations d'automobiles et de motocycles	2904	9,2	-1,9	50 743	9,0	-2,8	
Transports et entreposage	3 847	12,3	-2,6	54 755	9,7	-2,5	
Hébergement et restauration	651	2,1	15,4	7 938	1,4	-4,3	
Information et communication	300	1,0	-9,9	6 838	1,2	-11,9	
Activités financières et d'assurance	396	1,3	-14,3	9 424	1,7	-7,7	
Activités immobilières	142	0,5	-3,7	2 568	0,5	-2,7	
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2 589	8,2	-0,1	41 661	7,4	-1,1	
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1 303	4,2	1,4	13 352	2,4	12,4	
Autres activités de services	229	0,7	-7,5	5 980	1,1	-0,6	
Ensemble	31 397	100,0	0,8	563 646	100,0	0,8	

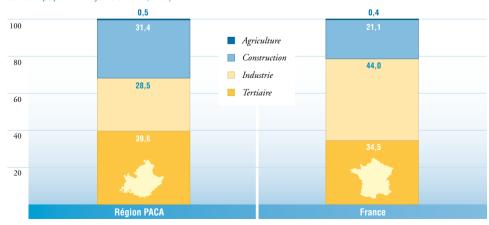
Source : Pôle emploi/Unedic - DARES - Direccte/SESE

(1) Nomenclature d'activité économique agrégée en 17 postes (NAF17)

(2) En équivalents temps plein (ETP) - Moyenne annuelle

Structure des effectifs intérimaires par secteur d'activité (1) en 2011

(équivalents temps plein en moyenne annuelle, en %)



Source : Pôle emploi/Unedic - DARES - Traitement Direccte/SESE

(1) Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4), hors "non renseignés"

Effectifs intérimaires par trimestre depuis 2001

(équivalents temps plein en moyenne annuelle - base 100 au 1er trimestre 2001)



Source: Pôle emploi/Unedic - DARES - Traitement Direccte/SESE

Intérim par département en 2011 (équivalents temps plein en moyenne annuelle)













Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Alpes-de-Haute- Provence		Hautes-Alpes		Alpes-Maritimes		Bouches-du- Rhône		Var		Vaucluse	
	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)
Agriculture	(s)	(s)	(s)	(s)	18	0,3	59	0,3	29	0,8	43	1,0
Industrie	471	50,7	81	12,0	1 261	23,7	4 993	29,5	800	22,4	1 624	36,6
Construction	275	29,6	464	68,6	1 754	32,9	4 907	29,0	1 358	38,0	960	21,6
Tertiaire	175	18,8	130	19,2	2 230	41,8	6 884	40,7	1 357	38,0	1 796	40,5
Non renseigné	(s)	(s)	(s)	(s)	67	1,3	74	0,4	25	0,7	13	0,3
Ensemble	929	100,0	676	100,0	5 329	100,0	16 917	100,0	3 569	100,0	4 436	100,0

Source : Pôle emploi/Unedic - DARES - Estimations des moyennes annuelles départementales établies par la Direccte/SESE

⁽¹⁾ Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4)

⁽s) : secret statistique appliqué pour les données inférieures à 5 individus

Bénéficiaires des allocations d'assurance chômage, du régime de solidarité et des minima sociaux

Bénéficiaires des allocations d'assurance chômage et du régime de solidarité au 31/12/2011

Départements	Assurance chômage (1)		Régime de solidarité ⁽²⁾		Ensemble		Évolution sur un an (%)		
		dont femmes (%)		dont femmes (%)		dont femmes (%)	Assurance chômage	Régime de solidarité	Ensemble
Alpes-de-Haute-Provence	7 790	53,0	857	46,6	8 647	52,4	10,6	12,3	10,7
Hautes-Alpes	6 129	51,7	580	52,2	6 709	51,8	13,3	13,1	13,3
Alpes-Maritimes	46 803	50,0	4 656	49,0	51 459	49,9	6,3	15,5	7,1
Bouches-du-Rhône	90 341	49,6	12 194	45,2	102 535	49,0	5,9	12,3	6,6
Var	46 697	52,8	4 969	47,5	51 666	52,3	5,5	14,4	6,3
Vaucluse	28 855	50,4	3 670	43,5	32 525	49,6	9,9	15,4	10,5
Région PACA	226 615	50,6	26 926	46,3	253 541	50,1	6,8	13,6	7,4
France métropolitaine	2 667 652	50,9	359 239	43,2	3 026 891	50,0	-1,9	5,4	-2,5

Source : Pôle emploi - Allocataires en cours en fin de mois (au lieu de résidence) - Traitement Direccte/SESE

Taux de demandeurs d'emploi indémnisés

Région PACA	31/12/08	31/12/09	31/12/10	31/12/11	Évolution 2010-2011
Demandeurs d'emploi (1)	310 916	355 957	373 617	388 951	+4,1 %
Demandeurs d'emploi indemnisés (2)	182 863	221 265	235 976	253 541	+7,4 %
Taux de demandeurs d'emploi indemnisés (3) en %	58,8	62,2	63,2	65,2	+2,0 points
dont assurance chômage	53,4	52,2	55,5	58,3	+2,8 points
Demandeurs d'emploi	3 653 310	4 229 890	4 364 250	4 477 590	+2,6 %
Demandeurs d'emploi indemnisés	2 255 779	2 560 856	2 538 154	2 630 800	+3,7 %
Taux de demandeurs d'emploi indemnisés en %	61,7	60,5	58,2	58,8	+0,6 point
dont assurance chômage	52,4	52,2	50,3	59,6	+9,3 points
Ecart région PACA-France métropolitaine du taux de demandeurs d'emploi indemnisés	-2,9 points	+1,6 point	+5,0 points	+6,4 points	
dont assurance chômage	+1,0 point	+0,0 point	+5,2 points	-1,3 point	

Sources : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE (allocataires en cours en fin d'année au lieu de résidence)

Allocataires de l'assurance chômage et du régime de solidarité entre 1997 et 2011 (base 100 au 31/12/1996)



Source : Pôle emploi-Traitement Direccte/SESE (allocataires en cours en fin d'année au lieu de résidence)

⁽¹⁾ Allocation d'aide au retour à l'emploi y compris formation + Allocation unique dégressive + Allocation chômeurs âgés + Allocation formation reclassement + Allocation spécifique de reclassement + Allocation de contrat de transition professionnelle + Allocation de contrat de sécurisation professionnelle (2) Allocation spécifique de solidarité y compris formation + Allocation temporaire d'attente + Allocation équivalent retraite

⁽¹⁾ DEFM + dispensés de recherche d'emploi (2) Assurance chômage + régime de solidarité

⁽³⁾ Nombre de demandeurs d'emplois indémnisés / nombre de demandeurs d'emploi

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au Revenu de Solidarité Active (RSA) au 31/12/2011

	Bénéfi- ciaires ⁽¹⁾	Part dans l'ensemble des DE (%)	RSA socie seul	RSA socie et activité	RSA activité seul	Part dans ensemble des entrées (%)	Part dans ensemble des sorties (%)
Alpes-de-Haute-Provence	1 534	12,8	883	312	339	13,0	11,1
Hautes-Alpes	823	9,3	498	138	187	9,0	6,4
Alpes-Maritimes	9 079	12,4	6 242	1 329	1 508	11,2	12,6
Bouches-du-Rhône	33 045	20,5	24 761	3 612	4 672	19,7	21,0
Var	11 089	14,9	7 262	1 648	2 179	11,5	12,4
Vaucluse	6 383	13,6	3 987	1 198	1 198	13,5	14,1
Région PACA	61 953	16,5	43 633	8 237	10 083	14,9	15,7
France métropolitaine	634 712	14,7	421 143	91 310	122 259	14,3	15,5

Sources : CNAF - Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Direccte/SESE

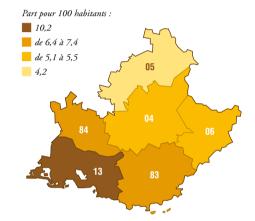
(1) Catégories ABC (données brutes)

Population couverte par le RSA au 31/12/2011

Départements	Population couverte ⁽¹⁾	Part de la population couverte ⁽²⁾ (%)
Alpes-de-Haute-Provence	8 751	5,5
Hautes-Alpes	5 716	4,2
Alpes-Maritimes	55 179	5,1
Bouches-du-Rhône	200 167	10,2
Var	64 007	6,4
Vaucluse	39 717	7,4
Région PACA	373 537	7,6
France métropolitaine	3 876 749	6,0



(1) Allocataires + conjoints + enfants



Allocataires du RSA depuis juin 2009 (1) (Base 100 au 31/03/2009)



Source: CNAF-Traitement Direccte/SESE

(1) RSA à compter de juin 2009 (remplace le RMI et l'API)

⁽²⁾ Nombre de personnes couvertes / population totale

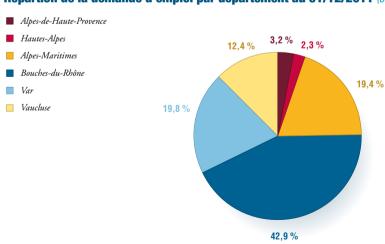
Marché du travail

Demande d'emploi par département et régions limitrophes (Données brutes au 31/12/2011)

DEFM	Alpes-de-Haute- Provence	Hautes-Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches-du- Rhône		Vaucluse
Catégorie ABC	11 980	8 804	73 203	161 348	74 400	46 791
Évolution sur un an (%)	9,6	10,1	8,2	4,9	7,0	8,8
Part (en %) des :						
- Femmes	52,1	51,6	49,7	49,8	52,6	51,0
- Hommes	47,9	48,4	50,3	50,2	47,4	49,0
- Moins de 25 ans	16,8	16,1	14,2	15,0	17,1	17,3
- 25 à 49 ans	62,2	64,8	64,5	66,8	62,3	63,2
- 50 ans et plus	21,0	19,1	21,3	18,2	20,6	19,4
- Inscrits depuis un an ou plus	35,2	33,4	30,1	39,2	31,5	36,9
- Inscrits depuis deux ans ou plus	16,4	14,7	12,6	18,9	13,4	16,3
Catégorie A	8 168	5 273	55 415	117 077	55 181	32 574
Catégorie B	1 567	1 401	8 789	17 817	9 034	5 745
Catégorie C	2 245	2 130	8 999	26 454	10 185	8 472
Catégorie D	741	695	4 010	8 452	3 943	2 441
Catégorie E	695	799	9 249	9 467	8 514	2 886
Toutes catégories ABCDE	13 416	10 298	86 462	179 267	86 857	52 118
Évolution sur un an (%)	7,9	10,8	7,9	4,5	6,3	7,8
Part de la catégorie ABC (%)	89,3	85,5	84,7	90,0	85,7	89,8

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE

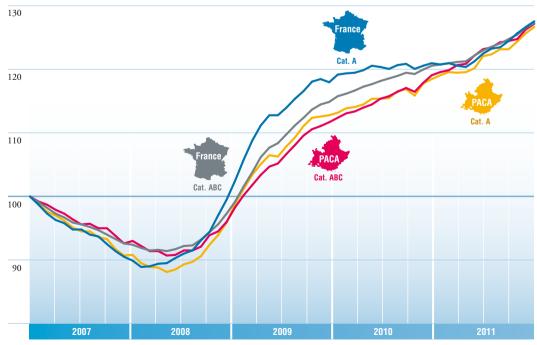
Répartion de la demande d'emploi par département au 31/12/2011 (DEFIN cat. ABC)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE

PACA	Languedoc-Roussillon	Rhône-Alpes	France métropolitaine
376 526	252 523	448 625	4 316 836
6,7	7,2	5,2	5,3
50,6	50,1	51,1	50,8
49,4	49,9	48,9	49,2
15,6	17,9	17,5	17,0
64,8	63,8	64,8	63,9
19,6	18,3	17,7	19,2
35,4	33,6	32,5	37,7
16,1	15,6	14,4	18,4
273 688	190 593	317 629	2 898 820
44 353	27 830	54 093	576 651
58 485	34 100	76 903	841 365
20 282	15 498	26 308	242 157
31 610	24 932	42 217	356 083
428 418	292 953	517 150	4 915 076
6,2	7,0	5,3	4,7
87,9	86,2	86,7	87,8

Demande d'emploi depuis 2007 (DEFM données CVS, base 100 en janvier 2007)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE

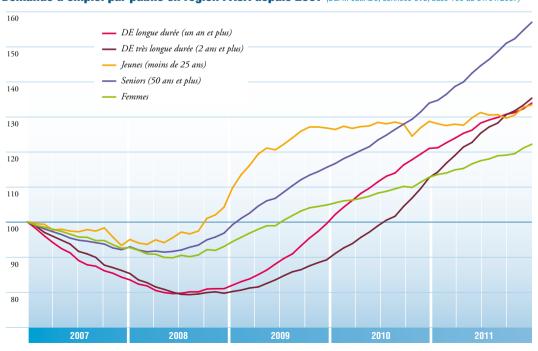
Marché du travail

Nombre de demandeurs d'emploi fin décembre 2011 : PACA et France métropolitaine

DEFM ABC (données brutes)	PACA	Évolution annuelle PACA (%)	France métropolitaine	Évolution annuelle France (%)
Hommes	186 100	5,1	2 123 332	3,9
Femmes	190 426	8,2	2 193 504	6,8
Moins de 25 ans dont :	58 827	3,8	732 414	2,1
hommes	30 314	2,7	369 230	0,6
femmes	28 513	5,0	363 184	3,8
25 à 49 ans dont :	244 026	4,5	2 757 143	3,5
hommes	119 752	3,0	1 357 672	2,1
femmes	124 274	6,0	1 399 471	4,9
50 ans et plus dont :	73 673	17,2	827 279	15,3
hommes	36 034	15,4	396 430	14,1
femmes	<i>37 639</i>	19,0	430 849	16,5
Inscrits depuis un an ou plus	133 105	10,7	1 627 828	6,2
Inscrits depuis deux ans ou plus	60 544	20,0	795 003	16,0
Catégorie A	273 688	6,8	2 898 820	5,5
Catégorie B	44 353	6,5	576 651	4,9
Catégorie C	58 485	6,2	841 365	5,2
Catégorie D	20 282	2,4	242 157	-4,8
Catégorie E	31 610	2,8	356 083	3,5

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE

Demande d'emploi par public en région PACA depuis 2007 (DEFM cat.ABC, données CVS, base 100 au 31/01/2007)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE

Structure et évolution de la demande d'emploi au 31/12/2011 (DEFM cat. ABC)

	Effectifs	Part				Év	olution annuelle	en %		
	Données brutes	(%)	DEFM ABC	Moins de 25 ans	50 ans et plus	Femmes	DEFM ins- crits depuis 1 an ou plus	DEFM inscrits depuis 2 ans ou plus	Cadres	Manœuvres
Par département										
Alpes-de-Haute- Provence	11 980	3,2	9,6	11,9	19,4	11,2	8,7	14,5	1,3	12,1
Hautes-Alpes	8 804	2,3	10,1	9,0	21,7	7,8	13,8	21,8	8,2	22,5
Alpes-Maritimes	73 203	19,4	8,2	8,1	16,9	9,5	13,5	25,4	4,7	12,4
Bouches-du-Rhône	161 348	42,9	4,9	0,7	16,5	6,7	7,0	17,8	1,3	11,4
Var	74 400	19,8	7,0	3,7	17,1	8,1	13,6	21,0	7,3	11,4
Vaucluse	46 791	12,4	8,8	5,5	18,9	10,8	17,4	22,4	6,8	15,3
PACA	376 526	100,0	6,7	3,8	17,2	8,2	10,7	20,0	3,7	12,6
France métro.	4 316 836	-	5,3	2,1	15,3	6,8	6,2	16,0	1,1	9,5
Par zone d'emploi										
9301-Digne-les-Bains	4 998	1,3	9,6	10,0	25,8	9,2	11,4	13,8	13,9	29,8
9302-Manosque	6 580	1,7	9,0	12,2	16,3	12,2	9,4	14,5	1,7	-1,6
9303-Briançon	2 149	0,6	9,0	2,7	20,7	8,1	3,2	23,4	-3,1	-10,0
9304-Gap	6 644	1,8	10,5	11,9	19,9	7,6	14,9	21,9	5,0	37,9
9305-Cannes - Antibes	29 116	7,7	5,7	5,0	15,8	6,9	11,4	28,3	2,1	0,8
9306-Menton - Vallée-de-la-Roya	4 963	1,3	14,1	20,6	20,2	15,9	24,3	47,1	15,5	35,5
9307-Nice	40 675	10,8	9,6	8,7	18,1	10,9	14,0	21,3	5,5	20,4
9308-Aix-en- Provence	26 196	7,0	5,4	1,6	17,1	6,5	10,7	21,0	4,1	16,1
9309-Arles	7 617	2,0	8,8	3,1	22,5	12,5	10,1	26,2	9,2	6,5
9310-Marseille - Aubagne	108 424	28,8	4,7	0,4	16,9	6,5	6,9	16,2	-0,2	7,9
9311-Istres - Martigues	11 333	3,0	3,4	4,2	11,0	6,2	3,7	15,9	-1,6	12,6
9312-Salon-de- Provence	10 083	2,7	6,9	1,5	18,0	8,5	10,1	24,8	7,0	26,1
9313-Draguignan	8 370	2,2	5,6	4,0	16,3	7,5	8,1	14,0	18,7	22,8
9314-Fréjus-Saint- Raphaël	14 739	3,9	8,6	9,4	17,4	9,5	12,7	18,8	6,1	18,4
9315-Toulon	43 494	11,6	6,5	1,6	16,9	7,5	14,2	23,0	6,6	7,2
9316-Cavaillon - Apt	6 353	1,7	7,1	-1,2	20,3	10,0	9,4	20,2	0,8	16,3
9317-Orange	8 178	2,2	10,6	11,9	21,2	12,3	19,0	21,7	2,9	19,8
9359-Avignon (partie PACA)	35 548	9,4	8,2	4,3	16,4	10,0	16,5	23,3	8,4	14,8
0059-Avignon	41 533	nd	8,0	4,0	16,9	9,5	13,9	21,3	7,6	13,8

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE

nd : non déterminé

Marché du travail

	Provence-Alpes-Côte d'Azur								
	Commune	Overtice							
	Commune Digne-les-Bains	Quartier Le Pigeonnier, Barbejas							
40	Total ZUS 04	Le rigeomnet, Danbejas							
0	Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)								
8	Total DEFM du département (Pas de ZUS)								
-	Nice	Saint Augustin							
	Nice	Saint Charles, Bon Voyage, Pasteur, Mont Gros							
		Trachel							
90	Nice/Saint-André	L'Ariane							
	Vallauris	La Zaïne							
	Total ZUS 06								
	Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)								
	Aix-en-Provence	Beisson							
		Corsy							
		Jas de Bouffan							
	Arles	Barriol							
		Griffeuille							
		Trébon							
	La Ciotat	Abeille, La Maurelle, Matagots							
		Centre							
	M 211 10 11	Fardeloup							
	Marseille 10e et 11e Marseille 11e et 12e	Vallée de l'Huveaune : Rouguière, Saint Marcel Air Bel							
	Marseille 12e et 13e	La Rose, Frais Vallon, Le Petit Séminaire							
	Marseille 13e	Malpassé, Saint Jérôme							
	Marseille 14e et 15e	Saint Barthélémy, Le Canet, Delorme Paternelle							
	Marseille 15e et 16e	Nord Littoral : Plan d'Aou, La Bricarde, La Castellanne, Le Vallon, Mourepiane							
3		Quinzième Sud : Consolat, Viste, Aygalades							
	Marseille 15e	Saint Antoine Est : La Savine, Notre Dame Limite							
	Marseille 16e	L'Estaque, Saumaty							
	Marseille 1er, 2e, 3e et 6e	Centre Nord							
	Marseille 3e et 15e	Saint Mauront, Bellevue, Cabucelle							
	Marseille 9e	Les Hauts de Mazargues							
	Miramas	Quartier Nord							
	Port-de-Bouc	La Lèque, Les Aigues Douces							
		Les Amarantes Les Comtes							
	Port-Saint-Louis-du-Rhône	Vauban							
	Salon-de-Provence	La Monaque							
	outon de Frovence	Les Canourgues							
	Tarascon	Centre, Les Ferrages							
	Total ZUS 13	Ü							
	Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)								
	Fréjus	La Gabelle							
	La Seyne-sur-Mer	Quartiers Est : Les Mouissèques, La Rouve							
		Z.U.P. de Berthe							
	Toulon	Centre Ancien							
83		La Beaucaire							
		Le Jonquet, La Baume, Le Guynemer							
	Total ZUS 83	Sainte Musse							
	Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)								
		Croix des Oiseaux, Saint Chamand							
	Avignon	Monclar							
		Quartiers Est : Saint Jean, Reine Jeanne, Grange d'Orel							
	Carpentras	Eléphant, Amandiers							
8	•	Pous du Plan							
	Orange	Quartiers Nord : Fourchesvieilles, Portail Lançon, Aygues							
	Total ZUS 84	·							
	Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)								
g	Total ZUS PACA								
PACA	Total DEFM de la région (ZUS et hors ZUS)								

Source : Insee - Traitement Direccte/SESE

Demande d'emploi par département et Zones Urbaines Sensibles (ZUS) (DEFM au 31/12/2011)

		BC	DEFM A				DEFM A	
	Moins de 26 ans	ı		Tous âges			Tous âges	
Évolution (%)	31/12/11	31/12/10	Évolution (%)	31/12/11	31/12/10	Évolution (%)	31/12/11	31/12/10
nd	13	nd	43,5	66	46	45,2	45	31
nd	13	nd	43,5	66	46	45,2	45	31
11,9	2 015	1 801	9,6	11 980	10 935	10,0	8 168	7 425
9,0	1 420	1 303	10,1	8 804	7 995	8,6	5 273	4 857
9,2	214	196	9,0	1 038	952	12,7	843	748
4,1	430	413	6,9	2 037	1 905	8,3	1 610	1 487
-1,3	147	149	3,7	941	907	5,3	733	696
9,3	259	237	8,0	1 125	1 042	9,1	911	835
-23,8	16	21	11,9	132	118	12,5	108	96
4,9	1 066 10 406	1 016 9 625	7,1	5 273 73 203	4 924 67 652	8,9	4 205	3 862 50 701
8,1 -14,8	23	27	8,2 -9,9	164	182	9,3 -7,7	55 415	130
-14,8	19	24	1,9	163	160	13,6	125	110
1,5	209	206	3,9	1 213	1 168	3,4	876	847
-7,6	122	132	3,3	589	570	10,1	467	424
-8,8	93	102	5,1	475	452	5,4	368	349
-3,8	77	80	-0,2	434	435	0,6	318	316
0,0	81	81	7,8	375	348	0,8	267	265
12,8	97	86	-5,3	487	514	-10,1	349	388
0,0	35	35	5,6	132	125	5,3	100	95
10,6	356	322	4,9	1 577	1 504	1,3	1 186	1 171
4,3	121	116	6,8	546	511	3,0	414	402
2,3	352	344	4,3	1 838	1 763	2,8	1 443	1 404
4,2	421	404	0,9	2 035	2 016	-0,9	1 652	1 667
-1,4	884	897	3,2	5 031	4 877	3,5	4 098	3 958
4,3	365	350	7,4	2 025	1 886	6,8	1 595	1 493
4,0	446	429	10,2	2 627	2 384	11,1	2 058	1 853
10,7	340	307	4,6	1 783	1 705	5,9	1 429	1 349
9,7	1 006	62 1 013	12,1 3,8	434 8 083	387 7 785	10,4	307	278 6 002
-0,7 3,7	277	267	2,3	1 724	1 686	2,7 3,7	6 165 1 393	1 343
0,0	126	126	3,6	634	612	3,0	509	494
7,1	210	196	10,9	1 047	944	10,8	746	673
2,2	92	90	3,6	370	357	-0,4	266	267
23,1	32	26	-2,3	129	132	-3,4	86	89
15,4	15	13	19,5	98	82	8,2	66	61
-9,1	30	33	-5,0	134	141	7,3	88	82
23,8	52	42	6,3	255	240	6,8	173	162
-2,6	221	227	4,4	1 046	1 002	1,2	733	724
-2,3	129	132	6,9	620	580	6,8	457	428
2,1	6 299	6 169	4,4	36 068	34 548	3,8	27 854	26 824
0,7	24 146	23 967	4,9	161 348	153 879	4,5	117 077	112 044
21,2	126	104	10,2	432	392	9,0	328	301
-5,9	111	118	10,7	506	457	7,9	355	329
7,0	292	273	8,9	1 217	1 118	7,6	923	858
-10,6	195	218	0,8	1 184	1 175	0,9	962	953
0,0 -16,1	104 52	104 62	9,0	499 254	458 252	11,4 3,1	372 201	334 195
-18,2	72	88	0,8 2,9	355	345	-1,5	264	268
-1,6	952	967	6,0	4 447	4 197	5,2	3 405	3 238
3,7	12 724	12 270	7,0	74 400	69 565	7,2	55 181	51 468
-8,9	195	214	5,2	958	911	2,3	712	696
3,6	202	195	3,0	765	743	0,0	571	571
4,5	139	133	10,6	702	635	11,3	514	462
-10,2	44	49	3,4	242	234	0,6	179	178
14,8	62	54	3,4	246	238	-2,2	175	179
4,7	112	107	10,9	478	431	14,9	339	295
0,3	754	752	6,2	3 391	3 192	4,6	2 490	2 381
5,5	8 116	7 692	8,8	46 791	42 997	9,4	32 574	29 788
2,0	9 084	8 907	5,0	49 245	46 907	4,6	37 999	36 336
	58 827	56 658	6,7	376 526	353 023	6,8	273 688	256 283

Marché du travail

Durée moyenne d'inscription à Pôle emploi depuis 2007

(Demandeurs d'emploi sortis de catégorie ABC - Unité : nombre de jours)

	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution annuelle 2011/2010 (nombre de jours)
Alpes-de-Haute-Provence	217	207	191	202	243	+41
Hautes-Alpes	187	184	174	185	178	-7
Alpes-Maritimes	207	181	162	177	203	+26
Bouches-du-Rhône	261	240	208	224	254	+30
Var	224	201	178	186	224	+38
Vaucluse	234	214	181	208	231	+23
Région PACA	235	214	187	202	230	+28
France métropolitaine	222	209	195	223	244	+21

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE

Durée moyenne d'inscription à Pôle emploi en 2011

(Demandeurs d'emploi sortis de catégorie ABC - Unité : nombre de jours)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE

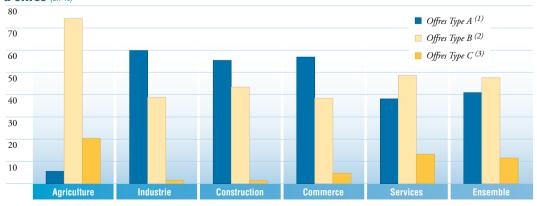
300

Offres d'emploi déposées à Pôle emploi en 2011

Départements			Se	cteurs d'activité	(1)		Ensemble
		Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Services	
Alpes-de-Haute-Prov.	Ensemble	537	282	340	831	5 427	7 41
	Évolution sur un an (%)	136,6	-1,7	-12,8	-4,5	2,5	4,
	Dont offres de type A ⁽²⁾	25	134	159	399	1 661	2 37
	Évolution sur un an (%)	-19,4	-3,6	-18,9	-11,3	0,7	-3,.
Hautes-Alpes	Ensemble	355	245	270	817	5 995	7 68
	Évolution sur un an (%)	18,3	-2,4	6,7	0,9	-0,9	0,
	Dont offres de type A	9	106	113	352	1 501	2 08
	Évolution sur un an (%)	-35,7	8,2	3,7	9,3	4,4	5,
Alpes-Maritimes	Ensemble	172	2 360	2 306	7 159	64 209	76 21
	Évolution sur un an (%)	87,0	20,7	-12,9	0,4	10,8	9,
	Dont offres de type A	34	1 301	1 378	4 054	22 864	29 63
	Évolution sur un an (%)	17,2	2,1	-14,4	-0,5	6,5	4,.
Bouches-du-Rhône	Ensemble	2 517	5 794	4 293	15 174	96 722	124 51
	Évolution sur un an (%)	17,5	10,8	3,7	9,6	11,7	11,
	Dont offres de type A	127	3 620	2 476	9 231	40 946	56 40
	Évolution sur un an (%)	-16,4	9,3	-1,7	7,4	7,6	7,
Var	Ensemble	1 729	2 242	3 020	5 380	32 752	45 12
	Évolution sur un an (%)	-10,9	2,2	-15,3	-1,8	1,1	-1,
	Dont offres de type A	132	1 413	1 662	2 948	12 714	18 86
	Évolution sur un an (%)	-21,4	6,9	-20,8	-8,8	-2,6	-5,
Vaucluse	Ensemble	3 510	1 601	1 494	4 246	26 736	37 59
	Évolution sur un an (%)	-0,4	-0,1	-2,2	-11,0	7,2	3,
	Dont offres de type A	156	910	704	2 141	8 <i>687</i>	12 59
	Évolution sur un an (%)	20,0	13,9	-17,8	-19,7	7,2	0,.
Région PACA	Ensemble	8 820	12 524	11 723	33 607	231 841	298 54
	Évolution sur un an (%)	7,2	8,7	-6,4	2,1	8,7	7,2
	Dont offres de type A	483	7 484	6 492	19 125	88 <i>373</i>	121 97
	Évolution sur un an (%)	<i>-7,8</i>	7,8	-12,1	-1,1	5,5	3,
France métropolitaine	Ensemble	144 201	220 860	141 949	378 128	2 551 001	3 436 49
	Évolution sur un an (%)	1,1	12,7	-0,2	1,1	5,8	5,
	Dont offres de type A	9 201	122 211	81 107	217 202	1 017 739	1 447 70.
	Évolution sur un an (%)	-7,7	14,8	-0,6	2,2	3,5	3,

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE

Part des offres d'emploi déposées à Pôle emploi en 2011 en PACA par secteur d'activité et type d'offres (en %)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE (1) Contrat à Durée Indéterminée ou à Durée Déterminée de plus de 6 mois (3) Contrat à Durée Déterminée ou mission intérimaire de moins de 1 mois

(2) Contrat à Durée Déterminée ou mission intérimaire de 1 à 6 mois

⁽¹⁾ Nomenclature économique de synthèse en 5 postes (2) Offres d'emploi de «type A» : Contrats à Durée Indéterminée ou à Durée Déterminée de plus de 6 mois

Marché du travail

Inscriptions au chômage (demandes d'emploi enregistrées cat.ABC, cumul sur l'année 2011)

Motifs	Alpes-de- Haute- Provence	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA	Part (%)	Évolution sur un an (%)
Licenciement économique (1)	354	253	3 499	5 461	2 538	1 682	13 787	2,6	-8,5
Autre licenciement	1 135	779	12 563	18 096	9 987	4 797	47 357	9,1	-9,2
Démission	579	437	4 202	5 813	3 796	1 829	16 656	3,2	-11,6
Fin de contrat	5 953	6 638	32 902	49 293	33 303	18 325	146 414	28,0	8,1
Fin de mission d'intérim	727	447	5 061	9 473	3 588	2 997	22 293	4,3	-3,6
Première entrée sur le marché du travail	520	340	4 394	10 914	4 191	2 693	23 052	4,4	-23,5
Reprise d'activité	1 217	1 061	6 838	14 550	6 965	4 404	35 035	6,7	-1,6
Autres cas	5 780	4 337	44 094	96 804	41 169	25 446	217 630	41,7	-3,5
dont ruptures conventionnelles	879	816	6 129	12 306	5 974	3 552	29 656	5,7	14,2
Ensemble	16 265	14 292	113 553	210 404	105 537	62 173	522 224	100,0	-2,6
Part (%)	3,1	2,7	21,7	40,3	20,2	11,9	100,0	-	-
Évolution sur un an (%)	3,0	1,0	-2,6	-3,0	-3,2	-1,9	-2,6	-	-

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE (1) y compris fins de convention de conversion et PAP anticipés

Structure des inscriptions par motif (1) (Demandes d'emploi enregistrées cat.ABC, cumuls annuels, en %)



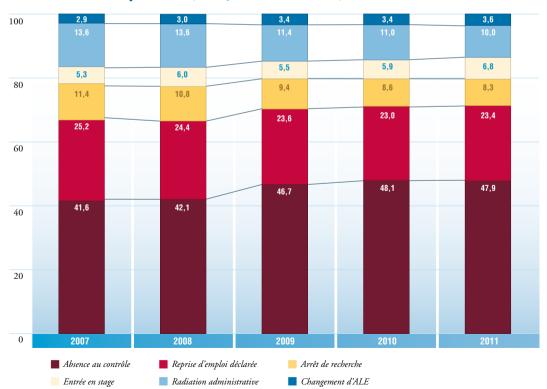
Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE (1) Hors motif "autres cas"

Sorties du chômage (demandes d'emploi sorties cat.ABC, cumul sur l'année 2011)

Motifs	Alpes-de- Haute- Provence	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA	Part (%)	Évolution sur un an (%)
Reprise d'emploi déclarée	3 824	4 250	26 055	35 880	25 385	11 153	106 547	21,5	-2,4
Entrée en Stage	1 233	1 249	6 040	12 685	5 758	4 012	30 977	6,3	10,4
Cessations d'inscription pour défaut d'actualisation	6 102	4 675	44 156	97 993	39 627	25 874	218 427	44,1	-4,3
Arrêt de recherche	1 335	1 137	7 928	14 426	7 986	4 959	37 771	7,6	-7,5
Radiation administrative	1 263	788	10 837	16 698	10 472	5 398	45 456	9,2	-12,9
Autres cas	1 486	1 261	12 050	23 352	10 884	6 731	55 764	11,3	8,9
dont changement d'ALE	526	514	3 397	6 085	<i>3 790</i>	2 146	16 458	3,3	3,2
Ensemble	15 243	13 360	107 066	201 034	100 112	58 127	494 942	100,0	-2,9
Part (%)	3,1	2,7	21,6	40,6	20,2	11,7	100,0	-	-
Évolution sur un an (%)	1,3	-0,8	-4,8	-1,6	-4,3	-2,7	-2,9	-	-

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE

Structure des sorties par motif (1) (DES catégorie ABC, cumuls annuels, en %)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE

(1) Hors motif "autres cas"

Taux de chômage

Taux de chômage localisés depuis 2006 (données au 4ème trimestre de chaque année, en %)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2010/2011 (en points)
Alpes-de-Haute-Provence	9,0	8,6	9,1	10,4	10,2	10,6	0,4
Hautes-Alpes	7,1	6,9	7,0	8,0	8,1	8,5	0,4
Alpes-Maritimes	8,3	7,2	7,3	9,2	8,9	9,3	0,4
Bouches-du-Rhône	11,1	10,2	10,0	11,9	11,8	12,0	0,2
Var	9,8	9,0	9,1	10,7	10,4	10,8	0,4
Vaucluse	10,0	9,3	9,4	11,5	11,4	12,3	0,9
PACA	9,9	9,0	9,0	10,8	10,7	11,0	0,3
Languedoc-Roussillon	11,4	10,6	10,9	12,8	12,5	13,1	0,6
Rhône-Alpes	7,2	6,5	6,9	8,9	8,3	8,3	0,0
France métropolitaine	8,4	7,4	7,7	9,5	9,2	9,3	0,1

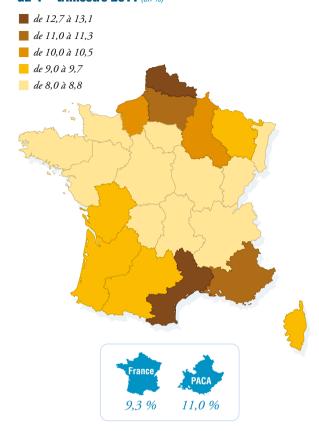
Source : Insee (données provisoires)

Taux de chômage localisés en PACA et dans les régions voisines depuis 2007



Source : Insee (données provisoires) - Traitement Direccte/SESE

Taux de chômage localisés régionaux au 4ème trimestre 2011 (en %)



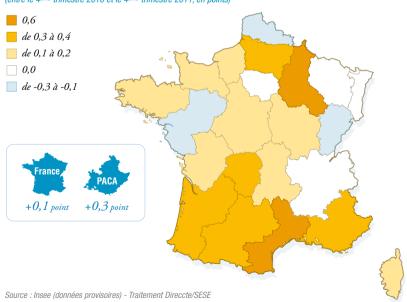
Taux de chômage localisés : régions françaises (4ème trimestre 2011)

Régions	Taux de chômage (en %)	Évolution annuelle (en points)
Ile-de-France	8,2	0,0
Champagne-Ardenne	10,0	0,6
Picardie	11,3	0,3
Haute-Normandie	10,5	0,2
Centre	8,7	0,2
Basse-Normandie	8,8	0,1
Bourgogne	8,7	0,2
Nord-Pas-de-Calais	12,7	-0,1
Lorraine	9,7	0,0
Alsace	8,4	0,0
Franche-Comté	8,6	-0,3
Pays de la Loire	8,0	-0,1
Bretagne	8,0	0,1
Poitou-Charentes	9,0	0,1
Aquitaine	9,4	0,4
Midi-Pyrénées	9,5	0,3
Limousin	8,6	0,4
Rhône-Alpes	8,3	0,0
Auvergne	8,4	0,1
Languedoc-Roussillon	13,1	0,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11,0	0,3
Corse	9,5	0,2

Source : Insee (données provisoires)

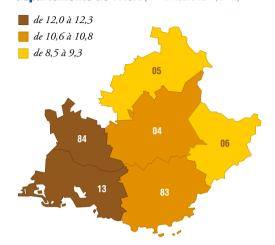
Évolution annuelle des taux de chômage localisés régionaux

(entre le 4ème trimestre 2010 et le 4ème trimestre 2011, en points)



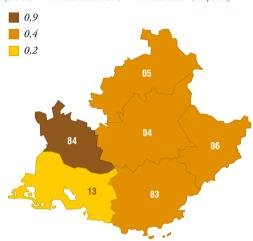
Taux de chômage localisés

Taux de chômage localisés : départements de PACA (4ème trimestre 2011, en %)



Évolution annuelle des taux de chômage localisés départementaux

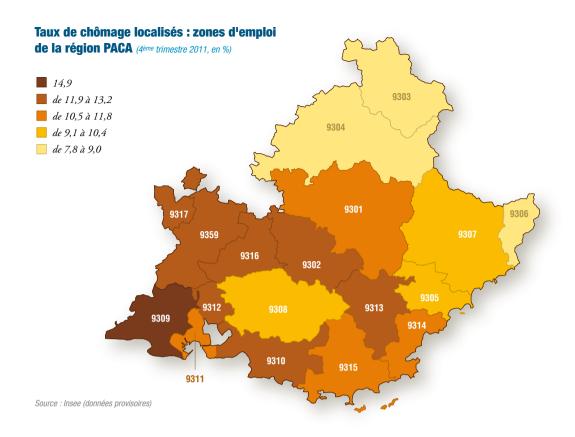


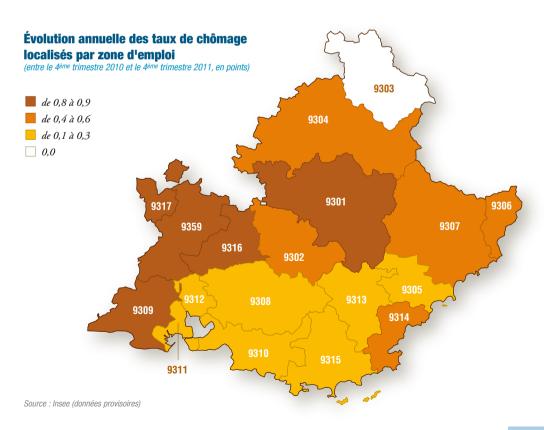


Taux de chômage localisés : zones d'emploi de la région PACA (4ème trimestre 2011)

Code ze	Zone d'emploi	Taux de chômage (en %)	Évolution annuelle (en points)
9301	Digne-les-bains	10,9	0,9
9302	Manosque	12,1	0,6
9303	Briançon	7,8	0,0
9304	Gap	8,3	0,4
9305	Cannes - Antibes	9,7	0,1
9306	Menton - Vallée-de-la-Roya	7,9	0,5
9307	Nice	9,4	0,6
9308	Aix-en-Provence	9,4	0,2
9309	Arles	14,9	0,9
9310	Marseille - Aubagne	13,1	0,2
9311	Istres - Martigues	11,7	0,1
9312	Salon-de-Provence	12,1	0,1
9313	Draguignan	12,0	0,2
9314	Frejus-Saint-Raphaël	11,6	0,4
9315	Toulon	10,5	0,3
9316	Cavaillon - Apt	12,3	0,8
9317	Orange	13,0	0,8
9359	Avignon-Partie PACA	12,2	0,8

Source Insee (données provisoires) - Traitement Direccte/SESE





Travailleurs handicapés : chômage et emploi

CHÔMAGE

Demande d'emploi au 31/12/2011 (DEFM cat.ABC)

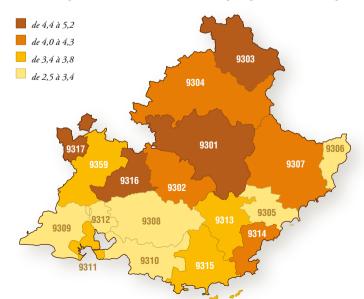
	Alpes-de- Haute-Provence	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA	Part (%)
Orphelin de Guerre	8	6	67	363	43	57	544	2,3
Veuve Guerre/conj.milit.invalide	0	(s)	0	11	(s)	(s)	19	0,1
Pensionné de guerre	0	(s)	(s)	10	5	(s)	21	0,1
Travailleur handicapé Cat. A	47	45	198	448	111	205	1 054	4,4
Travailleur handicapé Cat. B	161	87	507	652	488	283	2 178	9,2
Travailleur handicapé Cat. C	6	9	24	37	32	13	121	0,5
Instance de décision CDAPH	81	74	660	581	368	202	1 966	8,3
Pension Invalidité S.S. ou autre	115	46	220	980	414	213	1 988	8,4
Rente AT/MP>=10%	31	14	73	244	232	99	693	2,9
RQTH-CRP	(s)	(s)	12	28	16	5	65	0,3
RQTH-ESAT	46	23	201	268	166	129	833	3,5
Allocation adulte handicapé *	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Carte d'invalidité	9	7	35	93	107	32	283	1,2
RQTH-marché du travail	565	315	2 477	6 043	2 724	1 549	13 673	57,5
Ensemble	1 089	631	4 545	9 815	4 772	2 837	23 777	100,0
Part (%)	4,6	2,7	19,2	41,4	20,1	12,0	100,0	-
Evolution sur un an (%)	10,6	8,4	16,9	13,1	34,3	21,1	18,7	
Tous publics	11 980	8 804	73 203	161 348	74 400	46 791	376 526	-
Part (%)	3,2	2,3	19,4	42,9	19,8	12,4	100,0	-
Evolution sur un an (%)	9,6	10,1	8,2	4,9	7,0	8,8	6,7	-
Part des TH dans les DEFM	9,1	7,2	6,2	6,1	6,4	6,1	6,3	-

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi / Direccte-SESE nd : non déterminé

(s) : secret statistique pour les données inférieures à 5 individus

EMPLOI

Taux d'emploi des travailleurs handicapés par zones d'emploi



Le taux d'emploi légal obligatoire (de travailleurs handicapés) s'établit à 6,0 % de l'effectif salarié. Il sert de base au calcul du nombre de bénéficiaires que l'établissement doit légalement employer au cours d'une année.

Le mode de calcul de ce taux, qui prend notamment en compte la nature du handicap, est différent du rapport brut entre le nombre de travailleurs handicapés et l'effectif total de l'entreprise.

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social -DOETH - Données brutes non redressées

^{*} Les données allocation adulte handicapé manquent de fiabilité pour l'année 2011

Emploi des travailleurs handicapés dans les établissements de 20 salariés ou plus en 2010

	Alpes-de- Haute-Provence	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA
Nombre de travailleurs handicapés	463	420	3 931	9 495	2 216	2 277	18 802
dont relevant d'établissements hors accord	375	357	3 011	6 567	1 743	1 923	13 976
Sexe (part en %)							
Hommes	53,3	64,8	59,6	62,9	59,2	63,6	61,6
Femmes	46,7	35,2	40,4	37,1	40,8	36,4	38,4
Age (part en %)							
Moins de 25 ans	2,4	2,5	2,8	2,2	2,4	2,6	2,4
25 à 49 ans	60,8	62,0	57,2	56,0	54,5	59,8	56,9
50 ans et plus	36,8	35,5	40,0	41,8	43,1	37,6	40,7
Nature du contrat (part en %)							
CDI	92,9	85,6	90,9	91,8	91,8	87,0	90,9
CDD	4,1	13,6	6,5	6,1	7,4	8,0	6,7
Interim	2,8	0,7	2,4	1,9	0,8	4,9	2,2
Mis à disposition par entreprise extérieure	0,2	0,0	0,3	0,1	0,0	0,1	0,2
Ancienneté du salarié (part en %)							
Moins d'un an	12,5	10,0	12,8	9,5	10,2	13,4	10,8
Un an	8,4	7,9	8,1	7,3	8,8	8,8	7,9
Deux ans et plus	79,0	82,1	79,0	83,1	81,0	77,7	81,3
Temps de travail (part en %)							
Temps complet	70,2	63,9	72,3	69,9	71,1	74,5	71,0
Temps partiel	29,8	36,1	27,7	30,1	28,9	25,5	29,0
Bénéficiaires et reconnaissances des travail	leurs handicapés (T	H) (principale	reconnaissand	e retenue, plus	ieurs pouvan	t se cumuler)	
RQTH	380	313	2 766	5 525	1 430	1 489	11 903
Carte Invalidité	3	10	101	98	38	27	277
AAH	(s)	(s)	140	246	81	34	515
AT-MP	39	62	576	2 097	457	512	3 743
Invalide pensionné	37	39	442	1 794	226	232	2 770
Mutilés de guerre et assimilés, sapeurs- pompiers volontaires, autres	(s)	(s)	34	120	37	21	218
Ensemble (hors cumul de reconnaissance)	463	420	3 931	9 495	2 216	2 277	18 802
Répartition géographique (%)	2,5	2,2	20,9	50,5	11,8	12,1	100,0
Catégories socio-professionnelles (en %)							
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0,3	0,3	0,2	0,3	0,6	0,1	0,3
Cadres et professions intellectuelles supérieures	4,6	1,7	6,6	6,2	4,7	4,5	5,7
Employés	36,9	42,9	48,1	39,1	47,8	34,9	41,4
Ouvriers	46,1	40,1	32,4	35,0	32,6	49,0	36,4
Professions Intermédiaires	12,2	15,0	12,7	19,4	14,4	11,4	16,2

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social - DOETH - Données brutes non redressées (s) : secret statistique appliqué pour les données inférieures à 5 individus.

La loi du 11 février 2005 oblige tout employeur du secteur privé, l'Etat et les établissements publics de l'Etat autres qu'industriels et commerciaux, les collectivités territoriales et leurs établissements publics autres qu'industriels et commerciaux, occupant 20 salariés ou plus, à employer des personnes handicapées, dans une proportion de 6 % de leur effectif salarié (art 1.323-4-1 et 1.323-8-6-1). Certaines catégories d'emplois exigeant des conditions d'aptitude particulières (pompiers, ambulanciers, etc.) ne sont cependant pas soumises à cette réglementation. Les données présentées ici prennent en compte le seul secteur privé. Pour le calcul des taux d'emploi et de la part des établissements employant des TH, le champ considéré est celui des établissements dits assujettis, c'est-à-dire hors établissements concernés par ces emplois particuliers. La source est le dépouillement des Déclarations annuelles Obligatoires d'Emploi des Travailleurs Handicapés, des mutilés de querre et assimilés (DOETH).

Travailleurs handicapés : emploi

Établissements de 20 salariés ou plus assujettis en 2010 et réponse à l'obligation d'emploi

	Alpes-de- Haute-Provence	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA
Etablissements assujettis	152	181	1 319	2 779	906	771	6 108
Industrie	25	13	143	402	94	148	825
Construction	19	35	115	236	101	66	572
Services	104	130	1 046	2 065	658	533	4 536
dont (tous secteurs confondus)							
Etablissements à quota zéro (aucun emploi direct)	13	39	304	626	189	147	1 318
Poids dans les établissements assujettis (en %)	8,6	21,5	23,0	22,5	20,9	19,1	21,6
Emploi seul	76	71	423	765	387	256	1 978
Poids dans les établissements assujettis (en %)	50,0	39,2	32,1	27,5	42,7	33,2	32,4
Emploi et autres modes	63	71	592	1 388	330	368	2 812
Poids dans les établissements assujettis (en %)	41,4	39,2	44,9	49,9	36,4	47,7	46,0
Ventilation par taille d'établissement							
20 à 49 salariés	115	128	862	1 657	654	497	3 913
50 à 99 salariés	26	37	267	624	155	163	1 272
100 à 199 salariés	(s)	(s)	112	306	62	71	568
200 à 499 salariés	(s)	(s)	56	142	29	34	269
500 salariés et plus	(s)	-	22	50	(s)	(s)	86

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social - DOETH - Données brutes non redressées (s) : secret statistique appliqué pour les données inférieures à 5 individus.

Modalités de la réponse des établissements à l'obligation d'emploi des TH en 2010

	Industrie (en %)	Construction (en %)	Services (en %)	Tous secteurs (en %)	Nombre d'établissements
Emploi seul	35,0	30,8	32,4	32,4	1 978
Emploi et contribution	19,2	11,2	16,5	15,9	971
Contrats et contribution	11,5	13,8	11,2	11,7	713
Emploi, contrats et contribution	14,5	16,5	9,7	11,2	685
Accord avec emploi	0,5	5,5	12,0	10,0	613
Contribution	12,4	6,4	8,8	8,7	530
Emploi et contrats	5,9	14,4	7,1	8,0	491
Accord	0,2	0,4	1,4	1,1	68
Emploi, contrats, stagiaires et contribution	0,2	0,7	0,4	0,4	24
Emploi, stagiaires et contribution	0,3	0,2	0,2	0,2	13
Emploi et stagiaires	0,2	0,0	0,2	0,1	9
Emploi, contrats et stagiaires	-	0,1	0,1	0,1	6
Stagiaires et contribution	-	-	0,1	0,1	4
Contrats, stagiaires et contribution	-	-	-	0,0	3
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0	6 108

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social - DOETH - Données brutes non redressées

Lecture : Pour chaque établissement est calculé un nombre de bénéficiaires (TH) attendu tenant compte de l'effectif d'assujettissement et du nombre d'emplois à déduire en raison de compétences particulières. Un établissement peut donc soit atteindre ou dépasser le seuil fixé par la loi, soit l'atteindre en partie et s'acquitter de son obligation d'emploi en recourant à des contrats de sous-traitance avec des entreprises adaptées employant elles-mêmes des TH.

Certains établissements répondent à l'obligation d'emploi de TH par le biais d'accords signés au niveau établissement, entreprise ou groupe.

Une fois additionnées les « unités bénéficiaires » (nombre de personnes effectivement employées ajouté à une somme d'équivalents temps-plein calculée en fonction des différents modes de réponse), une contribution financière est calculée pour les établissements n'employant aucun TH ou dont le nombre d'unités bénéficiaires additionnées est insuffisant pour atteindre le seuil fixé par la loi.

Les coefficients de calcul des contributions ont été renforcés en 2009 afin d'inciter plus fortement les établissements à employer des TH plutôt que de s'acquitter d'une seule contribution financière.

Secteurs des établissements assujettis employant des travailleurs handicapés en 2010 (en %)

Secteurs d'activité (NAF21)	Alpes-de- Haute-Prov.	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	27,0	23,2	19,8	18,5	23,6	25,8	20,8
Santé humaine et action sociale	21,7	18,8	14,6	13,9	17,8	11,8	14,7
Industrie manufacturière	15,1	4,4	9,5	11,7	7,7	16,3	11,1
Construction	12,5	19,3	8,7	8,5	11,1	8,6	9,4
Hébergement et restauration	3,9	8,3	12,4	5,6	9,7	7,0	7,9
Transports et entreposage	4,6	11,0	4,9	9,1	4,4	9,5	7,5
Activités de services administratifs et de soutien	2,0	1,7	8,8	7,6	3,3	5,1	6,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2,6	0,6	6,9	8,0	4,4	2,5	6,2
Information et communication	0,0	0,0	3,0	3,0	0,8	1,2	2,3
Autres activités de services	1,3	1,7	2,2	2,0	2,1	1,4	1,9
Enseignement	0,7	1,1	1,4	2,1	1,3	1,7	1,7
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1,3	1,1	0,9	1,9	1,9	1,7	1,6
Activités immobilières	1,3	0,6	1,3	1,5	2,2	0,6	1,4
Activités financières et d'assurance	0,7	0,0	1,0	1,8	1,2	1,3	1,4
Arts, spectacles et activités récréatives	0,7	2,2	2,0	0,9	1,0	0,5	1,1
Administration publique	2,0	2,8	1,0	0,4	0,8	0,8	0,8
Agriculture, sylviculture et pêche	0,7	0,6	0,3	0,3	1,2	2,1	0,7
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné		0,6	0,3	0,6	0,3	0,5	0,5
Industries extractives		1,1	0,2	0,3	0,4	0,6	0,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social - DOETH - Données brutes non redressées

Travailleurs handicapés dans les établissements assujettis (hors accord)

(dans les 15 secteurs proportionnellement les plus employeurs de TH)

Secteur d'activité (NAF88)	Effectif total	dont TH	Part TH / total (en %)
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	12 838	903	7,0
Action sociale sans hébergement	10 735	716	6,7
Industrie du cuir et de la chaussure	109	7	6,4
Industrie du papier et du carton	679	40	5,9
Autres industries manufacturières	1 718	101	5,9
Industrie automobile	645	36	5,6
Collecte et traitement des eaux usées	927	50	5,4
Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	13 570	712	5,2
Activités des organisations associatives	5 002	249	5,0
Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	512	24	4,7
Publicité et études de marché	3 076	144	4,7
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	5 154	239	4,6
Enseignement	4 278	196	4,6
Activités liées à l'emploi	749	34	4,5
Industries alimentaires	8 822	392	4,4
Tous secteurs confondus	374 582	13 976	3,7

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social - DOETH - Données brutes non redressées

Principales actions des politiques d'aide à l'emploi par département

Entrées dans les principaux dispositifs d'aide à l'emploi par département en 2011 (données provisoires)

Récapitulatif des Principales entrées en mesure	Alpes-de-Haute- Provence	Hautes-Alpes
Emploi marchand aidé	ns	ns
Emploi non marchand aidé	963	833
Formation des demandeurs d'emploi	ns	ns
Accompagnement des licenciements économiques	359	304
Accompagnement des jeunes	332	228
Détail des Principales entrées en mesure		
Emploi marchand aidé		
Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi (CUI-CIE)	84	53
Autres exo. de cotisations sociales et primes à l'embauche	70	67
Contrats en alternance :	1 126	780
Contrat de professionnalisation	222	216
dont contrat de professionnalisation jeunes	166	178
Contrat d'apprentissage	904	564
Insertion par l'économique (1)	12	43
Aide à la création d'entreprises :		
Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'Entreprises (ACCRE)	320	292
Dispositif Nouvel Accompagnement pour la Création ou la Reprise d'Entreprise : Nombre de primo-accédants	nd	nd
Emploi non marchand aidé		
Contrat unique d'insertion-Contrats d'accompagnement à l'emploi (CUI-CAE)	932	810
Apprentis du secteur public	29	23
Formation des demandeurs d'emploi		
Prévention du chômage de longue durée	ns	ns
Validation des acquis de l'expérience (3)	13	15
Accompagnement des licenciements économiques		
Cellule de reclassement	14	17
Conventions de reclassement personnalisé	265	202
Accompagnement des jeunes		
Contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)	332	228

Sources : Direccte / Unités Territoriales, DARES, ASP, Pôle emploi

nd : non déterminé - ns : non significatif

⁽¹⁾ Embauches en entreprise d'insertion (régime de l'aide forfaitaire)

⁽²⁾ Hors associations intermédiaires, ETTI et emplois familiaux

⁽³⁾ Nombre de dossiers recevables pour un titre du ministère de l'emploi

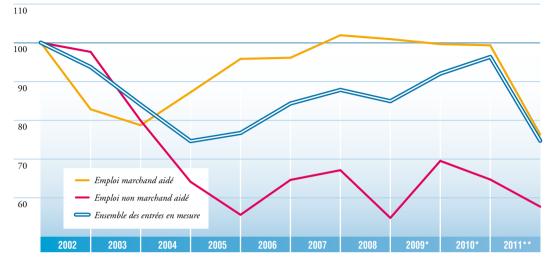
Alpes-	Bouches-	Var	Vaucluse	PA	CA	France Mét	ropolitaine
Maritimes	du-Rhône				Évolution sur un an (%)		Évolution sur un an (%)
ns	ns	ns	ns	56 039	ns	683 537	ns
4 157	14 516	5 553	3 961	29 983	-10,7	364 836	-5,3
ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
2 756	4 119	2 622	1 452	11 612	1,0	143 871	-4,5
2 051	5 222	2 225	1 413	11 471	-16,8	168 070	-22,3
541	1 893	778	343	3 692	-63,4	53 262	-53,0
369	494	342	159	1 501	ns	13 883	ns
6 773	15 221	6 760	4 366	35 026	3,9	459 013	7,4
3 232	6 348	2 101	1 534	13 653	8,2	168 553	17,4
2 655	5 318	1 751	1 217	11 285	6,3	136 786	13,9
3 541	8 873	4 659	2 832	21 373	5,3	290 460	2,3
193	835	212	111	1 406	1,2	27 235	6,2
2 779	3 285	2 975	1 360	11 011	-50,4	101 680	-51,4
nd	nd	nd	nd	1 866	-31,4	16 766	-38,6
4 023	14 359	5 449	3 928	29 501	-10,7	355 916	-5,6
125	144	95	33	449	-9,8	8 660	6,2
ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
165	398	140	133	864	-22,0	7 607	-15,0
62	344	56	175	668	-29,8	13 667	-17,2
2 248	2 641	1 528	707	7 591	-15,9	87 775	-22,9
2 051	4 578	2 225	1 413	10 827	-16,8	168 070	-22,3

Sources : Direccte / Unités Territoriales, DARES, ASP, Pôle emploi

Principales actions des politiques d'aide à l'emploi

Dix ans de politiques publiques de l'emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur

(Nombre d'entrées dans les dispositifs, base 100 en 2001)



Source : DARES, Traitement Direccte/SESE

Entrées en contrat d'apprentissage en 2011

Alpes-de-Haute-Provence	810
Hautes-Alpes	65
Alpes-Maritimes	3 753
Bouches-du-Rhône	8 610
Var	4 218
Vaucluse	2 864
PACA	20 320
France entière	280 077

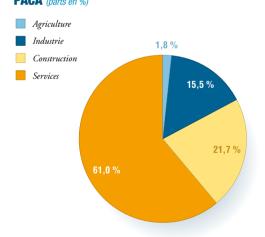
Source : DARES - Traitement Direccte/SESE

Niveau de diplôme des apprentis préparé en 2011 (parts en %)

	Région PACA	France entière
Diplôme de niveau BAC+3 ou plus	0,2	4,2
DEUG, DUT, BTS ou autre diplôme de niveau Bac+2	9,6	10,0
Bac. général ou technologique	23,1	23,3
Bac. pro., Brevet Professionnel	11,4	14,2
CAP ou BEP	55,3	46,4
Autres	0,4	2,0
Ensemble	100,0	100,0

Source : DARES - Traitement Directe/SESE

Secteurs d'activité des apprentis en 2011 en PACA (parts en %)

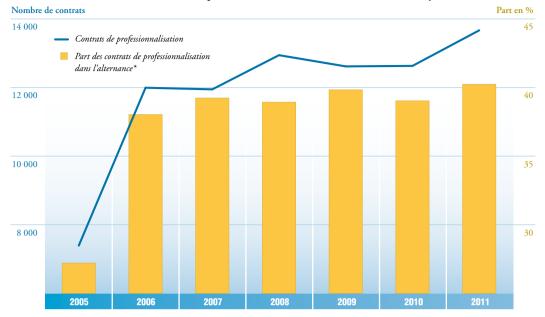


Source : DARES - Traitement Direccte/SESE

^{*} Hors mesures zéro change pour les TPE en 2009 et 2010

^{**} Données provisoires en 2011

Évolution des entrées en contrat de professionnalisation entre 2005 et 2011, en PACA



Source: DARES, Traitement: Direccte-PACA

Répartition du niveau de formation selon la situation avant l'entrée en contrat de professionnalisation en 2011, en Paca

	Fin de scolarité	Contrat aidé. stag. form. prof.	Salarié	Demandeur d'emploi	Inactivité	Total
I à III	43,5	23,5	5,6	25,4	2,0	100,0
IV (BAC)	49,3	15,1	6,5	22,5	6,5	100,0
V (CAP, BEP)	21,6	25,0	5,6	43,6	4,3	100,0
V bis et VI	19,1	13,4	6,5	50,0	11,0	100,0
Ensemble	40,0	19,5	6,0	29,4	5,0	100,0

Source: DARES, Traitement: Directe-PACA

Théma n° 32

Les contrats de professionnalisation en Provence-Alpes-Côte d'Azur : bilan 2011

Direccte Paca - SESE, Juillet 2012

"En 2011, 13 700 entrées en contrat de professionnalisation ont été comptabilisées en Provence-Alpes-Côte d'Azur, niveau jamais atteint depuis la mise en place du dispositif. Sur un an cela représente une progression de l'ordre de 8 %. Cette hausse est toutefois moins soutenue qu'au plan national, où le nombre d'entrées s'est accru de 17 % en un an. [...]

Pour consulter cette publication en ligne :

www.paca.direccte.gouv.fr

Rubrique Etudes et Statistiques > Les publications > Conjonctures "Théma"



^{*} Contrats en alternance : Contrats d'apprentissage et de professionnalisation

Participation des employeurs au développement de la formation professionnelle et appareil de formation

Participation des entreprises en 2010

	Alpes-de- Haute-Prov.	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA
Nombre d'entreprises	174	401	1 787	45	538	369	3 314
Nombre de salariés	7 099	47 067	209 656	2 051	34 413	27 788	328 074
Montant des salaires versés (milliers d'€)	183 415	1 505 990	6 017 813	52 784	903 234	861 382	9 524 618
Dépenses effectivement consenties (milliers d'€)	4 011	43 568	158 693	1 055	22 751	20 729	250 807
Taux de participation (%) (1)	2,19	2,89	2,64	2,00	2,52	2,41	2,63
Nombre total d'heures de stage	1 730	638 021	1 983 384	34 838	278 922	272 321	3 209 216
Effectif total des stagiaires	2 665	22 471	106 448	845	14 006	12 158	158 593
dont:							
Part des femmes (en %)	43,1	34,0	33,4	33,6	41,1	35,1	34,5
Ouvriers	447	5 874	23 885	320	3 206	2 961	36 693
Part (en %)	16,8	26,1	22,4	<i>37,9</i>	22,9	24,4	23,1
Employés	1 246	5 044	22 861	291	5 474	2 901	37 817
Part (en %)	46,8	22,4	21,5	34,4	39,1	23,9	23,8
Agents de maîtrise	517	5 314	26 259	142	3 042	3 813	39 087
Part (en %)	19,4	23,6	24,7	16,8	21,7	31,4	24,6
Ingénieurs et cadres	449	6 343	22 042	91	2 375	2 431	33 731
Part (en %)	16,8	28,2	20,7	10,8	17,0	20,0	21,3

Source : Direccte-Pactole

(1) Dépenses consenties / masse salariale

Formation selon la taille des entreprises en 2010

	Nombre d'entre- prises	Nombre de salariés	Montant des salaires versés (k€)	Montant des dépenses consenties (k€)	Taux de participa- tion ⁽¹⁾ (%)	Taux d'accès à la forma- tion ⁽²⁾ (%)	Effectif total des stagiaires	Nombre total d'heures de stage
10 à 19 salariés	1 084	16 024	487 736	6 246	1,3	18,8	3 015	91 289
20 à 49 salariés	1 285	41 720	1 205 164	23 477	2,0	34,5	14 384	322 902
50 à 249 salariés	746	78 068	2 230 085	50 815	2,3	60,3	47 041	869 692
250 à 499 salariés	98	33 508	971 033	25 900	2,7	46,4	15 538	473 426
500 à 1999 salariés	83	84 375	2 428 012	69 557	2,9	50,6	42 704	1 261 043
2000 salariés et plus	18	74 379	2 202 588	74 811	3,4	48,3	35 911	1 143 922
Total PACA	3 314	328 074	9 524 619	250 807	2,6	48,3	158 593	4 162 274

Source : Direccte-Pactole

(1) Dépenses consenties / masse salariale

(2) Effectif total des stagaires / nombre de salariés

Participation des entreprises de la région PACA par secteur d'activité (1) en 2010

Secteur d'activité où la participation est la plus élevée	Taux de participation ⁽²⁾ (en %)
35-Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	7,21
21-Industrie pharmaceutique	6,64
24-Métallurgie	4,98
64-Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	4,68
30-Fabrication d'autres matériels de transport	4,19
Secteur d'activité où la participation est la plus faible	Taux de participation (2) (en %)
59-Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale	1,30
90-Activités créatives, artistiques et de spectacle	1,32
31-Fabrication de meubles	1,35
02-Sylviculture et exploitation forestière	1,36
14-Industrie de l'habillement	1,40
Ensemble tous secteurs	2,64

Source : Direccte-Pactole

⁽¹⁾ Nomenclature d'activité française en 88 postes (NAF88)

⁽²⁾ Taux de participation = dépenses consenties / masse salariale

Répartition des stagiaires ayant bénéficié d'un Droit Individuel à la Formation (DIF) en 2010

PACA		Stagiaires ayant b		Heures de stages DIF		
	Nombre de salariés	Nombre de salariés en formation	Part des salariés (%)	Part des salariés en formation (%)	Nombre	Part (%)
Ouvriers	121 456	4 002	34,8	14,7	50 710	11,4
Employés	92 714	7 194	26,6	26,4	106 393	24,0
Agents de maîtrise	66 136	9 060	19,0	33,3	142 097	32,0
Ingénieurs et cadres	57 468	7 665	16,5	28,2	143 224	32,3
Total	348 885	27 226	100,0	100,0	444 089	100,0

Source : Direccte-Pactole

Volume d'heures-stagiaires par catégorie, réalisées par les Organismes de Formation (OF) en 2010 (en %)

PACA	Sala	riés	Demandeurs	Particuliers	Autres	Total
(données provisoires)	Total	dont contrats en alternance	d'emploi			
Total OF privés	66,4	4,8	14,9	8,1	10,6	100,0
Total OF publics	35,1	10,4	38,7	15,5	10,7	100,0
Total OF parapublics	41,9	9,1	45,9	5,8	6,5	100,0
Total	61,2	5,7	19,2	9,0	10,5	100,0

Source : Direccte-Pactole

Origine du chiffre d'affaire annuel des organismes de formation réalisé au titre de la Formation Professionnelle Continue (FPC) en 2010 (en Euros)

PACA	Produits provenant des entreprises	Produits provenant des orga- nismes collecteurs des fonds de la FPC	Produits prove- nant des pouvoirs publics	Produits provenant de contrats conclus avec des particuliers	Produits provenant de contrats conclus avec d'autres organismes de formation	Autres produits	Total des pro- duits réalisés au titre de la FPC
Travailleurs indépendants	10 682 315	6 827 631	2 889 081	3 415 554	6 923 377	893 113	31 631 071
EURL	6 572 474	4 913 727	1 590 658	1 557 109	1 893 935	346 048	16 873 951
SARL	74 585 784	51 401 236	22 478 746	17 337 775	15 192 790	7 332 686	188 329 017
SA	47 059 472	9 914 218	6 838 835	1 832 749	834 944	1 110 739	67 590 957
Association loi 1901	30 244 565	34 458 406	80 695 729	15 996 998	5 302 289	16 683 463	183 381 450
Autres catégories	51 703 127	13 908 894	15 783 816	4 771 931	1 861 949	16 126 063	104 155 780
Total OF privés	220 847 737	121 424 112	130 276 865	44 912 116	32 009 284	42 492 112	591 962 226
Education nationale (dont GRETA, Grandes écoles / Université)	12 507 656	9 705 394	20469084	6 729 821	449962	1903014	51 764 931
Ets Ministère de la santé	204 000	117 438	769 248	190 696	31 211	42 266	1 354 859
Ets Ministère de l'Agriculture	118 041	108 672	1 382 181	2 030	28567	149 761	1 789 252
Autres Ets Publics	5 139 001	4 217 808	10 784 771	1 588 701	938 690	2 406 782	25 075 753
Total OF publics	17 968 698	14 149 312	33 405 284	8 511 248	1 448 430	4 501 823	79 984 795
Organismes Consulaires	2 667 593	5 960 748	5 586 819	1 628 011	192 047	304117	16 339 335
Centres AFPA	2 928 479	7 025 013	6 868 937	289 539	nd	nd	17 111 968
Total OF parapublics	5 596 072	12 985 761	12 455 756	1 917 550	192 047	304 117	33 451 303
Total général	244 412 507	148 559 185	176 137 905	55 340 914	33 649 761	47 298 052	705 398 324

Source: Direccte-Pactole nd : non déterminé

Accompagnement des licenciements économiques et retraits d'activité

Principales mesures

	2007		20	08	20	09	20	10	2011 ⁽¹⁾	
	Région PACA	France métro.	Région PACA	France métro.	Région PACA	France métro.	Région PACA	France métro.	Région PACA	France métro.
Plans de sauvegarde de l'e	Plans de sauvegarde de l'emploi									
Plans	38	957	40	1 061	62	2 245	38	1 195	26	952
Mesures de restructuration	ıs gérées pa	r le Fonds l	National po	ur l'Emploi	(FNE) ⁽²⁾					
Allocations temporaires dé	gressives									
Adhésions individuelles	76	3 927	103	4 476	43	4 944	78	4 675	54	3 869
Cellules de reclassement										
Bénéficiaires potentiels (3)	654	19 739	319	14 233	524	29 534	951	16 513	668	13 667
Congés de conversion										
Adhésions individuelles	0	228	0	92	0	43	0	0	0	0
Conventions de Formation	et d'Adapta	tion du FNE								
Bénéficiaires potentiels (3)	0	1 747	0	852	906	8 078	688	18 382	1 483	7 829
Allocations Spéciales du F	onds Nation	al pour l'En	nploi (ASFNI	E)						
Bénéficiaires potentiels (3)	63	3 881	115	2 013	27	2 171	17	1 209	34	1 032
Conventions de Reclassement Personnalisé (CRP)										
Entrées à Pôle emploi pour motif de CRP	4 040	56 082	5 135	69 040	8 812	136 508	9 027	113 889	7 591	87 775

Source : Cnasea - Dares - Drees - Unedic - ASP- Pôle emploi

Retrouvez régulièrement l'analyse des chiffres du Travail, de l'Emploi et de la formation Professionnelle avec la série

Conjonctures

Conjonctures se décline en 2 parutions :

- le **mensuel**, 13 pages au format électronique pour disposer des derniers chiffres sur le marché du travail et l'emploi.
- Théma, hors série traitant des thématiques du marché du travail : " Chômage, emploi et dispositifs d'aide à l'emploi ", ...

Pour consulter ces publications en ligne :

www.paca.direccte.gouv.fr

Rubrique Études et Statistiques > Les publications



⁽¹⁾ Données provisoires en 2011

⁽²⁾ Le Fonds national de l'emploi (FNE) est un fonds ministériel qui permet notamment, par voie de convention avec les entreprises, d'atténuer les conséquences sociales des restructurations d'entreprises

⁽³⁾ Personnes susceptibles d'être concernées par les conventions signées

Activité partielle

Activité partielle décisionnée entre 2009 et 2011

	Nombre de demandes			Nombre d'heures autorisées			Effectifs touchés		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Alpes-de-Haute-Provence	40	27	15	58 729	75 122	6 906	300	224	99
Hautes-Alpes	67	41	10	64 897	45 208	7 752	436	372	41
Alpes-Maritimes	418	343	198	637 090	332 119	138 570	3 367	1 606	840
Bouches-du-Rhône	951	414	170	3 301 350	711 056	545 422	28 105	7 481	5 067
Var	240	671	233	290 519	592 519	169 411	1 346	3 719	1 237
Vaucluse	202	132	88	617 772	487 314	244 147	3 240	2 014	1 056
PACA	1 918	1 628	714	4 970 357	2 243 338	1 112 208	36 794	15 416	8 340

Source : Direccte-Sinapse

Activité partielle effective entre 2009 et 2011

	ivement chômées	Part heures chômées	Montant allocation spécifique d'activité partielle					
	2009	2010	2011	Évolution 2011/2010 (en %)	/ heures autorisées en 2011 (en %)	2009	2010	2011
Alpes-de-Haute-Provence	16 308	25 821	5 847	-77	85	62 280	99 221	22 477
Hautes-Alpes	28 026	13 158	3 875	-71	50	106 365	50 602	14 887
Alpes-Maritimes	245 039	149 538	73 438	-51	53	912 217	574 227	281 810
Bouches-du-Rhône	1 267 457	218 548	155 161	-29	28	4 490 396	809 511	560 748
Var	128 133	301 078	80 175	-73	47	482 200	1 152 524	307 170
Vaucluse	188 747	108 495	53 225	-51	22	679 679	392 280	195 401
PACA	1 873 710	816 638	371 721	-54	33	6 733 137	3 078 364	1 382 494

Source : Direccte-Sinapse

Les 15 principaux secteurs utilisateurs d'activité partielle (heures effectives)

Secteur d'activité (NAF 88 postes)	2009	2010	2011	Poids du secteur en 2011 (%)
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	234 337	7 969	65 144	17,5
Industries alimentaires	7 469	38 784	48 165	13,0
Travaux de construction spécialisés	82 654	74 404	43 192	11,6
Restauration	35 987	36 047	39 441	10,6
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	112 158	71 408	27 445	7,4
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	52 473	82 690	17 518	4,7
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	46 799	23 545	13 700	3,7
Culture et production animale, chasse et services annexes	4 644	16 091	9 922	2,7
Transports terrestres et transports par conduites	37 074	9 080	6 722	1,8
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	28 993	14 719	6 567	1,8
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	7 908	16 389	6 500	1,7
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	9 881	30 582	6 142	1,7
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	12 541	10 426	5 840	1,6
Réparation et installation de machines et d'équipements	53 829	13 877	5 018	1,3
Hébergement	19 482	46 078	4 546	1,2
Tous secteurs confondus	1 873 710	816 638	371 721	100,0

Source : Directe-Sinapse

Accidents du travail et maladies professionnelles

Accidents du travail par département

	:	2009	20)10
	Accidents avec arrêt	Indice de fréquence (1)	Accidents avec arrêt	Indice de fréquence (1)
Alpes-de-Haute-Provence	1 481	44,9	1 465	42,9
Hautes-Alpes	1 541	45,1	1 576	45,1
Alpes-Maritimes	10 512	34,8	9 702	31,3
Bouches-du-Rhône	22 191	40,3	21 678	38,6
Var	10 019	49,8	9 749	47,2
Vaucluse	6 091	46,2	6 283	46,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	51 835	41,3	50 453	39,4
France	651 453	36,0	658 847	36,0

Source : Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail Sud-Est (CARSAT Sud-Est).

Accidents du travail par secteur d'activité dans la région PACA

Secteurs d'activité		2009				2010		
(comités techniques nationaux)	Accidents	Indice de	Taux de	Accidents	Indice de	fréquence	Taux de	gravité ⁽³⁾
	avec arrêt	fréquence	gravité ⁽³⁾	avec arrêt	Indice 2010	Évolution annuelle en points	Taux 2010	Évolution annuelle en points
Métallurgie	3 321	35,1	1,4	3 260	34,8	- 0,3 🔽	1,4	0,0 →
Bâtiment et Travaux publics	9 271	79,0	4,4	8 585	71,7	- 7,3 🔽	3,9	- 0,5 🔌
Transports, Eau gaz électricité, Livre, Communication	7 605	50,7	2,8	7 484	49,4	- 1,3 🔌	2,6	- 0,2 🔰
Alimentation	10 243	53,7	2,4	9 749	49,8	- 3,9 🔌	2,2	- 0,2 🔌
Chimie, Caoutchouc, Plasturgie	696	29,4	1,3	619	26,9	- 2,5 🔌	1,1	- 0,2 🔌
Bois ameublement, Papier cartons, Textile, Vêtement, Cuirs et Peaux, Pierres et Terres à feu	1 211	54,2	2,6	1 119	51,9	- 2,3 🔌	2,4	- 0,2 🔌
Commerces non alimentaires	5 121	29,6	1,5	4 918	28,1	- 1,5 🔰	1,4	- 0,1 🔌
Activités de services 1 (1)	2 874	11,7	0,5	2 992	11,7	0,0 →	0,4	- 0,1 🔰
Activités de services 2 et Travail temporaire (2)	11 493	48,2	2,8	11 727	47,5	- 0,7 🔌	2,5	- 0,3 🔽
PACA tous secteurs	51 835	41,3	2,1	50 453	39,4	-1,9 🕥	1,9	- 0,2 🕥

Source : Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail Sud-Est (CARSAT Sud-Est)

⁽¹⁾ Indice de fréquence : (nombre d'accidents avec arrêt x 1 000) / nombre de salariés

Ces données concernent la région PACA seule, après déduction des résultats de la Corse, et n'incluent pas les accidents des activités de "Bureaux" et les "Catégories particulières".

⁽¹⁾ Activités de services 1 : Activités financières, cabinets d'études, assurances, recherche publique, administrations locales, accueil à domicile, sécurité sociale, bureaux d'essai, organismes de formation.

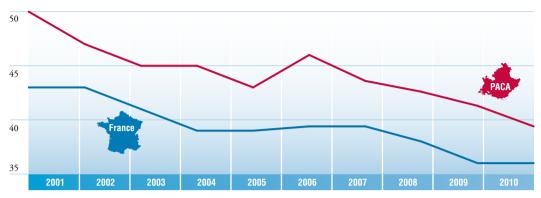
⁽²⁾ Activités de services 2 : Travail temporaire, nettoyage et désinfection, professions de santé, vétérinaires, action sociale, organisations économiques sociales et culturelles, services aux personnes et à la collectivité.

⁽³⁾ Taux de gravité : (nombre de journées perdues par incapacité temporaire x 1 000) / nombre d'heures travaillées.

Évolution annuelle de l'indice de fréquence des accidents du travail avec arrêt

Indice de fréquence

55



Source : CARSAT Sud-Est, réalisation : Direccte PACA

Maladies professionnelles dans la région PACA(1)

Nombre de maladies indemnisées par département (URSSAF de rattachement)	2009	2010
Alpes-de-Haute-Provence	82	80
Hautes-Alpes	83	80
Alpes-Maritimes	434	500
Bouches-du-Rhône	1 092	1 153
Var	626	645
Vaucluse	355	334
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 672	2 792
dont les 4 maladies les plus fréquentes :		
Affections périarticulaires (MP 57)	1 705	1 884
Affections consécutives à l'inhalation de poussières d'amiante (MP 30 et 30 bis)	576	509
Affections du rachis lombaire (MP 97 et 98)	156	167
Surdité provoquée par des bruits lésionnels (MP 42)	94	76

Source : Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail Sud-Est (CARSAT Sud-Est).

(1) Maladies professionnelles ayant donné lieu à un premier versement d'indemnités journalières ou incapacités permanentes

Pour en savoir plus



Résultats statistiques accidents du travail, maladies professionnelles, accidents du trajet PACA-Corse 2010

CARSAT Sud-Est, Direction des Risques Professionnels 35, rue George 13386 Marseille cedex 20 www.carsat-sudest.fr (espace entreprises)



Tableau de bord régional PACA 2010 Santé, sécurité, conditions de travail

Observatoire Régional de la Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur 23, rue Stanislas Torrents 13006 Marseille

www.se4s-orspaca.org

Élections aux comités d'entreprise

Derniers résultats sur 2 ans

Les comités d'entreprise et d'établissement sont élus à partir d'un seuil de 50 salariés atteint sur 12 mois, consécutifs ou non, au cours des 3 années précédentes. Ils peuvent être élus à un effectif inférieur lorsque ce dernier est fixé par convention ou accord collectif. Elus tous les 2 ans jusqu'en août 2005, ils sont depuis élus pour 4 ans sauf durée inférieure prévue par accord collectif (loi du 2 août 2005).

Pour cette raison, les données ci-dessous sont les dernières disponibles sur un cycle complet de 2 ans. Les prochains résultats devront porter sur un cycle électoral de 4 ans. La loi du 20 août 2008 modifiant les règles de la représentativité syndicale a fixé la limite de la première mesure de l'audience syndicale au niveau national interprofessionnel et au niveau des branches à août 2013.

Ces données incluent les **délégations uniques du personnel** résultant d'une fusion des élections du comité d'entreprise et des délégués du personnel, décidée par l'employeur après consultation des représentants du personnel dans les entreprises de moins de 200 salariés.

Comités d'entreprise et d'établissement élus dans la région PACA (résultats cumulés sur 2 ans)















	Alpes-de-Haute- Provence	Hautes-Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA
2002-2003	49	34	357	709	180	192	1 521
2004-2005	56	35	395	795	189	190	1 660
2005-2006	52	34	401	815	153	155	1 610

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social – DARES

Traitement : Direccte PACA

Répartition des suffrages exprimés par syndicat dans la région PACA (en %)

	C.F.D.T.	C.F.E./ C.G.C.	C.F.T.C.	C.G.T.	F.O.	Autres	Non syndiqués
2002-2003	17,9	6,9	6,3	24,5	19,3	7,1	18,0
2004-2005	16,2	8,0	6,5	24,7	18,7	6,9	19,0
2005-2006	16,4	7,6	7,4	23,7	18,0	7,7	19,1

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social – DARES

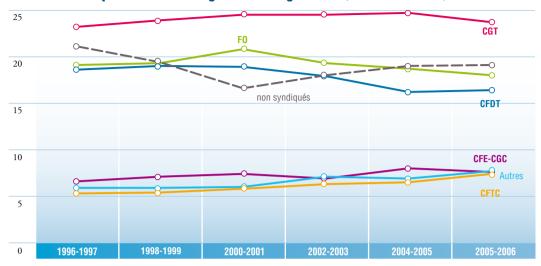
Traitement : Direccte PACA

Répartition des suffrages exprimés par syndicat en France (en %)

	C.F.D.T.	C.F.E./ C.G.C.	C.F.T.C.	C.G.T.	F.O.	Autres	Non syndiqués
2005-2006	20,3	6,5	6,8	22,9	12,7	8,2	22,6

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social – DARES

Évolution de la répartition des suffrages dans la région PACA (résultats cumulés sur 2 ans)



Source : Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social – DARES

Traitement : Direccte PACA

Sièges obtenus par chaque syndicat dans la région PACA en 2005-2006

	C.F.D.T.	C.F.E./ C.G.C.	C.F.T.C.	C.G.T.	F.O.	Autres	Non syndiqués	Total
Sièges	1 058	450	455	1 450	1 105	373	2 523	7 414
Part (en %)	14,3	6,1	6,1	19,6	14,9	5,0	34,0	100,0

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social – DARES

Traitement : Direccte PACA



Négociation collective : les accords d'entreprise

Les accords d'entreprise et d'établissement sont conclus en principe entre l'employeur et le ou les délégués syndicaux représentatifs.

La loi du 4 mai 2004 a généralisé le principe majoritaire, selon lequel la validité des accords est soumise à la signature par des organisations syndicales majoritaires ou à l'absence d'opposition de ces dernières.

La loi du 20 août 2008 a ajouté une condition supplémentaire à partir de 2009 : l'obligation pour un syndicat signataire d'avoir obtenu 30 % des voix au 1^{et} tour des élections professionnelles dans l'entreprise. Des règles complémentaires s'appliquent depuis 2010 en cas d'absence de délégué syndical : sous certaines conditions, signature possible avec les élus au comité d'entreprise (ou délégués du personnel) ou avec des salariés mandatés par un syndicat représentatif.

D'autres modalités sont également prévues pour les accords sur l'épargne salariale.

Les accords doivent être déposés auprès des unités territoriales de la Direccte dans les départements ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes.

Nombre d'accords conclus par département

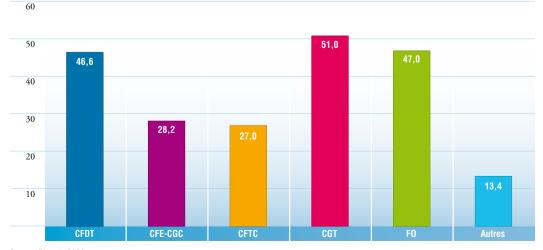
	20	09	20	10	20	11
	Total textes signés	Dont accords	Total textes signés	Dont accords	Total textes signés	Dont accords
Alpes-de-Haute-Provence	282	170	201	127	181	134
Hautes-Alpes	257	139	172	90	164	119
Alpes-Maritimes	1 573	891	1 267	791	1 134	838
Bouches-du-Rhône	3 038	1 990	2 035	1 583	2 334	1 891
Var	1 023	560	749	457	633	449
Vaucluse	932	573	617	441	622	468
Région PACA	7 105	4 323	5 041	3 489	5 068	3 899
France métropolitaine	115 620	72 702	66 959 ⁽¹⁾	46 311 ⁽¹⁾	58 312 ⁽¹⁾	46 760 ⁽¹⁾

Sources : Direccte PACA - Dares

(1) France 2010 et 2011 : Données provisoires.

Le nombre d'accords indiqué ici comprend les accords ratifiés à la majorité des 2/3 des salariés, pour le niveau national comme pour les données régionales.

Part des accords signés par chaque syndicat en 2011 dans la région PACA (en %)



Source : Direccte PACA

Un accord peut être signé par plusieurs syndicats.

Principaux thèmes figurant dans les accords dans la région PACA (1)

	2009	2010	2011	% en 2011
Salaires	464	503	527	13,5
Temps de travail	473	471	404	10,4
Emploi	542	249	218	5,6
dont Emploi des salariés âgés ⁽²⁾	416	154	54	1,4
Classifications	31	28	27	0,7
Institutions représentatives du personnel	105	143	87	2,2
Conditions de travail	14	25	46	1,2
Facteurs psychosociaux	nd	32	13	0,3
Prévention de la pénibilité (2)	nd	nd	86	2,2
Formation professionnelle	25	20	92	2,4
Egalité professionnelle	91	112	312	8,0
Prévoyance, couverture santé, retraites	156	155	145	3,7
Epargne salariale (2)	2 746	2 142	2 017	51,7
dont Intéressement	1 767	1 167	1 448	37,1
Participation	459	606	256	6,6
Plans d'épargne	547	419	366	9,4
Autres	597	414	1 324	34,0

Source : Direccte PACA

Pour en savoir plus

« Accords d'entreprise et plans d'action sur l'emploi des salariés âgés : Analyse d'un panel des textes conclus en PACA. » Direccte PACA, juin 2010

www.paca.direccte.gouv.fr

«La négociation collective en 2011 ». Ministère du travail, de l'emploi et de la santé, Bilans et rapports, Direction générale du travail et Dares, juin 2012

www.travail-emploi.gouv.fr

⁽¹⁾ Un même accord peut porter simultanément sur plusieurs thèmes.

⁽²⁾ Pour l'ensemble des thèmes, y compris l'épargne salariale, l'emploi des salariés âgés, la prévention de la pénibilité, seuls les accords (et leurs avenants) sont comptabilisés ici, après déduction des décisions unilatérales de l'employeur.

Ruptures conventionnelles des contrats de travail à durée indéterminée

Ruptures conventionnelles en 2011



	Alpes-de- Hte-Prov.	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA	France métro.		
Demandes reçues										
Salariés non protégés	956	789	6 426	13 651	5 979	4 102	31 903	308 388		
Salariés protégés (1)	6	10	82	113	42	69	322	4 835		
Total	962	799	6 508	13 764	6 021	4 171	32 225	313 223		
% sur total PACA	2,9	2,5	20,2	42,7	18,7	12,9	100,0			
Demandes homologuées ou autorisées ⁽²⁾	771	720	6 229	9 768	4 737	3 561	25 786	275 567		
Part des homologations ou autorisations sur les demandes instruites (en %) (3)	82,6	94,7	97,3	96,4	86,7	92,3	93,6	93,6		

Source : Direccte PACA

Ruptures conventionnelles Nombre de demandes déposées en moyenne par mois en PACA (tous salariés) de 2008 à 2011



Source : Direccte PACA

⁽¹⁾ Salariés dont le licenciement est soumis à l'autorisation de l'inspection du travail (représentants du personnel).

⁽²⁾ L'homologation concerne les salariés non protégés. L'autorisation concerne les salariés protégés. À défaut de rejet exprès de la demande d'homologation par la Direccte, après un délai de 15 jours ouvrables, cette dernière est réputée acceptée.

⁽³⁾ Les demandes non instruites sont irrecevables ou en instance.

Produit intérieur brut

Avertissement : les données présentées ci-dessous sont exprimées en prix courants (on dit aussi "en valeur"). En conséquence, les évolutions d'une année sur l'autre doivent être interprétées en considérant qu'elles sont la résultante d'un double effet : un "effet volume" dû à l'augmentation réelle de la richesse créée et un "effet prix" dû à l'inflation.

Produit intérieur brut (PIB) par habitant, par emploi (prix courants)

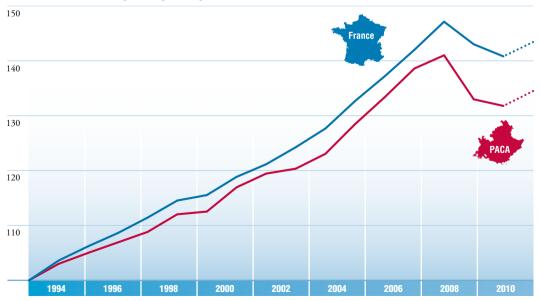
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 (1)	2010 ⁽²⁾	
PIB total (millions d'euros)										
Région PACA	108 167	112 227	118 586	124 710	131 218	135 460	136 145	134 793	137 660	
Evol. sur un an (%)	3,1	3,8	5,7	5,2	5,2	3,2	0,5	-1,0	2,1	
France métropolitaine	1 522 766	1 567 645	1 631 562	1 696 144	1 772 687	1 860 011	1 898 780	1 855 221	1 897 474	
Evol. sur un an (%)	3,4	2,9	4,1	4,0	4,5	4,9	2,1	-2,3	2,3	
PIB par habitant ⁽³⁾ (€)										
Région PACA	23 281	23 924	25 060	26 025	27 113	27 745	27 782	27 315	27 720	
Evol. sur un an (%)	2,1	2,8	4,7	3,9	4,2	2,3	0,1	-1,7	1,5	
France métropolitaine	25 437	26 013	26 904	27 723	28 778	30 018	30 476	29 619	30 135	
Evol. sur un an (%)	2,7	2,3	3,4	3,0	3,8	4,3	1,5	-2,8	1,7	
PIB par emploi ⁽⁴⁾ (€)										
Région PACA	62 227	63 643	66 423	68 930	71 623	72 872	68 736	68 112	69 500	
Evol. sur un an (%)	0,8	2,3	4,4	3,8	3,9	1,7	-5,7	-0,9	2,0	
France métropolitaine	62 673	64 385	66 925	69 176	71 604	74 181	72 093	71 023	72 308	
Evol. sur un an (%)	2,5	2,7	3,9	3,4	3,5	3,6	-2,8	-1,5	1,8	

Source : Insee, comptes régionaux - Montants en base 2005 - Traitement Direccte/SESE

(1) Données semi-définitives (2) Données provisoires (3) PIB / population totale estimée au 31/12 de l'année

(4) PIB / emploi total (salarié + non salarié) estimé au 31/12 de l'année

Produit intérieur brut par emploi depuis 1994 (base 100 au 31/12/1993, prix courants)



Source : Insee, comptes régionaux - Montants en base 2000 - Traitement Direccte/SESE

Données semi-définitives en 2009 et provisoires en 2010

Démographie d'entreprises

Ensemble des créations d'entreprises par secteur en Provence-Alpes-Côte d'Azur

	Anné	ée 2011	Évolution 2010/2011 (en %)
	Ensemble	Part des Auto entreprise (en %)	Ensemble
Industrie	2 604	61,1	-15,4
Construction	10 597	54,9	-14,2
Commerce	12 706	51,1	-12,8
Transports	1 074	38,9	0,2
Hébergement et restauration	3 027	30,7	-3,4
Information et communication	2 150	69,4	-16,7
Activités financières et d'assurance	1 213	16,4	-5,5
Activités immobilières	2 500	22,9	6,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	12 191	62,8	-14,8
Enseignement, santé humaine et action sociale	6 313	52,3	-0,8
Autres activités de services	7 044	81,4	-20,4
Ensemble	61 419	55,7	-12,2

Source : Insee - Répertoire des Entreprises et des Établissements (Sirene) - Traitement Direccte/SESE

Champ: activités marchandes hors agriculture

Ensemble des créations par départements en Provence-Alpes-Côte d'Azur















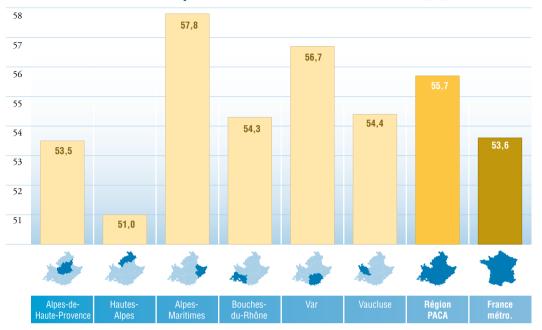


	Alpes-de- Hte-Prov.	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA	France métro.
1 ^{er} trimestre 2011	467	344	4 664	5 985	3 977	1 608	17 045	144 936
2 ^{ème} trimestre 2011	436	367	4 266	5 552	3 653	1 622	15 896	133 672
3 ^{ème} trimestre 2011	375	351	3 780	4 662	2 891	1 420	13 479	119 190
4 ^{ème} trimestre 2011	410	352	4 166	5 590	3 002	1 479	14 999	132 177
Année 2011	1 688	1 414	16 876	21 789	13 523	6 129	61 419	529 975
Évolution 2010/2011 (en %)	-9,0	-19,0	-12,6	-13,2	-5,6	-19,4	-12,2	-11,9

Source : Insee - Répertoire des Entreprises et des Établissements (Sirene) - Traitement Direccte/SESE

Champ: activités marchandes hors agriculture

Part des créations en Auto-entreprise sur l'ensemble des créations en 2011 (en %)

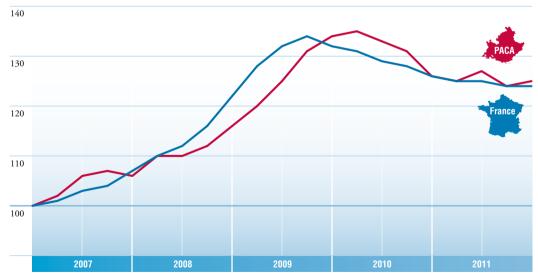


Source : Insee - Répertoire des Entreprises et des Établissements (Sirene) - Traitement Direccte/SESE

Champ : activités marchandes hors agriculture

Ensemble des défaillances d'entreprises* en PACA et en France

(cumul sur douze mois - indice base 100 au 4^e trimestre 2006)



Source : Insee - Bodacc - Traitement Direccte/SESE * Défaillances d'entreprises en date de jugement.

Artisanat

Entreprises artisanales par activité principale au 1er janvier 2011



Secteurs d'activité en NAF 38 postes	Alpes- de-Hte- Prov.	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	Région PACA	PACA / France (en %)
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	223	189	787	1 507	968	558	4 232	8,5
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	37	38	325	409	247	158	1 214	8,6
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	62	79	380	435	309	167	1 432	7,3
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	81	26	256	337	229	165	1 094	11,1
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	24	18	246	448	224	209	1 169	7,4
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	3	6	58	133	56	48	304	6,6
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	137	163	1 403	1 724	1 239	653	5 319	10,7
Construction	1 720	1 446	12 473	13 976	11 513	5 813	46 941	11,0
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	588	613	3 904	4 565	3 366	1 640	14 676	9,8
Transports et entreposage	94	100	1 190	1 615	520	211	3 730	10,1
Hébergement et restauration	205	409	1 521	1 097	1 573	432	5 237	12,7
Activités informatiques et services d'information	21	7	213	150	122	49	562	11,2
Activités immobilières	40	45	213	251	206	151	906	14,6
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	43	28	298	380	187	112	1 048	10,2
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	55	54	598	543	354	179	1 783	11,2
Activités de services administratifs et de soutien	173	166	3 351	1 892	2 695	752	9 029	17,5
Activités pour la santé humaine	19	11	178	358	64	109	739	12,9
Arts, spectacles et activités récréatives	36	31	161	161	102	79	570	8,8
Autres activités	563	453	4 758	5 884	3 940	2 065	17 663	10,4
dont autres activités de service	486	384	4 198	5 273	3 529	1 850	15 720	10,4
Total	4 124	3 882	32 313	35 865	27 914	13 550	117 648	10,8

Source : Insee, REE (Sirene)

Champ : entreprises ayant une activité principale relevant des secteurs de l'artisanat et dont l'effectif ne dépasse pas 19 salariés.

Tourisme

Nombre et capacité des hôtels selon le nombre d'étoiles

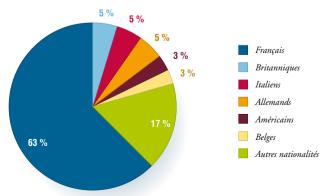
	Al	pes-de-Hai	ıte-Provei	nce		Hautes	s-Alpes		Alpes-Maritimes			
	au 01/01/2012		Évolution 2011-2012 (%)		au 01/01/2012		Évolution 2011-2012 (%)		au 01/01/2012		Évolution 2011-2012 (%)	
	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres
☆ (0 étoile)	9	110	-10,0	-17,3	17	174	-10,5	-32,0	32	689	-27,3	-50,9
*	7	85	16,7	10,4	16	282	0	23,1	40	902	2,6	41,4
**	84	1 624	2,4	1,0	121	2 684	0	-2,1	237	6 091	-4,4	-8,4
***	23	683	0	5,4	23	694	9,5	10,7	205	8 715	1,0	-0,3
★★★★ et Luxe	6	126	20,0	14,5	1	32	0	0	108	10 034	8,0	8,5
Ensemble	129	2 628	2,4	2,0	178	3 866	0,6	0,3	622	26 431	-1,9	-0,9

		Bouches-	du-Rhône			Va	ar		Vaucluse			
	au 01/01/2012		Évolution 2011-2012 (%)		au 01/01/2012		Évolution 2011-2012 (%)		au 01/01/2012		Évolution 2011-2012 (%)	
	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres
☆ (0 étoile)	22	1 272	-35,3	-38,5	25	995	-13,8	-9,6	24	998	0	-2,8
*	30	923	30,4	107,9	32	634	10,3	18,3	8	109	-20,0	-17,4
**	175	4 934	-4,4	-9,9	183	4 030	-1,1	-1,9	105	2 719	1,0	-0,7
***	127	5 542	5,8	8,1	129	4 165	-0,8	-1,1	67	2 357	15,5	10,5
★★★★ et Luxe	53	2 957	32,5	37,3	50	2 286	19,0	21,3	17	659	-5,6	-1,9
Ensemble	407	15 628	1,8	2,4	419	12 110	1,0	2,3	221	6 842	2,7	1,5

		PA	CA			Fra			Part PACA/France	
	au 01/01/2012		Évolution 2011-2012 (%)		au 01/01/2012		Évolution 2011-2012 (%)		au 01/01/2012 (%)	
	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres
☆ (0 étoile)	129	4 238	-19,4	-29,2	1 672	65 091	-11,0	-15,1	8,4	7,7
*	133	2 935	8,1	42,8	1 278	34 672	-0,2	13,7	10,7	9,1
**	905	22 082	-2,0	-5,3	8 557	235 225	-4,8	-9,1	10,6	9,4
***	574	22 156	3,4	3,1	4 269	186 062	7,6	5,8	13,2	11,6
★★★★ et Luxe	235	16 094	14,6	14,4	1 224	93 634	28,6	34,0	18,8	16,8
Ensemble	1 976	67 505	0,5	0,9	17 000	614 684	-0,4	0,5	11,6	11,0

Sources: DGCIS; Insee; partenaires régionaux - Traitement Direccte/SESE

Structure de la clientèle hôtelière selon la nationalité en 2011 en Paca



Sources : Insee, CRT et CDT - Enquêtes de fréquentation hôtelière - Traitement Direccte/SESE

Tourisme

Nombre et capacité des campings selon le nombre d'étoiles

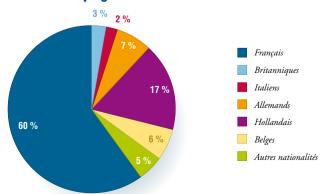
		Alpes-de-Hau	ite-Prove	ence		Hautes	s-Alpes		Alpes-Maritimes			
	au 0	1/01/2012		Évolution 2011-2012 (%)		au 01/01/2012		Évolution 2011-2012 (%)		1/01/2012	Évolution 2011-2012 (%)	
	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements
*	21	1 476	-4,5	6,6	17	2 066	0	0	8	399	-11,1	-15,1
**	46	4 160	-6,1	-2,8	56	4 541	-3,4	-9,3	34	1 767	13,3	2,3
***	35	4 024	6,1	2,9	42	5 149	2,4	8,0	32	3 950	-8,6	-5,4
****	10	2 378	-9,1	-2,5	7	864	0	-3,1	8	1 432	14,3	3,0
Ensemble	112	12 038	-2,6	0,2	122	12 620	-0,8	-0,9	82	7 548	1,2	-2,8

		Bouches-	du-Rhôn	е		V	ar		Vaucluse				
	au 0	1/01/2012	Évolution 2011-2012 (%)		au 01/01/2012		Évolution 2011-2012 (%)		au 01/01/2012		Évolution 2011-2012 (%)		
	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	
*	1	32	0	0	14	629	-12,5	-31,2	7	367	-12,5	-14,8	
**	33	3 427	-2,9	-4,8	89	11 210	-6,3	-3,6	42	3 224	2,4	3,2	
***	27	4 775	3,8	2,9	85	16 749	4,9	-2,3	20	2 604	0	-2,4	
****	8	1 856	0	-1,4	49	15 802	4,3	3,6	13	2 149	18,2	17,8	
Ensemble	69	10 090	0	-0,6	237	44 390	-0,8	-1,2	82	8 344	2,5	3,7	

		PA	CA			Frai			Part PACA/France		
	au 01/01/2012		Évolution 2011-2012		au 01/01/2012		Évolution 2011-2012 (%)		au 01/01/2012 (%)		
	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	
*	68	4 969	-6,8	-6,2	1 007	59 008	-14,3	-13,7	6,8	8,4	
**	300	28 329	-2,3	-3,5	3 260	287 298	-6,1	-7,8	9,2	9,9	
***	241	37 251	2,1	-0,2	2 333	324 415	-2,4	-3,7	10,3	11,5	
****	95	24 481	4,4	3,4	851	208 420	8,8	9,6	11,2	11,7	
Ensemble	704	95 030	-0,4	-0,6	7 451	879 141	-4,7	-3,1	9,4	10,8	

Sources : DGCIS ; Insee ; partenaires régionaux- Traitement Direccte/SESE

Structure de la clientèle des campings selon la nationalité en 2011 en PACA



Sources : Insee, DGCIS, CRT et CDT - Enquêtes de fréquentation hôtellerie de plein air - Traitement Direccte/SESE

Hôtels : ensemble des nuitées en 2011

	2011	Évolution 2010-20111 (en %)	Part des nuitées étrangéres (en %)	Évolution 2010-2011 (en %) des nuitées étrangéres
Alpes-de-Haute-Provence	642 008	1,4	23,1	0,2
Hautes-Alpes	885 502	-7,5	15,5	-0,5
Alpes-Maritimes	8 831 747	5,2	52,8	7,8
Bouches-du-Rhône	5 203 916	4,3	24,6	8,7
Var	3 488 009	2,6	27,6	3,4
Vaucluse	2 209 631	3,5	34,6	4,0
PACA	21 261 893	3,7	37,4	6,7
France	198 367 335	3,2	33,5	2,5

Sources : Insee - CRT - CDT - Traitement Direccte/SESE

Campings : ensemble des nuitées de mai à septembre 2011

	2011*	Évolution 2010-2011 (en %)	Part des nuitées étrangéres (en %)	Évolution 2010-2011 (en %) des nuitées étrangéres
Alpes-de-Haute-Provence	1 817 151	3,7	43,7	4,5
Hautes-Alpes	1 236 152	-1,5	39,2	-4,1
Alpes-Maritimes	1 037 799	2,7	38,7	7,3
Bouches-du-Rhône	1 734 215	13,2	40,3	29,8
Var	7 233 601	7,9	36,0	9,3
Vaucluse	1 571 573	12,9	54,0	12,8
PACA	14 630 491	7,2	39,9	9,8
France	106 778 091	2,8	33,1	0,4

Sources : Insee - CRT - CDT - Traitement Direccte/SESE

Résidences secondaires en 2009 (parts en %)



Source: Insee, RP2009 - Traitement Direccte/SESE

^{*} Cumul de mai à septembre

Tourisme

Fréquentation selon la catégorie d'hôtels en 2011

	Fréquent	tation en milliers de nuitées	Nombre de séjours	Durée moy	renne des séjours (en jours)
	2011	Évolution 2010-2011 (%)	Évolution 2010-2011 (%)	2011	Évolution 2010-2011 (%)
☆ ★ (0 et 1 étoile)	2 772	-7,6	-8,1	1,8	0,6
**	6 512	-5,7	-6,0	1,9	0,3
***	7 004	8,4	10,3	2,1	-1,7
★★★★ et Luxe	4 973	19,9	21,7	2,2	-1,5
Ensemble PACA	21 261	3,7	3,6	2,0	0,1

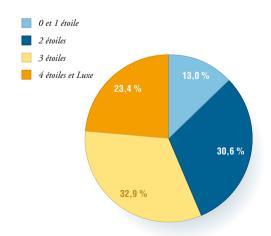
Sources : Insee, CRT et CDT - Enquêtes de fréquentation hôtelière

Fréquentation des campings par catégorie et type d'emplacement au cours de l'été* 2011

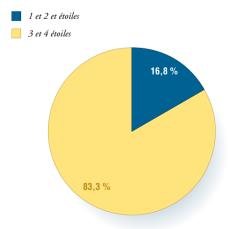
	Fréquent	ation en milliers de nuitées	Nombre de séjours	Durée moy	renne des séjours (en jours)
	2011	Évolution 2010-2011 (%)	Évolution 2010-2011 (%)	2011	Évolution 2010-2011 (%)
Emplacements nus	8 269	3,6	14,0	5,6	-3,9
1 et 2 étoiles	2 702	2,3	4,6	4,9	-2,2
3 et 4 étoiles	5 567	4,2	9,7	6,0	-5,0
Emplacements locatifs**	6 361	12,4	14,0	8,3	-1,4
1 et 2 étoiles	1 066	17,7	20,3	7,9	-2,2
3 et 4 étoiles	5 296	11,3	12,7	8,4	-1,2
Ensemble PACA	14 630	7,2	9,8	6,5	-2,3

Sources : Insee, CRT et CDT - Enquêtes de fréquentation hôtellerie de plein air

Fréquentation des hôtels par catégorie en 2011 (en %)



Fréquentation des emplacements locatifs des campings par catégorie en 2011 (en %)



Sources : Insee, CRT et CDT - Enquêtes de fréquentation - Traitement Direccte/SESE

^{*} La saison d'été 2011 recouvre la période de mai à septembre.

^{**} Résidences mobiles ou habitations légères de loisir

Commerce extérieur

Principaux produits échangés en Provence-Alpes-Côte d'Azur et à Monaco

	Année 2011	Année 2010
Exportations (NAF 129 postes)		
Total	21 728 906	17 494 16
C19Z - Produits pétroliers raffinés et coke	4 505 576	2 704 12
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	3 100 603	2 467 13
C24A - Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier	1 613 550	1 555 40
C20C - Produits chimiques divers	1 419 204	1 244 51
C30C - Produits de la construction aéronautique et spatiale	1 192 930	1 191 48
C29A - Produits de la construction automobile	781 254	627 38
A01Z - Produits de la culture et de l'élevage	880 713	673 89
C20B - Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	666 174	521 78
C26A - Composants et cartes électroniques	624 362	697 65
C28A - Machines et équipements d'usage général	512 992	419 63
C11Z - Boissons	511 664	387 44
E38Z - Déchets industriels	385 552	290 49
C21Z - Produits pharmaceutiques	344 211	268 80
C27B - Matériel électrique	362 754	318 87
C14Z - Articles d'habillement	345 397	275 87
C26E - Appareils de mesure, d'essai et de navigation ; articles d'horlogerie	273 851	239 13
C10H - Produits alimentaires divers	304 178	276 19
C30A - Navires et bateaux	245 020	206 30
C22B - Produits en plastique	237 412	239 83
C26B - Ordinateurs et équipements périphériques	222 847	199 10
C24B - Métaux non ferreux	221 091	140 85
C23B - Matériaux de construction et produits minéraux divers	219 996	203 60
C32C - Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers	211 240	147 62
C25E - Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux	210 202	233 73
Autres produits	2 336 133	1 963 14
Importations (NAF 129 postes)	2 350 135	1 703 1
Total	37 795 405	29 183 90
B06Z - Hydrocarbures naturels	16 797 179	11 564 70
C19Z - Produits pétroliers raffinés et coke		2 611 29
	3 382 368	
C29A - Produits de la construction automobile	3 382 368 1 472 407	1 536 86
	1 472 407	
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	1 472 407 1 093 472	1 536 80 909 01 817 22
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage	1 472 407 1 093 472 1 016 286	909 0 817 22
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282	909 0 817 22 661 12
C20B - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831	909 0 817 2 661 1 543 7
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785	909 0 817 2: 661 1: 543 7: 502 4
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310	909 0 817 2: 661 1: 543 7: 502 4 576 5
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346	909 0 817 2: 661 1: 543 7: 502 4 576 5 486 8
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868	909 0 817 2: 661 1: 543 7: 502 4 576 5 486 8 444 1:
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures B07Z - Minerais métalliques	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868 477 774	909 0 817 2: 661 1: 543 7: 502 4 576 5 486 8 444 1: 431 6:
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures B07Z - Minerais métalliques C22B - Produits en plastique	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868 477 774 444 066	909 0 817 2: 661 1: 543 7: 502 4 576 5 486 8 444 1: 431 6- 387 70
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures B07Z - Minerais métalliques C22B - Produits en plastique	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868 477 774 444 066 317 554	909 0 817 2: 661 1: 543 79 502 4 576 5 486 8 444 1: 431 6 387 70 463 2
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures B07Z - Minerais métalliques C22B - Produits en plastique B05Z - Houille C32C - Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868 477 774 444 066 317 554 415 041	909 0 817 2: 661 1: 543 79 502 4 576 5 486 8 444 1: 431 6 387 70 463 2
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures B07Z - Minerais métalliques C22B - Produits en plastique B05Z - Houille C32C - Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868 477 774 444 066 317 554 415 041 456 358	909 0 817 2: 661 1: 543 79 502 4 576 5 486 8 444 1: 431 6 387 70 463 2 329 0: 340 66
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures B07Z - Minerais métalliques C22B - Produits en plastique B05Z - Houille C32C - Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers C26A - Composants et cartes électroniques C10C - Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868 477 774 444 066 317 554 415 041 456 358 382 434	909 0 817 2 661 1: 543 7: 502 4 576 5 486 8 444 1: 431 6 387 7: 463 2 329 0' 340 6
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures B07Z - Minerais métalliques C22B - Produits en plastique B05Z - Houille C32C - Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers C26A - Composants et cartes électroniques C10C - Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus C28D - Machines diverses d'usage spécifique	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868 477 774 444 066 317 554 415 041 456 358 382 434 407 336	909 0 817 2 661 1: 543 7: 502 4 576 5 486 8 444 1: 431 6 387 7: 463 2 329 0: 340 6 322 8. 287 7:
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures B07Z - Minerais métalliques C22B - Produits en plastique B05Z - Houille C32C - Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers C16A - Composants et cartes électroniques C10C - Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus C28D - Machines diverses d'usage spécifique C31Z - Meubles	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868 477 774 444 066 317 554 415 041 456 358 382 434 407 336 387 786	909 0 817 2 661 1 543 7 502 4 576 5 486 8 444 1 431 6 387 7 463 2 329 0 340 6 322 8 287 7 289 1
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures B07Z - Minerais métalliques C22B - Produits en plastique B05Z - Houille C32C - Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers C26A - Composants et cartes électroniques C10C - Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus C28D - Machines diverses d'usage spécifique C31Z - Meubles C25E - Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868 477 774 444 066 317 554 415 041 456 358 382 434 407 336 387 786 365 091	909 0 817 2 661 1 543 7 502 4 576 5 486 8 444 1 431 6 387 7 463 2 329 0 340 6 322 8 287 7 289 1
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures B07Z - Minerais métalliques C22B - Produits en plastique B05Z - Houille C32C - Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers C26A - Composants et cartes électroniques C10C - Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus C28D - Machines diverses d'usage spécifique C31Z - Meubles C25E - Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux C24A - Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868 477 774 444 066 317 554 415 041 456 358 382 434 407 336 387 786 365 091 390 578	909 0 817 2 661 1: 543 7' 502 4 576 5 486 8 444 1 431 6 387 7' 463 2 329 0' 340 6 322 8 287 7' 289 1. 324 6.
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures B07Z - Minerais métalliques C22B - Produits en plastique B05Z - Houille C32C - Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers C26A - Composants et cartes électroniques C10C - Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus C28D - Machines diverses d'usage spécifique C31Z - Meubles C25E - Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux C24A - Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier C10H - Produits alimentaires divers	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868 477 774 444 066 317 554 415 041 456 358 382 434 407 336 387 786 365 091 390 578 298 912	909 0 817 2 661 1: 543 7' 502 4 576 5 486 8 444 1 431 6 387 7' 463 2 329 0' 340 6 322 8 287 7' 289 1. 324 6. 250 7.
C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures B07Z - Minerais métalliques C22B - Produits en plastique B05Z - Houille C32C - Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers C26A - Composants et cartes électroniques C10C - Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus C28D - Machines diverses d'usage spécifique C31Z - Meubles C25E - Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux C24A - Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier C10H - Produits alimentaires divers C10B - Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868 477 774 444 066 317 554 415 041 456 358 382 434 407 336 387 786 365 091 390 578 298 912 270 206	909 0 817 2 661 1: 543 7' 502 4 576 5 486 8 444 1 431 6 387 7' 463 2 329 0' 340 6 322 8 287 7' 289 1. 324 6 250 7. 275 4
C29A - Produits de la construction automobile C20A - Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique A01Z - Produits de la culture et de l'élevage C14Z - Articles d'habillement C27B - Matériel électrique C28A - Machines et équipements d'usage général C30A - Navires et bateaux C20C - Produits chimiques divers C15Z - Cuir, bagages et chaussures B07Z - Minerais métalliques C22B - Produits en plastique B05Z - Houille C32C - Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers C26A - Composants et cartes électroniques C10C - Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus C28D - Machines diverses d'usage spécifique C31Z - Meubles C25E - Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux C24A - Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier C10H - Produits alimentaires divers C10B - Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche C21Z - Produits pharmaceutiques Autres produits	1 472 407 1 093 472 1 016 286 804 282 653 831 672 785 676 310 592 346 519 868 477 774 444 066 317 554 415 041 456 358 382 434 407 336 387 786 365 091 390 578 298 912	

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects.

Données CAF-FAB hors matériel militaire, valeurs brutes de collecte en milliers d'euros

Commerce extérieur

Principaux pays partenaires : Provence-Alpes-Côte d'Azur et Monaco



Exportations 21 728 906 17 494 160 Italie 2 851 888 2 347 942 Espagne 2 137 888 1 788 751 Allemagne 1 221 578 1 164 504 Etars-Unis 895 002 919 190 Algérie 753 267 658 203 Turquie 824 275 643 408 Pays-Bas 760 221 523 715 Royaume-Uni 770 714 660 438 Suisse 782 109 555 201 Belgique 703 527 474 969 Chine 543 439 392 757 Tunisie 676 628 545 834 Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Ho		Année 2011	Année 2010
Italie 2 851 888 2 347 942 Espagne 2 137 888 1 788 751 Allemagne 1 221 578 1 164 504 Etats-Unis 895 002 919 190 Algérie 753 267 658 203 Turquie 824 275 643 408 Pays-Bas 760 221 523 715 Royaume-Uni 770 714 660 438 Suisse 782 109 555 201 Belgique 703 527 474 969 Chine 543 439 392 757 Tunisie 676 628 545 834 Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada	Exportations		
Espagne 2 137 888 1 788 751 Allemagne 1 221 578 1 164 504 Etats-Unis 895 002 919 190 Algérie 753 267 658 203 Turquie 824 275 643 408 Pays-Bas 760 221 523 715 Royaume-Uni 770 714 660 438 Suisse 782 109 555 201 Belgique 703 527 474 969 Chine 543 439 392 757 Tunisie 676 628 545 834 Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Total	21 728 906	17 494 160
Allemagne 1 221 578 1 164 504 Etats-Unis 895 002 919 190 Algérie 753 267 658 203 Turquie 824 275 643 408 Pays-Bas 760 221 523 715 Royaume-Uni 770 714 660 438 Suisse 782 109 555 201 Belgique 703 527 474 969 Chine 543 439 392 757 Tunisie 676 628 545 834 Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil <	Italie	2 851 888	2 347 942
Etats-Unis 895 002 919 190 Algérie 753 267 658 203 Turquie 824 275 643 408 Pays-Bas 760 221 523 715 Royaume-Uni 770 714 660 438 Suisse 782 109 555 201 Belgique 703 527 474 969 Chine 543 439 392 757 Tunisie 676 628 545 834 Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 9	Espagne	2 137 888	1 788 751
Algérie 753 267 658 203 Turquie 824 275 643 408 Pays-Bas 760 221 523 715 Royaume-Uni 770 714 660 438 Suisse 782 109 555 201 Belgique 703 527 474 969 Chine 543 439 392 757 Tunisie 676 628 545 834 Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 <td>Allemagne</td> <td>1 221 578</td> <td>1 164 504</td>	Allemagne	1 221 578	1 164 504
Turquie 824 275 643 408 Pays-Bas 760 221 523 715 Royaume-Uni 770 714 660 438 Suisse 782 109 555 201 Belgique 703 527 474 969 Chine 543 439 392 757 Tunisie 676 628 545 834 Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Etats-Unis	895 002	919 190
Pays-Bas 760 221 523 715 Royaume-Uni 770 714 660 438 Suisse 782 109 555 201 Belgique 703 527 474 969 Chine 543 439 392 757 Tunisie 676 628 545 834 Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195	Algérie	753 267	658 203
Royaume-Uni 770 714 660 438 Suisse 782 109 555 201 Belgique 703 527 474 969 Chine 543 439 392 757 Tunisie 676 628 545 834 Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405	Turquie	824 275	643 408
Suisse 782 109 555 201 Belgique 703 527 474 969 Chine 543 439 392 757 Tunisie 676 628 545 834 Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 <td>Pays-Bas</td> <td>760 221</td> <td>523 715</td>	Pays-Bas	760 221	523 715
Belgique 703 527 474 969 Chine 543 439 392 757 Tunisie 676 628 545 834 Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 </td <td>Royaume-Uni</td> <td>770 714</td> <td>660 438</td>	Royaume-Uni	770 714	660 438
Chine 543 439 392 757 Tunisie 676 628 545 834 Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Suisse	782 109	555 201
Tunisie 676 628 545 834 Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055<	Belgique	703 527	474 969
Liban 483 606 322 012 Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Chine	543 439	392 757
Pays non déterminés 384 526 73 131 Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Tunisie	676 628	545 834
Grèce 333 938 178 260 Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Liban	483 606	322 012
Emirats Arabes Unis 336 157 240 058 Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Pays non déterminés	384 526	73 131
Russie 303 991 255 825 Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Grèce	333 938	178 260
Japon 271 002 199 370 Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Emirats Arabes Unis	336 157	240 058
Gibraltar 284 174 208 867 Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Russie	303 991	255 825
Israël 304 257 184 138 Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Japon	271 002	199 370
Hong Kong 256 570 215 956 Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Gibraltar	284 174	208 867
Canada 249 072 163 762 Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Israël	304 257	184 138
Maroc 247 203 264 438 Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Hong Kong	256 570	215 956
Brésil 186 455 175 511 Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabic Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Canada	249 072	163 762
Bénin 312 965 58 957 Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Maroc	247 203	264 438
Nigéria 240 829 449 030 Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Brésil	186 455	175 511
Inde 151 518 199 211 Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Bénin	312 965	58 957
Egypte 234 195 99 139 Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Nigéria	240 829	449 030
Mexique 182 405 125 903 Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Inde	151 518	199 211
Arabie Séoudite 168 888 99 839 Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Egypte	234 195	99 139
Australie 154 752 64 553 Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Mexique	182 405	125 903
Pakistan 114 429 24 828 Argentine 89 055 48 059	Arabie Séoudite	168 888	99 839
Argentine 89 055 48 059	Australie	154 752	64 553
	Pakistan	114 429	24 828
Autres pays 3 518 383 3 168 401	Argentine	89 055	48 059
	Autres pays	3 518 383	3 168 401



	Année 2011	Année 2010	
Importations			
Total	37 795 405	29 183 903	
Kazakhstan	3 559 893	1 960 776	
Russie	3 313 538	2 099 178	
Algérie	3 139 688	1 750 391	
Italie	2 813 255	2 243 596	
Nigéria	2 354 186	1 126 846	
Chine	2 279 707	1 849 370	
Allemagne	1 672 399	1 377 217	
Espagne	1 195 045	1 036 262	
Turquie	1 399 020	1 391 327	
Etats-Unis	904 193	823 949	
Pays-Bas	959 845	817 715	
Brésil	810 423	604 093	
Qatar	897 737	339 999	
Libye	1 356 021	3 371 872	
Egypte	693 899	591 344	
Belgique	706 698	558 404	
Azerbaïdjan	642 814	209 606	
Royaume-Uni	683 463	500 062	
Angola	566 773	313 085	
Tunisie	529 816	349 523	
Iran	401 539	158 183	
Inde	446 770	338 661	
Ghana	418 230	4 169	
Syrie	324 428	342 789	
Japon	305 983	269 447	
Irak	272 985	484 928	
Australie	181 428	285 105	
Canada	166 653	119 779	
Norvège	250 083	171 760	
Iles Cayman	151 963	129 753	
Croatie	148 529	6 499	
Autres pays	4 248 401	3 558 215	

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects. Données CAF-FAB hors matériel militaire, valeurs brutes de collecte en milliers d'euros

Comparaison régionale : échanges CAF-FAB hors matériel militaire (données brutes de collecte, valeurs en millions d'euros)





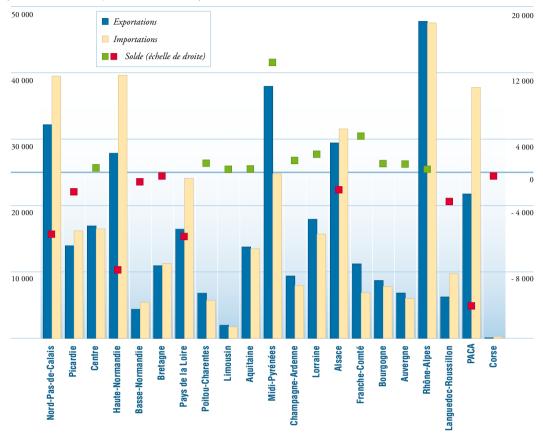
	Exportations		Importations	
	Année 2011	Année 2010	Année 2011	Année 2010
Total France	418 268	388 929	505 051	457 537
Nord-Pas-de-Calais	32 189	29 940	39 508	34 276
Picardie	13 944	12 387	16 182	14 238
Ile-de-France	75 025	67 568	130 503	119 128
Centre	16 936	15 352	16 473	14 456
Haute-Normandie	27 891	26 401	39 648	30 638
Basse-Normandie	4 369	3 841	5 412	4 578
Bretagne	10 940	8 742	11 269	9 188
Pays de la Loire	16 442	15 514	24 110	19 413
Poitou-Charentes	6 793	5 613	5 726	4 380
Limousin	1 963	1 734	1 729	1 563
Aquitaine	13 769	13 365	13 496	11 536
Midi-Pyrénées	37 977	36 901	24 784	23 082
Champagne-Ardenne	9 366	7 978	7 935	6 515
Lorraine	17 938	15 929	15 704	13 486
Alsace	29 419	26 543	31 545	28 464
Franche-Comté	11 219	10 465	6 860	5 843
Bourgogne	8 692	7 565	7 784	6 485
Auvergne	6 805	6 346	6 001	5 203
Rhône-Alpes	47 749	42 495	47 518	40 765
Languedoc-Roussillon	6 234	5 254	9 745	8 366
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21 729	17 494	37 795	29 184
Corse	69	38	257	172
Guadeloupe	32	26	949	633
Martinique	33	34	1 132	1 047
Guyane	497	567	792	596
Réunion	206	190	2 131	1 716
Indéterminé	42	10 647	63	22 586

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects.

Commerce extérieur

Exportations, importations et solde 2011 des régions de province

(Données brutes de collecte, valeurs en millions d'euros)



Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, traitement Direccte/SESE

Les statistiques régionales du commerce extérieur sont établies, tout comme les statistiques nationales, par l'exploitation des informations contenues dans les documents douaniers. La ventilation par département (puis, par agrégation, par région) est effectuée selon les principes suivants :

- À l'exportation : c'est le département d'exportation des marchandises qui est mentionné; il s'agit du lieu initial à partir duquel les marchandises sont exportées et non pas le département du siège social de l'entreprise qui exporte.
- À l'importation : c'est le département de destination réelle des marchandises importées qui est indiqué (et non le département du siège social de l'importateur).

Toutefois, cette règle générale n'est pas retenue pour :

- les échanges de gaz naturel et d'électricité (par gazoduc ou ligne haute-tension): flux attribués par convention à la région Ile-de-France et au département de Paris (75).
- les échanges avec les Etats membres de l'Union européenne pour lesquels le département de départ ou d'arrivée n'est pas toujours exigé du fait de simplification déclarative. L'information sur le département de départ ou d'arrivée des marchandises n'est pas demandée dans le cadre des échanges avec les Etats membres de l'Union européenne lorsque l'entreprise réalise un montant d'opérations (pour les deux flux) inférieur à 2 300 001 €.

En terme de commerce extérieur, le territoire statistique de la France comprend la France continentale, la Corse, les départements d'Outre-mer et la Principauté de Monaco. Les échanges commerciaux de Monaco sont intégrés à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les données collectées sont des données brutes : elles se différencient des données estimées qui prennent en compte une estimation des déclarations non encore parvenues à la douane.

Avertissement: dans certains cas, le département indiqué sur les documents douaniers reprend celui de stockage et non forcément celui d'expédition (à l'exportation), de consommation ou d'utilisation (à l'importation). Ainsi, sans en être originaires ou à destination, des flux sont attribués aux régions possédant d'importantes plates-formes logistiques d'échanges commerciaux (aéroports, ports, entrepôts): c'est notamment le cas pour les produits pétroliers.

Définitions:

FAB: Franco à Bord. Les exportations à partir de la France sont valorisées avec les coûts d'acheminement jusqu'à la frontière française.

CAF : Coût, Assurance, Fret. Les importations en France sont valorisées avec les coûts d'acheminement (transport et assurance) jusqu'à la frontière française.

Glossaire

Population (page 2)

Population totale

La source de mesure de la population totale est le recensement de la population effectué par l'Insee. Le dernier recensement en date fournit des données pour l'année 2009. Il permet de connaître la population résidant en France. Il fournit des statistiques sur le nombre d'habitants et sur leurs caractéristiques. Il s'agit des résultats issus de la nouvelle méthode de calcul adoptée par l'Insee, qui permet au terme d'un cycle de cinq ans, de mesurer la population de façon continue, c'est-à-dire chaque année. La nouvelle méthode de recensement remplace le comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans. Le recensement général de la population de 1999 aura été le dernier recensement concernant toute la population en même temps.

Emploi (pages 5 à 21)

Emploi total

L'emploi total comprend l'emploi salarié et l'emploi non salarié. Les effectifs sont recensés au lieu de travail : l'emploi total se réfère à la population résidente. Il comprend les travailleurs frontaliers résidant en France mais travaillant à l'étranger ; en revanche, il ne comprend pas les personnes travaillant en France mais résidant à l'étranger. Sa mesure est issue du recensement de la population. L'Insee établit des estimations annuelles à partir des fichiers de Pôle emploi/Unedic, de l'URSSAF ainsi que de données complémentaires. Au moment de la clôture de cette publication, les dernières estimations disponibles de l'Insee concernent l'année 2009 pour les données issues du recensement de la population.

Emploi salarié

Dans le présent document, deux sources de mesure de l'emploi salarié coexistent :

- en pages 16 à 19, les données présentées sont des estimations annuelles d'emploi établies par l'Insee, qui comptabilisent le nombre de personnes en emploi résidant en France. Il s'agit d'un emploi total (salarié et non salarié). Depuis septembre 2009, les estimations annuelles sont estimées avec le dispositif Estel (estimations d'emploi localisé), à partir de deux sources principales : d'une part, pour l'emploi salarié, les Déclarations Annuelles de Données Sociales qui incluent les effectifs de la fonction publique d'état et les salariés des particuliers employeurs, d'autre part, les effectifs des non salariés. Ces estimations sont corrigées de la multiactivité et correspondent à un concept d'emploi au sens du Bureau International du Travail. Elles

- sont provisoires sur l'année 2011.
- en pages 20 et 21, les données présentées sont issues des fichiers de Pôle emploi/Unedic. Le champ considéré est plus restrictif : il comprend les seuls salariés des établissements du secteur privé industriel et commercial employant au moins une personne sous contrat de travail. Sont donc exclus de ce champ : les salariés de l'Etat et des collectivités locales, les salariés des établissements publics à caractère administratif, le personnel des ambassades, consulats étrangers et organismes internationaux, les salariés des secteurs agricoles et para-agricoles (champ CCMSA), les employés de maison, le personnel des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, des régies départementales ou communales, de certaines sociétés d'économie mixte, et les intermittents du spectacle. L'information présentée concerne l'emploi salarié au 31/12/2010, corrigé des variations saisonnières. Dans le cadre de l'harmonisation liée à la communication des données publiques, les statistiques sur l'emploi salarié émanant de Pôle emploi, n'ont pas encore été réactualisées pour l'année 2011, au moment où nous publions cet ouvrage.

Mouvements de main d'œuvre (pages 22 à 25)

Chaque mois, les établissements de 50 salariés ou plus renseignent pour l'administration une déclaration sur les entrées et sorties du mois (contrats de travail signés ou résiliés dans le mois) : la déclaration mensuelle de mouvements de main d'œuvre (DMMO). Tous les contrats de travail sont concernés. Une enquête de même type est réalisée par sondage auprès des établissements de 10 à 49 salariés : l'enquête trimestrielle de mouvements de main d'œuvre (EMMO). Les données de mouvements de main d'œuvre sont issues de la fusion des résultats des DMMO et de l'enquête EMMO.

Intérim (pages 26 et 27)

Les effectifs intérimaires sont exprimés en « équivalents temps plein » (ETP) des établissements utilisateurs, pour la période considérée : le volume de travail effectué par les intérimaires est rapporté à celui effectué par une personne à temps plein.

Allocations d'assurance chômage et régime de solidarité (page 28)

Assurance chômage

- Allocation Unique Dégressive (AUD) : vise les salariés qui ont perdu leur emploi suite à une rupture involontaire de leur contrat de travail, les demandeurs d'emploi indemnisés qui n'ont pas opté pour le Plan d'Aide au Retour à l'Emploi, les personnes en cas de chômage volontaire et le demandeur d'emploi non indemnisé qui peut, après une période de 4 mois, demander un réexamen de son dossier d'indemnisation dans le cadre de la procédure de réadmission au régime d'assurance chômage.
- Allocation Chômeurs Agés (ACA) : aide qui était versée aux chômeurs de moins de 60 ans ayant suffisamment travaillé pour toucher une allocation jusqu'à leur retraite. Aucun nouveau bénéficiaire ne peut être admis depuis le 1^{er} janvier 2002. C'est désormais l'Allocation Équivalent Retraite (régime de solidarité) qui la remplace.
- Allocation Spécifique de Reclassement : versée aux bénéficiaires d'une Convention de Reclassement Personnalisée.
- Allocation de Transition Professionnelle: versée au titulaire du Contrat de Transition Professionnelle pendant la durée de ce contrat, et en dehors des périodes durant lesquelles il exerce une activité rémunérée. Ce dispositif prend la suite de celui de la convention de reclassement personnalisé.
- Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi y compris Formation (ARE+AREF) : allocation « de base » à taux fixe dont la durée dépend notamment de la durée d'affiliation.
- Allocation de Sécurisation Professionnelle : s'adresse aux salariés de certaines entreprises visées par une procédure de licenciement économique.
 Il leur permet de bénéficier d'un ensemble de mesures favorisant un reclassement accéléré vers l'emploi. Le bénéficiaire du Contrat de Sécurisation Professionnelle perçoit une allocation (ASP).

Régime de solidarité

- Allocation d'Insertion: remplacée depuis novembre 2006 par l'allocation temporaire d'attente (ATA), était accordée dans le cadre du régime de solidarité aux demandeurs d'asile, aux anciens détenus, aux salariés expatriés au chômage, aux victimes d'accidents ou de maladies professionnelles, aux réfugiés ou aux apatrides.
- Aide aux Chômeurs Créateurs d'Entreprise:
 l'ACCRE est l'une des mesures du dispositif d'appui à l'initiative économique. Ce dispositif vise à faciliter tant la structuration des projets de création ou de reprise d'entreprise que le développement des activités ainsi créées, sous forme individuelle ou en

- société. L'ACCRE consiste en une exonération de cotisations sociales permettant le maintien, pour une durée déterminée, de certains minima sociaux.
- Allocation Spécifique de Solidarité (ASS) : aide qui peut être accordée aux personnes qui ont épuisé leurs droits au chômage.
- L'Allocation Équivalent Retraite (AER) : destinée à assurer un revenu de remplacement ou de complément aux personnes sans emploi qui justifient du nombre de trimestres permettant de bénéficier d'une retraite à taux plein, mais qui n'ont pas atteint l'âge minimum de départ à la retraite. Cette allocation est supprimée depuis le 1er janvier 2011.

Minima sociaux (page 29)

Revenu de Solidarité Active (RSA)

Instauré au 1^{er} juin 2009, le RSA remplace essentiellement le RMI et l'API. Il complète également le revenu des travailleurs pauvres. Le dispositif RSA s'inscrit dans une politique d'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficultés, exerçant ou non une activité. Le RSA a deux composantes : le RSA socle (anciennement RMI et API) et le RSA activité. Les personnes sans activité bénéficieront du RSA socle, les personnes actives pourront bénéficier du RSA activité seulement ou cumulé au RSA socle.

Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) (page 44)

Cette allocation permet de garantir un revenu minimum aux personnes handicapées. Ce droit est ouvert dès lors que la personne handicapée ne peut prétendre à un avantage vieillesse, invalidité ou rente d'accident du travail d'un montant au moins égal à celui de l'AAH.

Demande d'emploi et taux de chômage (pages 30 à 43)

Il existe deux sources principales de mesure du chômage : les statistiques administratives de Pôle emploi et l'enquête emploi de l'Insee. La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau International du Travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Pôle emploi recense, à la fin de chaque mois, les demandeurs d'emploi inscrits dont la demande n'a pas été satisfaite ou annulée. Il s'agit d'une mesure administrative du chômage, qui obéit à une logique de gestion et de réglementation. Depuis février 2009, les demandeurs d'emploi sont présentés selon de nouveaux regroupements (catégories A, B, C, D et E). La mesure officielle repose sur les demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits en catégorie ABC. Il s'agit des personnes

inscrites à Pôle emploi et tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

L'enquête emploi, réalisée par l'Insee, mesure le chômage sur la base de la définition établie par le Bureau International du Travail (BIT), à savoir la population en âge de travailler (15 ans ou plus), sans emploi et à la recherche d'un emploi. Cette définition constitue la norme statistique internationale. Ainsi, est considéré comme chômeur toute personne qui répond à trois critères au moment de l'enquête :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence :
- être disponible pour prendre un emploi dans les quinze jours;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage

Calculé par l'Insee, le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et la population active totale pour le taux national. Ces deux grandeurs ne sont pas directement disponibles dans les statistiques courantes et font donc l'objet d'estimations. Différemment, les taux de chômage **localisés** (régional et infra) sont estimés via une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi (pour le niveau national) et de Pôle emploi (pour la répartition géographique). Il ne s'agit donc pas de chômage BIT à proprement parler, puisqu'on mêle le concept BIT à la mesure administrative du chômage.

Emploi des Travailleurs Handicapés

(pages 44 à 47)

Les établissements de 20 salariés et plus sont assujettis à une formalité annuelle, la Déclaration Obligatoire d'Emploi des Travailleurs Handicapés (DOETH) : la loi du 11 février 2005 oblige tout employeur du secteur privé, l'Etat ainsi que les établissements publics de l'Etat autres qu'industriels et commerciaux, les collectivités locales et leurs établissements publics autres qu'industriels et commerciaux, occupant 20 salariés ou plus, à employer des personnes handicapées dans une proportion de 6 % de leur effectif salarié. Certaines catégories d'emploi exigeant des conditions d'aptitude particulières (ECAP) ne sont cependant pas soumises à cette obligation.

Le taux d'emploi calculé pour vérifier la réponse à ce seuil de 6 % d'emploi de TH résulte d'un calcul tenant compte de la nature du handicap et du temps de travail (complet ou partiel).

Une autre façon – distincte – d'apprécier l'effort des établissements assujettis consiste à rapporter le nombre de personnes physiques handicapées à l'effectif d'assujettissement (hors ECAP et sur le seul champ des éta-

blissements assujettis) comme dans le classement par secteur d'activité (page 45, établissements hors accord). Les établissements assujettis, relevant d'un accord spécifique (signé à l'échelle de l'établissement, de l'entreprise ou d'un groupe) en faveur de l'emploi de travailleurs handicapés, sont également tenus de s'acquitter de cette déclaration annuelle ; une partie des données statistiques est publiée en excluant ces établissements relevant d'accords, en raison de données individuelles incomplètes pour caractériser les Travailleurs Handicapés employés.

Principales actions des politiques d'aide à l'emploi (pages 48 à 50)

Secteur marchand

- Le CUI-CIE s'est substitué au CIE et CI-RMA au 1^{er} janvier 2010. Il vise à favoriser le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès au marché du travail. Le CUI-CIE est un contrat de travail de droit privé conclu pour une durée indéterminée ou pour une durée déterminée de 24 mois au plus. Il est à temps partiel ou complet et sa durée hebdomadaire de travail doit être d'au moins 20 heures.
- Les contrats en alternance, comportent deux types de contrats : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Tous deux répondent au même objectif de montée en compétences de l'alternant grâce à la combinaison entre l'acquisition de savoirs généraux, professionnels ou techniques et la pratique en entreprise pour parfaire sa formation. Cependant les modalités d'exécution de ces contrats diffèrent notamment concernant la durée du contrat, la durée de la formation et la rémunération associée. Le contrat d'apprentissage, dans le cadre de la formation initiale, s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans. Le contrat de professionnalisation, dans le cadre de la formation continue, s'adresse également aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, mais aussi aux demandeurs d'emploi et âgé de 26 ans et plus ainsi qu'aux bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou d'un contrat unique d'insertion (CUI).

Secteur non marchand (secteurs publics, parapublic et associatif)

- Le CUI-CAE s'est substitué au CAE et CAV au 1^{er} janvier 2010. Ce contrat a les mêmes objectifs que le CUI-CIE dans le secteur non marchand. Les publics prioritaires sont définis au niveau régional. En région PACA le public jeunes, seniors, handicapés, résidant dans les quartiers politique de la ville, en chantier d'insertion, est prioritaire. C'est un contrat de droit privé à durée déterminée de

6 mois minimum renouvelable dans la limite de 24 mois. Il est à temps partiel ou complet, mais sa durée hebdomadaire de travail doit être d'au moins 20 heures

Accompagnement des licenciements économiques et des retraits d'activité (page 54)

Plan de sauvegarde de l'emploi

Toute entreprise d'au moins 50 salariés qui procède au licenciement, pour motif économique, d'au moins 10 salariés sur une durée de 30 jours doit élaborer un plan de sauvegarde de l'emploi. Ce document regroupe un ensemble de mesures destinées à limiter le nombre des licenciements et à favoriser le reclassement des salariés dont le licenciement est inévitable. Il est obligatoirement communiqué à la Direccte/Unité Territoriale. Les représentants du personnel doivent être réunis, informés et consultés sur le contenu du plan de sauvegarde de l'emploi. À défaut, la procédure de licenciement est nulle.

Allocation temporaire dégressive

Les entreprises procédant à des licenciements économiques peuvent conclure avec l'État, des conventions permettant de faciliter le reclassement des personnes licenciées. Parmi ces conventions, la convention d'allocation temporaire dégressive (ATD) permet le versement, aux salariés licenciés et reclassés dans un emploi moins bien rémunéré, d'une allocation destinée à compenser cette différence de rémunération.

Cellules de reclassement

Composées de salariés de l'entreprise ou d'intervenants extérieurs, les cellules de reclassement permettent d'assurer le suivi des salariés licenciés ou menacés de l'être. L'Etat participe, après conclusion d'une convention, aux frais de fonctionnement directs de la cellule.

Congé de conversion

Le congé de conversion apporte un appui aux salariés licenciés pour motif économique, pour leur reclassement à l'extérieur de l'entreprise. Pendant la période du congé de conversion, durant laquelle le contrat de travail est suspendu, le salarié perçoit une allocation mensuelle égale à un minimum de 65 % du salaire brut antérieur (85 % dans le cas du SMIC). Cette allocation est partiellement prise en charge par l'Etat. Le licenciement n'intervient qu'au terme du congé (ou pendant celui-ci si le salarié est reclassé), avec tous les droits qui y sont attachés : indemnités de préavis et de licenciement.

Conventions de formation et d'adaptation du Fonds National de l'Emploi (FNE)

Conclues avec l'État, les conventions de formation et d'adaptation ont pour objectif de contribuer au financement de mesures destinées à remédier aux conséquences des mutations et des reconversions industrielles. Le FNE vise ainsi à faciliter aux travailleurs salariés la continuité de leur activité en leur permettant de s'adapter aux évolutions techniques ou à la modification des conditions de la production ; à contribuer au financement des mesures destinées à remédier aux conséquences des mutations et des reconversions industrielles, en participant au financement de différentes actions de formation et de dispositifs d'aide à l'emploi.

Allocation Spéciale du Fonds National de l'Emploi (ASFNE)

Une entreprise peut conclure avec l'Etat une convention permettant à ses salariés âgés de se retirer du marché du travail de manière anticipée tout en percevant, jusqu'à la liquidation de leur pension de retraite, une allocation spécifique. Cette disposition évite à ces derniers d'être licenciés pour motif économique.

La Convention de Reclassement Personnalisé (CRP)

Dans les entreprises de moins de 1 000 salariés (et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire, quelle que soit leur taille), l'employeur qui envisage de licencier pour motif économique doit, sous peine de sanctions, proposer aux salariés concernés une convention de reclassement personnalisé, d'une durée maximale de 8 mois. Le salarié a le choix de refuser ou d'accepter cette convention. S'il l'accepte, son contrat de travail est rompu et il bénéficie d'actions d'orientation, d'accompagnement, d'évaluation des compétences professionnelles et de formation destinées à favoriser son reclassement. Il bénéficie également, sous réserve d'avoir deux ans d'ancienneté, d'une allocation spécifique de reclassement et peut avoir droit, s'il reprend un travail moins bien rémunéré que le précédent, à une indemnité différentielle de reclassement.

Activité partielle (ex chômage partiel) (page 55)

Le dispositif de l'activité partielle permet aux établissements en difficultés de diminuer leur activité tout en maintenant le lien aux salariés par leur contrat de travail et en leur assurant une indemnisation pendant cette période.

Pour entrer dans le dispositif d'activité partielle, un établissement doit déposer une demande d'autorisation d'activité partielle préalable à la réduction de l'activité (sauf en cas de sinistre ou d'intempéries). Cette demande précise le type de réduction d'activité prévue, les dates prévisibles, le nombre de salariés concernés et le mode d'organisation du travail (annualisation,

modulation, forfaits).

La réduction du temps de travail ne peut intervenir qu'à la suite d'une autorisation de l'unité territoriale de la Direccte dont dépend l'établissement. L'autorisation au titre de l'allocation spécifique d'activité partielle est valable dans la limite d'un plafond annuel d'heures par salarié. L'employeur verse au salarié une allocation conventionnelle correspondant à 60 % de son salaire brut, avec un minimum égal au SMIC horaire net. L'employeur se fait rembourser l'allocation spécifique sur la base d'un forfait par heure non travaillée.

Depuis mars 2012, l'autorisation administrative préalable au chômage partiel est supprimée.

Les ruptures conventionnelles (page 62)

La rupture conventionnelle du contrat de travail à durée indéterminée a été mise en place par la loi portant modernisation du marché du travail n° 2008-596 du 25 juin 2008. Elle permet à l'employeur et au salarié de convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail à durée indéterminée, par une convention qui doit être homologuée par l'autorité administrative.

L'Artisanat (page 66)

L'artisanat se définit en fonction de l'activité exercée, de la taille de l'entreprise et de la qualification du chef d'entreprise (loi du 05/07/1996). L'activité exercée doit être indépendante et concerner la production, la transformation, la réparation ou la prestation de service (liste précisée par le décret du 2 avril 1998). À sa création, l'entreprise artisanale ne doit pas employer plus de dix salariés (hors conjoints, aides familiaux, ou apprentis). Lorsque le seuil de dix salariés est franchi, l'entreprise demeure inscrite au répertoire des métiers tant qu'elle souhaite garder son rattachement à l'artisanat et pour les personnes ayant la qualité d'artisan, d'artisan d'art ou de maître artisan. La qualification préalable est obligatoire pour les activités qui mettent en jeu la santé ou la sécurité des consommateurs. Cette exigence de qualification est satisfaite par l'obtention d'un diplôme ou par la validation d'une expérience professionnelle minimale de 3 ans. Les entreprises artisanales doivent obligatoirement être immatriculées au répertoire des métiers, même si l'activité artisanale est exercée à titre secondaire.

Le tourisme (page 67 à 70)

Une réforme du classement des hébergements touristiques a été mise en place le 23 juillet 2012. Elle concerne les hôtels, les campings, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences de tourisme, les villages de vacances, les meublés de tourisme et les villages résidentiels de tourisme. Le nouveau classement comporte 5 catégories allant de 1 à 5 étoiles, marquant ainsi la disparition de la catégorie « 0 étoile » et la création de la catégorie « 5 étoiles », en adéquation avec les normes de classification internationales.

Ce présent *Chiffres Clés 2011* a été établi selon l'ancien classement.

Territoires

Zone d'emploi

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements trouvent l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Effectué conjointement par l'Insee et le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social, avec l'appui de la Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (DATAR), le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire, adaptée aux études locales sur l'emploi et son environnement. Les déplacements domicile-travail constituent la variable de base pour la détermination de ce zonage.

Une refonte des zones d'emplois 2010, opérationnelle depuis juillet 2011, a eu lieu à partir des résultats des migrations domicile-travail du recensement de 2006. Les nouvelles zones d'emploi partitionnent la France métropolitaine en 304 territoires (réduits à 18 pour la région PACA). L'objectif de ce découpage est de déterminer un zonage d'étude pertinent pour l'analyse des marchés locaux du travail. La zone d'emploi est ainsi le plus petit territoire de calcul des taux de chômage localisés et des estimations d'emploi salarié de l'Insee. La nouvelle version du zonage s'affranchit des limites départementales et régionales, ce qui n'était pas le cas précédemment. Aussi, le phénomène de périurbanisation autour des grandes villes a contribué à accroître la surface de ces territoires.

Nomenclatures d'activité

Dans sa version détaillée, la nomenclature d'activité française (NAF 2008) présente l'activité des entreprises selon le code NACE à 4 chiffres (complété par une position spécifique nationale, sous forme de lettre). La NAF4 est un regroupement en 4 grands secteurs : agriculture, industrie, construction, tertiaire. Parfois, le tertiaire est décomposé en deux sous-secteurs : commerce et services. La NAF 2008 rend bien visible l'articulation de la nomenclature nationale avec la nomenclature européenne et facilite le découpage national en sousclasses en cas de nombreuses subdivisions ou en cas de révision ultérieure. La NAF 2008 compte 732 postes au niveau le plus détaillé.

Sigles

AAH ACCRE	Allocation pour adultes handicapés Aide aux chômeurs créateurs d'entre-	DOETH	Déclaration obligatoire d'emploi de travailleur handicapé
	prise	EMMO	Enquête mensuelle de mouvements de main d'œuvre
AFPA	Association pour la formation profes- sionnelle des adultes	ESAT	Etablissement et service d'aide par le tra-
API	Allocation pour parent isolé		vail
ASP	Agence de services et de paiements	ETTI	Entreprise de travail temporaire d'inser-
AT/MP	Rente accident du travail ou maladie		tion
	professionnelle	ETP	Equivalent temps plein
BIT	Bureau international du travail	EURL	Entreprise unipersonnelle à responsabi-
BODACC	Bulletin officiel des annonces civiles et		lité limitée
	commerciales	FAB	Franco à bord
CAE	Contrat d'accompagnement à l'emploi	GRETA	Groupement d'établissements publics
CAF	(commerce extérieur) : Coût, Assurance,	INICEE	locaux d'enseignement
	Fret.	INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
CARSAT-SE	E Caisse d'assurance retraite et de santé au travail Sud-Est	MP	Maladie professionnelle
CDAPH	Commission des droits et de l'autono-	NAF	Nomenclature d'activités française
CDINII	mie des personnes handicapées	PAP	Projet d'action personnalisé
CDD	Contrat à durée déterminée	PE	Pôle emploi
CDI	Contrat à durée indéterminée	REE	Répertoire des entreprises et établisse-
CDT	Comité départemental du tourisme		ments
CIE	Contrat initiative emploi	RMI	Revenu minimum d'insertion
CIVIS	Contrat d'insertion dans la vie sociale	RP	Recensement de la population
CNAF	Caisse nationale d'allocation familiale	RQTH	Reconnaissance de la qualité de travail-
CNASEA	Centre national pour l'aménagement	D.C.4	leur handicapé
	des structures des exploitations agricoles	RSA	Revenu de solidarité active
CRP	(travailleurs handicapés) : Centre de réé-	SA	Société anonyme
	ducation professionnel	SARL	Société à responsabilité limitée
CRT	Comité régional du tourisme	SESE	Service études, statistiques et évaluation
CUI	Contrat unique d'insertion	TH	Travailleur handicapé
CVS	Corrigé des variations saisonnières	TPE	Très petite entreprise (moins de 20 sala- riés)
DARES	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques	UNEDIC	Union nationale interprofessionnelle
DEFM	Demandeur d'emploi en fin de mois	01,2010	pour l'emploi dans l'industrie et le com-
DGCIS	Direction générale de la compétitivité,		merce
	de l'industrie et des services	UT	Unité territoriale de la Direccte
DIRECCTE	E Direction régionale des entreprises, de	ZE	Zone d'emploi
	la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	ZUS	Zone urbaine sensible
DMMO	Déclaration mensuelle de mouvements		
	1 12		

de main d'œuvre

POUR EN SAVOIR PLUS - QUELQUES LIENS UTILES



Direccte: www.paca.direccte.gouv.t

(rubrique : Etudes et Statistiques / Les publications

La présente publication *Chiffres Clés*, ainsi que l'ensemble des autres publications de la Direccte, sont disponibles en téléchargement.

Direction Régionale de l'Insee : www.insee.fr/fr/regions/provence

Site référence dans le domaine de la statistique publique régionale, tous domaines d'investigation confondus

Observatoire Régional des Métiers : www.orm-paca.org

De nombreux travaux et publications dans le domaine de la relation formation – emploi sont disponibles. En particulier, le compte rendu de la journée d'échanges et de réflexion du 2 février 2012 « Economie, emploi, formation : quelles manifestations de la crise en PACA 2 »

CARSAT Sud-Est: <u>www.carsat-sudest.fr/statistiques-regionales.html</u> En complément de l'information concernant les accidents du travail et les

maladies professionnelles présente dans ce document, vous y trouverez notamment le bilan annuel sur les risques professionnels en PACA et Corse.

Pôle emploi : <u>pole-emploi.org</u>

fois jusqu'à l'échelon communal, dans les domaines de l'emploi salarié et l'indemnisation. Renvoi vers des sites spécialisés, acteurs de l'emploi et du marché du tra-

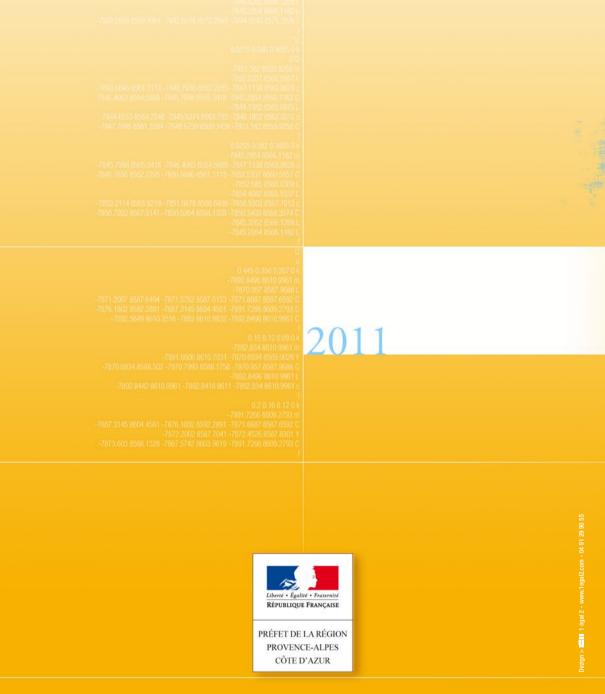
Renvoi vers des sites spécialisés, acteurs de l'emploi et du marché du travail.

Dispositif Régional d'Observation Sociale : www.dros-paca.org L'atlas social régional, qui aborde les aspects territoriaux de la pauvreté et

catias social regional, qui aborde les aspects terri de la précarité, est disponible en téléchargement.

Conseil Général des Bouches-du-Rhône : <u>www.cg13.fr</u>

ans la rubrique « Mes services en ligne / Economie / Outil statistique », des onnées socio-économiques sur le département : *www.base-infoeco13.fr*



Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

www.paca.direccte.gouv.fr

23/25, rue Borde - CS 10009 - 13285 Marseille cedex 08 - Tél. 04 86 67 32 00 - Fax. 04 86 67 32 01

Directeur de la publication : Patrice Russac Chef de projet : Marie-Christine Chesneau - marie-christine.chesneau@direccte.gouv.fr

Chef de service : Rémi Belle - remi.belle@direccte.gouv.fr
Réalisation : Service Études, Statistiques et Évaluation
ISSN 1297-5109 - Dépôt légal : 19 février 2009

Services d'information du public - www.travail-solidarite.gouv.fr et www.economie.gouv.fr